



RÉDUCTION DES DÉPENSES Aucun ministère épargné

Pas même la Santé
et l'Éducation

VALÉRIE LESAGE
VLesage@lesoleil.com

QUÉBEC — Tous les ministères, même ceux de la Santé et de l'Éducation, devront se serrer la ceinture si le gouvernement du Québec était forcé de réduire significativement ses dépenses en raison des difficultés économiques.

« Tout le monde devra mettre la main à la pâte », a déclaré la ministre des Finances, Pauline Marois, lors d'une entrevue téléphonique depuis Vancouver, où elle participait à une réunion avec ses homologues des autres provinces. La ministre a tenu à préciser qu'il s'agissait pour le moment d'une situation hypothétique, mais elle a révélé



Pauline Marois

au SOLEIL que la plupart des provinces canadiennes étaient arrivées au bout de leurs surplus budgétaires. Elle a ajouté que la plupart d'entre elles envisageaient d'être plus exigeantes dans les réductions de dépenses et que certaines songeaient à ralentir les baisses d'impôt qu'elles avaient prévu accorder à leurs contribuables. Même la riche Alberta a dû réviser ses prévisions budgétaires à cause de la diminution de la croissance économique. Le premier ministre, Ralph Klein, a annoncé une réduction de dépenses d'un milliard de dollars. La Colombie-Britannique prévoit aussi sabrer dans ses dépenses, mais tentera d'épargner les budgets de la santé et de l'éducation.

Au Québec, aucune mesure ne semble écartée pour le moment. La ministre Marois n'a pas fermé la porte à un report de l'indexation des tables d'impôt, prévue pour janvier 2002. Cela pourrait permettre au gouvernement d'économiser 190 millions \$ en un an.

Au cours de leur rencontre, les ministres des Finances des provinces ont de-

Voir MAROIS en A 2 ►

■ Non à la tronçonneuse Page A 11

Bush a l'Irak à l'œil

Le FBI craint une attaque terroriste imminente

■ WASHINGTON (d'après AFP et AP) — Tout en prévenant l'Irak que son gouvernement le tenait à l'œil, et après que le FBI eut averti les Américains d'une attaque terroriste probable contre leur pays sous peu, le président américain George W. Bush a déclaré hier que les talibans avaient encore une « chance » de livrer l'islamique Oussama ben Laden aux États-Unis et de voir Washington revoir sa politique à leur égard.

Dans sa première conférence de presse depuis les attentats du 11 septembre, M. Bush a réitéré sa demande à la milice au pouvoir à Kaboul de livrer ben Laden, accusé par les États-Unis d'être l'instigateur des attaques suicides contre New York et Washington.

Si c'était le cas, Washington serait prêt à « reconsidérer » son actuelle campagne militaire contre les talibans en Afghanistan, a-t-il dit, précisant que cette campagne avait « beaucoup accompli en un mois » et durerait « le temps nécessaire ». M. Bush s'est adressé à la presse pendant 45 minutes depuis le salon oriental de la Maison-Blanche.

« Nous avons détruit les camps d'entraînement terroristes, perturbé leurs

Les É.-U.
offrent une
« chance » aux
talibans de
livrer ben
Laden

Voir BUSH en A 2 ►

■ Des aéroports plus sécuritaires Page A 3

■ Occidentaux sur les dents Page A 4

■ Unis dans la mémoire Page A 5

■ Londres rassurante Page A 6



Trois scouts, trois frères. Jacob, Seth et Elvin ont prié, hier, à la mémoire des victimes des attentats qui ont durement ébranlé les États-Unis, il y a déjà un mois.

Le lourd tribut des civils afghans : un traumatisme « immuable »



Éric Moreault

EMoreault@lesoleil.com

ENVOYÉ SPÉCIAL AU
PAKISTAN

ISLAMABAD — Les avions qui bombardent sans relâche l'Afghanistan laissent dans leur sillage un cortège de morts et de blessés. Leur nombre exact demeure largement inconnu, mais le fait est reconnu. Ce qui l'est moins, ce sont les enfants, les femmes et les hommes qui resteront traumatisés à vie, faute de soins adéquats.

Les blessures psychologiques sont moins visibles (et spectaculaires) parce qu'il s'agit de blessures intérieures. Et elles risquent encore plus de passer inaperçues chez des réfugiés qui restent étrangers à leur société d'accueil.

Le Dr Sohail Abbas, du département de psychiatrie au Pakistan Institute of Medical Sciences (PIMS), veut sonner l'alarme auprès de la communauté internationale. « Personne n'en parle, s'exclame-t-il. On se soucie beaucoup de les loger, de

les nourrir, mais de leur santé mentale... Et, honnêtement, nous n'avons pas les ressources. »

Depuis une vingtaine d'années, il a soigné nombre de femmes et d'enfants afghans qui souffrent de stress post-traumatique, de phobies, de dépression... Mais il est alarmé par leur nombre croissant, usé par les horreurs de la guerre civile, le nouveau conflit et la violence d'une société barbare. Ils vivent dans un état de terreur permanent qui les pousse à abandonner leur domicile, une épreuve stressante en soi avec l'incertitude qui en découle.

« Dans la population en général, 8 % des gens et 13 % des enfants souffrent du syndrome de stress post-traumatique à la suite d'un accident, d'un

Voir TRAUMATISME en A 2 ►

PLEINS FEUX SUR QUÉBEC

L'enfant pauvre de la culture s'est enrichi

Jusqu'à dimanche, LE SOLEIL présente une série d'articles témoignant de la vie dans la Vieille Capitale. Aujourd'hui, le volet artistique. Les gens interrogés lors d'un sondage SOM-LE SOLEIL estiment que Québec vit dans l'ombre culturelle de Montréal. Un mythe qui a la vie dure, mais qui ne correspond plus tout à fait à la réalité.

SIXIÈME DE HUIT

KATHLEEN LAVOIE

KLavoie@lesoleil.com

QUÉBEC — La ville de Québec s'est longtemps retrouvée, sur le plan culturel, dans l'ombre de Montréal, l'autre pôle urbain de la province. Une forte majorité de Montréalais (78,8 %) et de Québécois (61,5 %) consultés entretiennent d'ailleurs toujours cette idée que la métropole est plus vivante culturellement. La réalité est tout autre.

La capitale, en effet, est partie de loin. C'était avant l'enfilade de succès éclatants du Festival d'été, du Musée du Québec, d'Ex Machina, du Cirque Éros, et des Violons du Roy. Soudainement, la relève s'est mise à croire en la possibilité d'une carrière internationale à partir d'ici.

Directrice du Théâtre du Trident depuis quatre ans, Marie-Thérèse Fortin constate, bien sûr, une certaine disparité entre Québec et Montréal. Mais rien à voir avec la créativité. De ce point de vue-là, croit-elle, Québec se porte bien, merci. Suffit de

« On sent que cette
mentalité qui veut que ce soit
impossible de créer à Québec
est en train de changer »

penser aux ateliers d'artistes qui ont poussé en basse-ville, aux concepts innovateurs qui se brassent à Méduze, aux chaudes soirées d'improvisation musicales dans le faubourg Saint-Jean-Baptiste, le petit plateau Mont-Royal de Québec.

« C'est sûr qu'en termes de quantité de production et de volume, les deux villes sont incomparables. Mais en termes de vitalité, Québec est très compétitive. Cette perception, je crois, est liée à la télé. Parce que les gens connus sont des vedettes de la télé et qu'à Québec, il n'y a pas de production télévisuelle qui se fasse. Mais il y a des artistes ici qui consacrent leur vie exclusivement à leur art comme Jack Robitaille. Des gens qui sont peut-être moins connus du grand public, mais qui font de Québec la ville de théâtre qu'elle est », maintient la comédienne.

Marie-Thérèse Fortin n'hésite pas à attribuer à l'infatigable père de la caserne Dalhousie, Robert Lepage, une bonne part de la responsabilité de cette réévaluation du milieu culturel de Québec.

« Avant, les gens restaient à Québec jusqu'à l'âge de 30 ans, puis partaient. Depuis quelques années, il y a des Lorraine Côté et des Jack Robi-

Voir CULTURE en A 2 ►
■ Découvrez certains visages de la relève artistique Pages A 8 et A 9



TABLE DES MATIÈRES

Actualités	A 3	Économie	C 1
Agenda	B 10	Editorial	A 16
Arts et vie	B 1	Le Monde	A 14
Bourses	C 4	Petites annonces	S 15
Bridge	S 18	Québec / Canada	A 11
Capitale et régions	A 15	Sports	S 1
Décès	C 8	Statistiques	S 12
Divertissements	B 11	Télévision	B 2

AUJOURD'HUI



LE SOLEIL, JEAN-MARIE VILLENEUVE

Québec

Montcalm n'a pas manqué sa dernière sortie. Cérémonie émouvante, haute en couleurs et rarement vue, hier, dans les rues de Québec pour la translation de ses restes. Page A 13

LA MÉTÉO

Maximum 17, minimum 6

Nuageux avec percées de soleil en matinée. Détails page S 20

Précipitations (à 13 h hier)

Ce mois-ci: 35,1 mm. Lan dernier: 14,5 mm. Cette saison: 464,1 mm. Lan dernier: 519,4 mm.

QUÉBEC,
105^e ANNÉE, N° 281
FLORIDE, 1,75 \$ US
MONTREAL
OTTAWA 87¢
PLUS TAXES

VENDREDI
27657 00075 9

65¢ PLUS TAXES

Plus de 32 Dernière journée Rabais jusqu'à 10 000 \$ 9%
25 modèles à liquider
ou Financement à partir de (jusqu'à 60 mois)
sur certains modèles

FOURNIER
CHEVROLET OLDSMOBILE INC.
AUT. DE LA CAPITALE, SORTIE PIERRE-BERTRAND 687-5170
www.fournierchevrolet.com

CULTURE

Suite de la Une

taille qui décident de demeurer ici. (...) Nous sommes présentement à un tournant. On sent que cette mentalité qui veut que ce soit impossible de créer à Québec est en train de changer. Le fait que Robert Lepage se soit installé ici a eu des répercussions sur l'ensemble des institutions culturelles de la ville», soutient-elle.

Une étude menée par les Conseils de la culture des régions de Québec et Chaudière-Appalaches confirme la place prépondérante occupée par la culture dans l'économie locale. Ne serait-ce qu'en 1997-1998, les activités culturelles de la région ont généré un impact économique de 1,3 milliard \$, en plus de maintenir ou créer 13 300 emplois.

Le directeur du Musée du Québec, John Porter, fait partie des gestionnaires enthousiastes qui croient en la fertilité du terrain culturel de la Vieille Capitale.

«À Québec, tout est possible, affirme-t-il, le plus sérieusement du monde. Ce qu'il faut pour y arriver, c'est cultiver le rêve, l'audace, et être ouvert sur le monde».

«À Québec, tout est possible.

Ce qu'il faut pour y arriver, c'est cultiver le rêve, l'audace, et être ouvert sur le monde»

de. Le fait de travailler à l'échelle où l'on doit travailler à Québec permet de développer des partenariats internationaux, notamment en raison de la personnalité de la ville», fait-il savoir, ajoutant que la proximité «précieuse et stimulante» des autres institutions de son secteur donne lieu à de «beaux effets de réciprocité».

Mario-Thérèse Fortin abonde dans le même sens. Tous les jours, la directrice du Trident constate l'originalité propre aux projets émanant de la Vieille Capitale ainsi que la versatilité et le professionnalisme de ses artistes. Une denrée recherchée dans le milieu théâtral.

«Le fait que Québec soit dotée d'une grande maison de formation avec le Conservatoire d'art dramatique a inculqué une philosophie de travail tournée vers tous les modes de la création. On embrasse large, au Conservatoire d'art dramatique de Québec. Le résultat, ce sont des artistes plus polyvalents qui aiment se mêler de ce qui ne les regarde pas!!!», lance la comédienne, citant Evelyn Rompré en exemple.

RENOUVEAU MUSICAL

La scène musicale n'échappe pas au vent de renouveau qui souffle sur la Vieille Capitale. Spectateur privilégié de cette évolution, le directeur artistique du Festival d'été, Jean Beaudesne, a vu, pendant les 10 dernières années, sa ville se transformer en une pépinière de

talents dans des créneaux musicaux aussi pointus que la musique actuelle. À lui seul, le Vieux-Québec a vu naître les Respectables, Jorane, les Batinses, Interférences Sardines et Polémil Bazar. Et que dire de la filière NewRock avec les Flangers, Tuppert et Nucleair Jet?

S'il marque une belle renaissance musicale, ce glissement a porté un dur coup à la vie de nuit. Jean Beaudesne est convaincu qu'il s'agit du plus grand déficit culturel de la ville actuellement.

INVESTIR DANS LA VIE

«On a beaucoup enjolivé la ville, mais on a mis l'argent dans le béton. Ce qu'on va devoir faire dans le futur, c'est investir dans la vie, inciter les familles, comme dans toutes les grandes capitales, en leur offrant des formules adaptées, redonner le goût aux gens de sortir la nuit. Qu'est-ce qui nous empêche de présenter à l'année le genre de spectacles qu'on présente au Pub Saint-Alexandre en été? Qu'est-ce qui empêche un centre comme Méduse, dans un créneau *cross over*, de faire la même chose?» sort Jean Beaudesne de sa boîte à idées.

Le responsable de la programmation du Festival d'été aimerait voir sa ville retrouver de sa magie...

«C'est vraiment une question de contenu et d'ambiance. Les restos, c'est O.K., mais après tu vas où? Pour les standards, ça va, mais il nous manque des trucs un peu plus spécifiques.»

Le problème, pense Jean Beaudesne, est qu'un tel réseau ne peut se soutenir seul. «Les incitatifs ne sont pas toujours là et le secteur privé ne peut pas l'assumer seul, parce que le bassin de population de la ville est insuffisant. Ce que ça prendrait, ce serait deux quarts, un quart de jour et un quart de nuit, et qu'à la population locale s'ajoute un plus de l'extérieur, d'où l'importance d'une clientèle touristique à Québec.»

La même idée d'un «double débouché» s'applique également au théâtre, qui ferait plus difficilement ses frais avec la seule diffusion locale. La solution? La tournée.

Il n'y a pas si longtemps, le Trident ne pouvait même pas ambitionner de faire voyager ses productions. Aujourd'hui, «sortir de Québec» fait partie de sa réalité quotidienne.

Jointe à Montréal, sa directrice se réjouit d'avoir vu défiler, au cours des derniers mois, des productions du Théâtre des fonds de tiroirs, de Populus Mordicus et de sa propre compagnie dans les théâtres montréalais. «On dirait une saison de Québec à Montréal!», a rigolé Mario-Thérèse Fortin, un brin de fier dans la voix.

«Pour ça, bien sûr, il a fallu travailler sur les mentalités, sensibiliser les subventionneurs, mais le fait que ce soit possible, c'est tout un signe de vitalité! Cela dit, il ne faut pas s'en contenter, il faut continuer de développer notre identité et de renforcer la place que nous occupons dans la capitale.»

MAROIS

Suite de la Une

mandé une rencontre d'urgence avec leur homologue du fédéral, Paul Martin. Les provinces souhaitent faire valoir leurs solutions pour contrer les effets du ralentissement économique, accentué par les attentats terroristes de septembre. «Ce qu'on veut lui dire, c'est qu'il doit être conscient plus que jamais du déséquilibre fiscal entre Ottawa et les provinces, qui sont au bout de leurs ressources, qui ont épuisé leurs surplus», a dit la ministre Marois.

Le premier ministre Bernard Landry a en effet reconnu hier que le ralentissement économique des derniers mois a suffi à épuiser la réserve budgétaire de 950 millions \$ du Québec. Sans cette

réserve, la province se dirigerait assurément vers un déficit. «Le gouvernement fédéral, lui, avait annoncé un surplus de 11 milliards. Il pourrait en utiliser cinq, six ou sept pour aider les provinces», a suggéré Pauline Marois.

Pour aider les provinces à faire face à une économie fragilisée, les ministres des Finances ont plusieurs solutions à proposer à Paul Martin. Parmi elles, l'accélération des investissements dans le programme d'amélioration des infrastructures, des allègements fiscaux pour les entreprises et/ou les particuliers, et des modifications au régime d'assurance-emploi, afin de prolonger la période de prestations ou de permettre à un plus grand nombre de travailleurs de se qualifier.

À la suggestion de Pauline Marois, les ministres des Finances de chacune des

provinces se sont entendus pour «se rencontrer» régulièrement via le téléphone afin de faire le point sur leurs situations économiques respectives.

M^{me} Marois doit présenter un budget d'urgence dans environ un mois. L'opposition lui demande de présenter d'abord une synthèse des opérations financières; ce que la ministre refuse de faire et dit avoir du mal à comprendre. «Mais on se trouvera à en faire une synthèse en présentant le budget», a-t-elle dit.

La question des paiements de péréquation n'a pas été abordée lors de la rencontre de Vancouver, mais elle sera à l'ordre du jour de la conférence fédérale-provinciale des ministres des Finances prévue en décembre. Madame Marois devra présenter son budget de novembre sans savoir précisément ce que la province recevra du fédéral.

BUSH

Suite de la Une

communications, affaibli les forces militaires des talibans et anéanti la plus grande partie de leur système de défense anti-aérienne», a-t-il ajouté.

Le FBI a néanmoins mis en garde hier contre l'imminence de nouveaux attentats terroristes contre les États-Unis et contre des intérêts américains à l'étranger.

C'est la première fois depuis les attentats que les autorités avertissent la population de la probabilité d'un attentat «dans les prochains jours». Le président Bush a endossé cet avertissement au cours de sa conférence de presse.

«Certaines informations, bien que ne faisant pas état de cibles spécifiques, donnent de bonnes raisons à l'administration de croire que de nouvelles attaques terroristes pourraient être perpétrées aux États-Unis et contre des intérêts américains à l'étranger, dans les prochains jours», affirme la police fédérale dans un communiqué de six lignes.

Selon un agent du FBI, interrogé par l'AFP sous le couvert de l'anonymat, «ces informations ont surgi au cours de l'enquête» autour des attentats du 11 septembre.

SADDAM HUSSEIN, «HOMME MALÉFIQUE»

Interrogé sur une possible extension de la campagne militaire contre la Syrie ou l'Irak, M. Bush a affirmé que les États-Unis «poursuivront en justice» les pays abritant des terroristes. Il a en particulier qualifié le dirigeant irakien Saddam Hussein d'«homme maléfique», avant d'ajouter, «nous le surveillons de très près.»

Alors que la cible de la campagne «Liberté durable» est pour l'instant l'Afghanistan seul, il a précisé que les autorités américaines traquaient les cellules du réseau Al-Qaeda d'Oussama ben Laden dans le monde entier.

Les États-Unis ont continué leurs raids hier sur l'Afghanistan et gardaient le silence sur l'intervention de plus en plus probable des commandos spéciaux.

L'aviation américaine a mené cette nuit sa cinquième nuit consécutive de bombardements sur Kaboul.

Des avions ont d'abord survolé la capitale afghane jeudi vers 21 h 45, déclenchant un tir de batteries des batteries anti-aériennes des talibans.

Le Pakistan a par ailleurs déclaré hier que du personnel militaire américain était présent sur son territoire. Le général Rashid Qureshi, porte-parole du gouvernement militaire d'Islamabad, a cependant réaffirmé avec force qu'il n'y avait «pas de troupes de combat utilisant le sol pakistanais pour lancer des attaques contre l'Afghanistan». Le Pakistan a en outre mis deux aéroports du sud (Jacobabad et Panni) à la disposition des États-Unis pour d'éventuelles opérations de sauvetage de soldats américains en Afghanistan.

TRAUMATISME

Suite de la Une

décès, d'un incident violent... Chez les réfugiés, entre le quart et le tiers en souffrent.

Les causes sont aussi multiples que les cas. Le bruit des missiles et des explosions peut être suffisant pour marquer un individu pour le restant de ces jours: on n'a qu'à penser aux vétérans du Vietnam. Sans parler de l'horreur proprement dite: la mort d'un proche ou les blessures stigmatisantes comme un membre arraché.

Mais l'imaginaire des enfants est aussi sérieusement affecté par les images d'une collectivité où on pend, lapide et coupe la main des pêcheurs sur la place publique. Ils sont aussi parfois écrasés par des responsabilités qu'ils se sentent incapables de prendre et se coupent du monde.

Les femmes, souvent des veuves, sont affectées par la perte de l'être cher ou rongées par l'inquiétude de l'avoir laissé derrière dans un pays ravagé par les conflits. Certaines, élevées dans un Afghanistan plus libéral, ont mal supporté d'être ostracisées et mises en cage par les talibans.

Quant aux hommes, moins nombreux à survivre, les épreuves subies au combat en affectent plus d'un. Certains vont alors éprouver des problèmes de dépendance aux drogues, ce qui exacerbe leur condition.

Le D^r Abbas n'ose imaginer le sort de ceux qui se trouvent piégés en Afghanistan.

Les victimes — elles en sont, nul doute — souffrent de crises de panique, de cauchemars, de retours en arrière, des épisodes qui deviennent dévastateurs s'ils ne sont pas soignés. «Les enfants sont complètement traumatisés. Or, s'inquiète le clinicien, le PIMS ne reçoit qu'un nombre très restreint de patients, souvent référés, par le Haut-commissariat aux réfugiés des Nations unies, par exemple.

Les malades qui survivent dans les camps passent complètement inaperçus, faute de personnel médical et de connaissance adéquate. Car la grande majorité des réfugiés afghans ont peu ou pas d'éducation, encore moins une idée des caractéristiques des maladies mentales.

Quant aux travailleurs de la santé pakistanais, faute de ressources et pour des raisons politiques évidentes en ce moment, ils ne peuvent se rendre sur place pour tenter de détecter les personnes en détresse, encore moins les soigner. Ceux qui tentent d'échapper à leur sort avec leur maigre possession et des plaies aussi indélébiles qu'invisibles, qui risquent de ne jamais cicatriser. Ils sont des milliers, croient-ils, à payer un lourd tribut à une guerre qu'ils n'ont surtout pas souhaitée...

Des enfants affectés par les images de pêcheurs pendus sur la place publique

LE SOLEIL

POUR NOUS JOINDRE

Abonnements	686-3344
	1-866-686-3344
Annonces classées	844-4444
Carrières et Professions	686-3270
Promotion	686-3342
Publicité Détaillants	686-3435
Publicité générale	686-3270
Rédaction	686-3394
Renseignements	686-3233

www.cyberpresse.ca

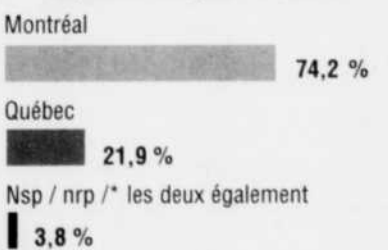
925, chemin Saint-Louis, Québec
Adresse postale : C.P. 1547, Succ.
Terminus Québec, Québec, G1K 7J6

LE SOLEIL, journal quotidien fondé en 1896, est publié et édité par LE SOLEIL, une division de 3834310 Canada inc., membre de Gesca ltée. LE SOLEIL est imprimé au 5000, rue Hugues-Rand, à Québec, par Imprimerie Canada, une division de 3834301 Canada inc. Envoi de publication - Numéro de convention 0470198. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730

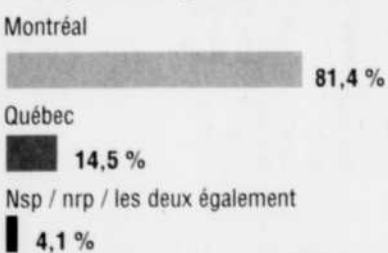
ARTS ET CULTURE

Question : entre Montréal et Québec, laquelle des deux villes exerce davantage...? Le leadership culturel et artistique au Québec?

Réponses des gens de Québec



Réponses des gens de Montréal



INFOGRAPHIE, LE SOLEIL

loto-québec

649

Tirage du	GAGNANTS	LOTS
2001-10-10	6/6 0	2 000 000,00 \$
	5/6+ 3	174 198,40 \$
	5/6 167	2 503,40 \$
	4/6 10 224	78,30 \$
	3/6 198 237	10,00 \$
Numéro complémentaire: 16	Ventes totales: 12 147 418 \$	Prochain gros lot (approx.): 5 000 000 \$

43

Tirage du	GAGNANTS	LOTS
2001-10-10	6/6 1	1 000 000,00 \$
	5/6+ 0	50 000,00 \$
	5/6 13	500,00 \$
	4/6 871	50,00 \$
	3/6 17 758	5,00 \$
Numéro complémentaire: 37	Ventes totales: 539 070,00 \$	

649 + 43

Tirage du	GAGNANTS	LOT
2001-10-10	17 26 27 28	188,68 \$
	53	

649 + 43

Tirage du	GAGNANTS	LOT
2001-10-11	02 05 06 07 08 11 14 19 22 23	
	24 25 31 43 49 50 54 59 60 67	

649 + 43

Tirage du	GAGNANTS	LOT
2001-10-11	3 365 4 6763	
	NUMÉRO: 381213	NUMÉRO: 781429

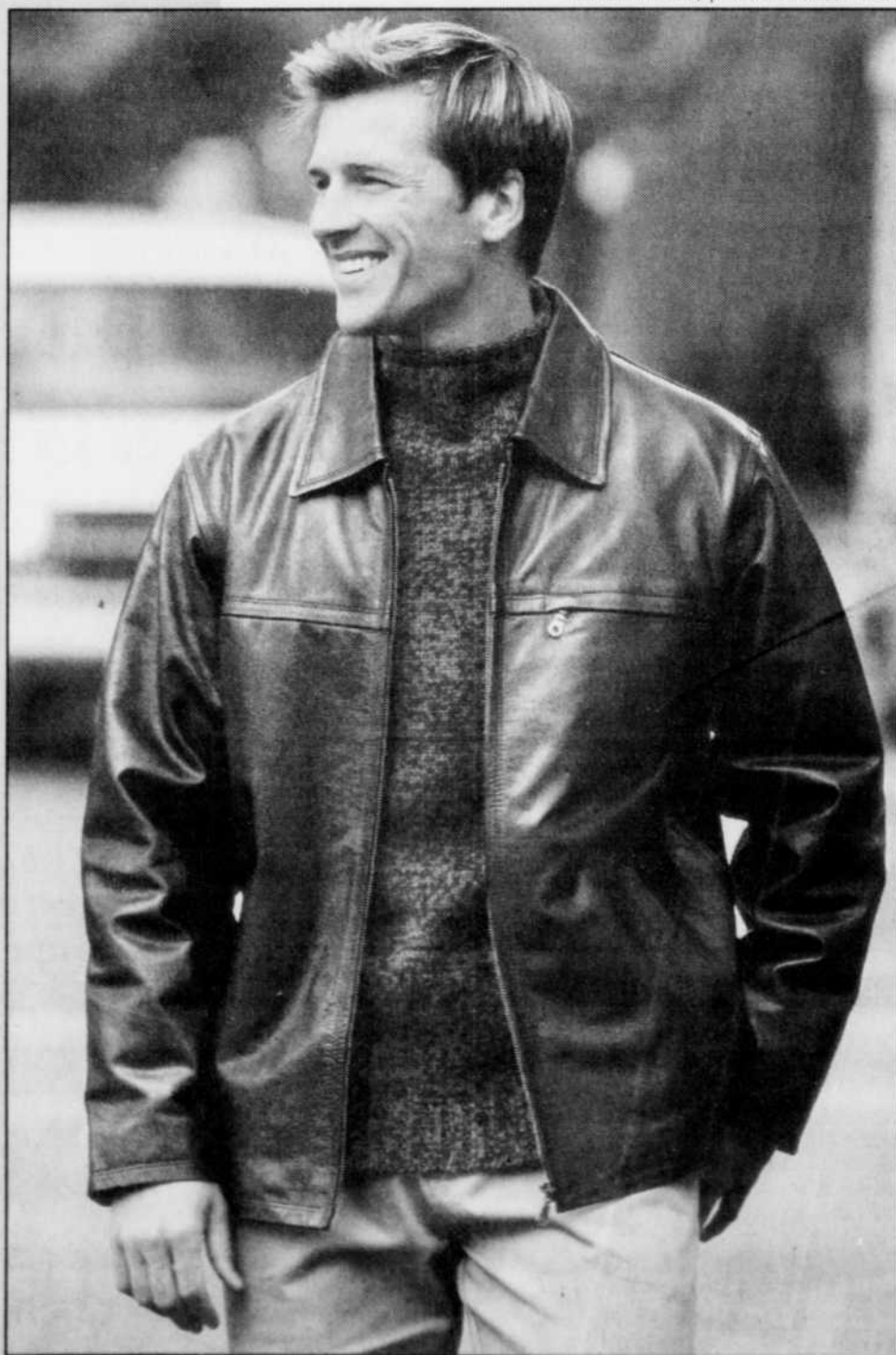
649 + 43

Le jeu doit rester un jeu
Les modalités d'attribution des lots gagnants sont indiquées au verso des tickets.
En cas de départ en cours de jeu, le jeu est officiellement arrêté à la fin du tirage.
T.V.A., LE RÉSEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC

LE TREX ET UN

Le cuir campus 259.⁹⁵

Une valeur exceptionnelle signée le 31.
Un blouson aux lignes toutes simples
qui en font un essentiel pratique. Zip
pleine longueur, empiècement à poches-
fentes. Noir. P.m.g.tg. Rég. 295,00
Pantalon 49,95, pull tricot tweed 49,95



la maison
simons

QUÉBEC: PLACE ST-FRANÇOIS / GALERIES DE LA CAPITALE / VILLE-QUÉBEC / MONTRÉAL: 1101 RUE ST-CATHÉRIQUE / PROMENADES ST-BRUNO / SHEBRIDGE: CARREFOUR DE L'ESTRÉE

LE SOLEIL
m'amène plus loin

ACTUALITÉS

LES ALLIÉS CONTRE-ATTAQUENT

Le terrorisme payant pour une PME canadienne

MONTREAL (AFP) — Les commandes de cartes géographiques du département d'État américain sur des pays associés de près ou de loin au terrorisme font le bonheur d'une petite entreprise canadienne spécialisée dans des endroits généralement peu fréquentés par les touristes. «Après les attentats du 11 septembre, les gens du département d'État nous ont appelés pour avoir des cartes de l'Afghanistan», raconte Andrew Allen, directeur de l'International Travel Maps and Books (ITMB), une PME de Vancouver, sur la côte ouest du Canada.

«Nous leur en avons vendu une centaine, c'était malheureusement tout ce que nous avions. C'est que dans une année normale, nous en vendons à peine 50», dit-il.

Après deux décennies de guerre en Afghanistan, les éditeurs de cartes de ce pays se font rares dans le monde, tout comme les touristes qui le visitent, et pas plus de 500 exemplaires sont vendus chaque année en Amérique du Nord, explique M. Allen. Il sait cependant que le département d'État a pu se procurer 5000 cartes supplémentaires auprès d'un fournisseur en Allemagne. En prévision d'une demande accrue, ITMB fait réimprimer en ce moment de toute urgence 5000 nouvelles cartes, qui «seront prêtes dans quelques semaines».

Les militaires et les services secrets américains disposent bien sûr de leurs propres cartes, autrement plus précises, du pays censé abriter le millionnaire saoudien Oussama ben Laden, accusé d'être responsable des attentats à New York, à Washington et en Pennsylvanie. «Toutefois, le département d'État a besoin de beaucoup de cartes pour ses différents services, sa bibliothèque et tous les gens qui y travaillent. Et il se trouve que la nôtre est l'une des seules disponibles sur le marché», indique-t-il.

L'entreprise est née en 1987 de la passion d'un cartographe australien et d'un libraire de Vancouver spécialisé en guides de voyage qui ne trouvaient pas de cartes de l'Amérique latine à leur goût.

ITMB emploie aujourd'hui une dizaine de cartographes et réalise un chiffre d'affaires annuel d'environ un million de dollars canadiens (640 000 \$). Outre le département d'État, le gouvernement canadien, Interpol, Médecins sans frontières et différentes agences de l'ONU comptent parmi ses clients. Vendredi dernier, le département d'État a rappelé ITMB. «Cette fois, ils s'informaient pour le Soudan et le Yémen», poursuit M. Allen.

«Il n'y a rien de disponible en ce moment sur le Soudan, même pas une carte routière. Pour le Soudan et le Yémen, ils sont prêts à aller n'importe où pour en trouver».

M. Allen établit un lien entre cet engouement soudain pour ces pays et les déclarations en début de semaine de l'ambassadeur américain à l'ONU, John Negroponte, selon lesquelles Washington, dans sa croisade contre le terrorisme, n'écartera pas d'attaquer d'autres pays.

Quoi qu'il en soit, 5000 nouvelles cartes du Soudan sont en cours d'impression à ITMB. M. Allen souligne que ce regain d'intérêt arrive à point, puisque ses autres cartes, comme celles de différentes régions de l'Amérique, se vendent moins bien depuis le 11 septembre. Il a aussi de bonnes nouvelles pour le président irakien Saddam Hussein. «Le département d'État ne nous a pas encore demandé de cartes de l'Irak.»

DOUANES

D'un côté, l'action, de l'autre... les sensations

PHILIPSBURG (PC) — Pendant que les douaniers américains se démenaient mercredi pour sécuriser la frontière canado-américaine à la suite de fausses alertes à la bombe, à quelque 20 kilomètres de là, du côté québécois, un douanier canadien tuait le temps en regardant un film... pornographique. C'est la situation devant laquelle s'est retrouvée une journaliste du quotidien *La Voix de l'Est*, de Granby, en franchissant les portes du petit poste de Freighsburg, vers 11 h, mercredi. À son arrivée, elle est tombée sur un téléviseur placé sur une tablette à l'intérieur du comptoir d'accueil, l'écran figé sur l'image d'ébats sexuels d'un couple nu.

À un ou deux mètres du téléviseur, assis derrière le comptoir, un douanier en uniforme était penché sur un bureau, dos aux visiteurs. Il a mis quelques secondes à remarquer la présence d'étrangers dans ce petit poste frontalier, où les automobilistes se faisaient plutôt rares.

À la recherche des lieux visés par l'appel à la bombe, la journaliste, accompagnée d'un photographe du quotidien, avaient stationné sa voiture du côté québécois, derrière le poste qui accueille le trafic en provenance des États-Unis.

En raccrochant le combiné, le douanier a vite réagi à la situation. Il s'est emparé de la télécommande du téléviseur. Le couple nu a vite été remplacé par un gros plan embrouillé du visage de l'animateur Michel Jasmin, dont l'émission était en ondes sur une chaîne de Montréal. Avec un grand sourire et sans la moindre trace de gêne, le douanier s'est prestement retourné pour souhaiter le bonjour à ses visiteurs inopinés. Il leur a indiqué qu'il n'y avait rien d'inhabituel à Freighsburg et qu'il n'avait pas été mis au courant des deux appels à la bombe faits dans les postes frontaliers voisins. «J'ai entendu ça à la radio», a-t-il lâché, avant de diriger la journaliste vers le poste de Philipsburg.

Pour reprendre une expression de circonstance, l'histoire du film pornographique a eu l'effet d'une petite bombe chez Douanes Canada. «On est à vérifier les faits au moment où on se parle», a indiqué Dominique Mcneely, porte-parole du ministère. Le porte-parole de Douanes Canada a évoqué la possibilité que le douanier pourrait avoir été obligé de regarder le film dans le cadre de ses fonctions. «Son travail inclut la vérification de matériel prohibé comme la pornographie infantile, explique M. Mcneely. Mais il n'est peut-être pas approprié de le faire dans un lieu accessible au public.» M. Mcneely admet qu'il ne peut exclure la possibilité que l'employé ait visionné du matériel pornographique personnel.



Non, ce passager ne rêve pas. La GRC était partout hier à l'aéroport de Dorval, qui accueillait trois ministres fédéraux.

Des aéroports plus sécuritaires

Ottawa investit 91 M\$ pour perfectionner leurs outils

■ MONTREAL (PC) — Trois ministres fédéraux se sont déplacés à l'aéroport de Dorval, hier, pour y annoncer diverses mesures visant à accroître la sécurité dans les aéroports canadiens, des mesures qui totaliseront quelque 91 millions \$. Ces fonds sont puisés à même le budget de 250 M\$ annoncés mercredi par Ottawa pour combattre le terrorisme.

De ces 91 millions \$, 79 serviront à du nouvel équipement et à des activités de vérification et de sécurité accrues aux aéroports, les 12 autres millions \$ étant octroyés aux Douanes et à Transport Canada pour la sécurité et les programmes antiterroristes.

Les ministres des Transports, David Collenette, du Revenu, Martin Cauchon, et le Solliciteur général Lawrence MacAulay en ont fait l'annonce, encadrés d'un nombre imposant d'agents de la Gendarmerie royale du Canada et de maîtres-chiens, au beau milieu de l'aéroport.

Les ministres ont tour à tour livré le message voulant que la sécurité devait être renforcée, à la demande des Canadiens, sans toutefois nuire à la libre circulation des biens, des services et des personnes.

MESURES

La principale dépense sera pour l'achat de systèmes perfectionnés de détection des explosifs, qui seront implantés prochainement dans les aéroports canadiens. Une somme de 55,7 millions \$ y sera consacrée. Ces systèmes serviront à vérifier tant les bagages de cabine que les bagages enregistrés. Une somme de 8 millions \$ sera également consacrée à l'achat de 65 scanners qui permettront la transmission électronique et l'analyse d'empreintes digitales, d'empreintes de paumes de main et de photographies. Ces appareils seront à la disposition de la GRC dans les aéroports, aux passages frontaliers, dans les ports et certains bureaux, a précisé le Solliciteur MacAulay.

Entre autres, une somme de 6 millions \$ permettra de mieux relier les agents de première ligne aux banques de données des douanes, de la GRC, du FBI et même d'Immigration Canada. De cette façon, une personne qui aurait déjà un casier judiciaire aux États-Unis ou au Canada pourrait attirer davantage l'attention du personnel de sécurité et même une personne qui aurait déjà fait l'objet d'un avis de dépor-

tation du pays. Tout suspect pourra être arrêté sur-le-champ, au besoin, a précisé le solliciteur MacAulay.

Cent trente agents de douane supplémentaires seront embauchés de façon permanente dans les aéroports et les ports. Une somme de 9 millions \$ y est consacrée. Ceux-ci s'ajoutent aux 7000 douaniers canadiens employés à l'heure actuelle.

De même, davantage de voyageurs qui se présentent à la première ligne d'inspection seront dirigés vers une seconde file, pour une inspection plus poussée.

Les voyageurs devront donc s'attendre à davantage de questions et davantage d'inspections, a admis le ministre Cauchon. Malgré ces mesures de sécurité accrues, le ministre Cauchon assure qu'on ne se transforme pas en Big Brother, que le Canada demeure un pays libre et démocratique et que les voyageurs sans histoire pourront continuer à voyager tranquillement.

Par ailleurs, le ministre Collenette a encore une fois rejeté l'idée de poster des policiers à bord des avions canadiens. Il fait le pari qu'en accroissant les mesures de sécurité et de détection dans les aéroports, leur présence à bord des avions ne sera pas nécessaire. Cependant, il a indiqué que d'autres mesures seraient prochainement annoncées.

Un pays en avance, dit Manley

MONTREAL (PC) — Le Canada a une longueur d'avance sur les États-Unis en ce qui a trait aux mesures de sécurité devant être mises en place à la suite des attentats terroristes du mois dernier, a déclaré hier le ministre des Affaires étrangères, John Manley.

«Je crois que nous sommes en avance. Nous avons établi le niveau de sécurité dont nous avons besoin, ce qui devrait donner confiance aux États-Unis», a déclaré M. Manley en français, après avoir pris la parole devant le Conseil des relations internationales de Montréal.

M. Manley se dit conscient que certains Américains croient que le Canada représente une menace pour la sécurité intérieure des États-Unis.

«Je veux que nous fassions tout notre possible pour faire disparaître cette impression.»

Le nouveau directeur du département de la Sécurité intérieure des États-Unis, le gouverneur de la Pennsylvanie, Tom Ridge, n'est entré en fonction que cette semaine, a souligné M. Manley, alors que le Canada déposera un projet de loi détaillé à la Chambre des communes dès lundi.

La nouvelle législation pourrait criminaliser la participation à des organisations terroristes, fournir une définition précise du terrorisme, accorder à la police de nouveaux outils de surveillance et créer un nouveau délit en rendant illégale la collecte d'argent à des fins terroristes.

PETITS AÉRODROMES

La menace de fermeture s'amplifie

JACQUES DRAPEAU

JDrapeau@lesoleil.com

QUÉBEC — La menace de fermeture de plusieurs aéroports locaux et régionaux québécois s'est amplifiée dès l'ouverture, hier à Québec, des assises annuelles du Conseil des aéroports du Québec. Avant même d'entreprendre leurs travaux, les gestionnaires de la plupart des 126 aéroports québécois ont écouté religieusement des ministres du gouvernement fédéral décrire, en direct à la télévision, les nouvelles mesures qui seront adoptées pour renforcer la sécurité autour des installations aéroportuaires du pays.

Le président du Conseil des aéroports, Richard Brouillard, a dit craindre que plusieurs petits aéroports soient condamnés à disparaître à moins qu'on ne leur vienne en aide. «La plupart ne faisaient déjà pas leurs frais avant les événements du 11 septembre», a déclaré l'administrateur de l'aéroport de Val-d'Or. Depuis,

l'achalandage a diminué, ce qui a entraîné une baisse des revenus.»

Le directeur général de la municipalité de Rouyn-Noranda, Denys Charron, est persuadé que plusieurs régions du Québec perdront leur aéroport parce qu'elles n'auront pas les moyens de respecter les nouvelles normes de sécurité. «Fidèle à ses habitudes, a-t-il dit, le gouvernement fédéral nous imposera un règlement qui nous obligera à procéder à de nouveaux travaux autour des aires d'embarquement. Nous sommes bien d'accord mais il faudra nous aider à défrayer le coût de ces installations.»

Pour administrer son aéroport, la Ville de Rouyn-Noranda doit prévoir un budget annuel de 1 million \$. «Jusqu'ici, a précisé M. Charron, nous avons réussi à boucler le budget, mais qui sait ce que l'avenir nous réserve.»

Jean Thisdel, coordonnateur à la direction générale de la Ville de Rimouski, avoue s'inquiéter lui aussi. «Qui va payer pour les nouvelles technologies

qu'on nous imposera ? a-t-il demandé. Notre municipalité doit absorber un déficit annuel de 200 000 \$ avec son aéroport. On ne peut pas investir davantage.» M. Thisdel a rappelé que les primes d'assurances ont fait un bond vertigineux depuis le 11 septembre. «Certaines couvertures d'assurances ont aussi été suspendues, a-t-il ajouté. Des compagnies refusent maintenant de couvrir les actes terroristes.»

Plusieurs personnes interrogées hier se demandaient si Ottawa n'allait pas obliger les régions à ne conserver qu'un seul aéroport régional. Le directeur général de la Ville de La Baie, au Saguenay, Marc Potvin, a peine à imaginer son vaste territoire desservi par un aéroport régional seulement.

Jean Thisdel vit à quelques dizaines de kilomètres de l'aéroport régional de Mont-Joli; il ne veut pas entendre parler de la fermeture possible de son aéroport. «Rimouski a besoin de cette plaque tournante pour assurer son développement», a-t-il insisté.



Le président du Conseil des aéroports du Québec, Richard Brouillard.

Oubliez les policiers à bord des avions canadiens

LES ALLIÉS CONTRE-ATTAQUENT

Un musulman sourd et muet expulsé d'un avion d'Air Canada

HALIFAX (PC) — Un jeune Koweïtien sourd et muet, Nazar Al-Gumer, a été expulsé d'un avion d'Air Canada, la semaine dernière à Halifax, alors qu'il sortait des toilettes juste avant le décollage.

L'incident est survenu vendredi dernier, dans un appareil qui effectuait la liaison Halifax-Montréal.

Le jeune musulman de 24 ans étudie le langage des signes à Halifax et se rendait à Montréal pour visiter son frère, Waleed, pour le week-end de l'Action de grâce. « Il était terrifié », a raconté ce dernier en décrivant l'incident.

Le jeune homme est sorti des toilettes, situées à l'arrière de l'avion, et a tenté de communiquer avec les agents de bord en utilisant le langage des signes. Mais le personnel de cabine n'a pas compris de quoi il s'agissait, et a pris peur.

« Les agents de bord étaient effrayés, et voyant cela, les passagers sont devenus effrayés eux aussi », a expliqué Waleed Al-Gumer, âgé de 20 ans.

Le personnel de cabine a alors ordonné au passager de quitter l'Airbus A319 sur-le-champ. Nazar Al-Gumer a bien tenté de montrer aux agents de bord une carte indiquant qu'il est sourd et muet, mais rien n'y fit.

GESTE STUPIDE

« C'était stupide, car ils ne lui ont même pas parlé. Ils n'ont pas cherché à négocier avec lui. Ils l'ont tout simplement expulsé », a raconté Waleed Al-Gumer, indigné.

Une porte-parole d'Air Canada a expliqué que les passagers étaient inquiets en raison du comportement de M. Al-Gumer, dans la foulée des attentats terroristes survenus aux États-Unis le 11 septembre.

Nazar Al-Gumer visite son frère habituellement toutes les deux semaines. Compte tenu de la façon dont il a été traité, il promet de ne plus voyager avec Air Canada, a indiqué son frère.



Les secours qui se pressaient autour du corps de Luc Éthier, attaqué mercredi au Koweït, n'ont rien pu faire.

Occidentaux sur les dents

Le meurtre du Canadien Luc Éthier au Koweït avive les craintes des ressortissants étrangers dans la région

KOWEÏT (AFP) — Le meurtre d'un technicien canadien au Koweït a suscité une onde de choc parmi la communauté des expatriés de l'émirat qui s'interrogent désormais sur leur sécurité, alors que les frappes américaines se poursuivent contre l'Afghanistan.

La tension est vive au Koweït depuis les attentats du 11 septembre aux États-Unis, mais le meurtre, mercredi soir, du ressortissant canadien Luc Éthier, 36 ans, a laissé les expatriés occidentaux sur les nerfs.

Les étrangers étaient déjà invités par leurs ambassades à garder un profil bas et à restreindre leurs déplacements. Hier, l'ambassade des États-Unis a appelé les ressortissants américains à limiter leurs déplacements et à exercer une grande vigilance pour leur sécurité.

De nombreux expatriés interrogés après le meurtre du Canadien ont affirmé avoir annulé leurs rendez-vous non essentiels pour rester chez eux et suivre les développements de la situation.

« Je me sens dans un état horrible, a déclaré à l'AFP une expatriée améri-

caine qui préfère garder l'anonymat. Avant d'apprendre la nouvelle du meurtre je croyais qu'on était vraiment en sécurité ici. »

« Évidemment, la situation me rend nerveuse, se plaint Pamela Holmes, une Britannique qui habite au Koweït depuis 12 ans. Après la fusillade, je vais réfléchir à deux fois avant d'aller dans certains endroits », affirme-t-elle.

PAS DE SUSPECT

Luc Éthier a été tué et sa femme, une Philippine, grièvement blessée par un inconnu qui a ouvert le feu sur eux mercredi soir à Fahaheel, une cité côtière à 20 km au sud de la capitale.

« L'homme armé est toujours en fuite », a indiqué une source des services de sécurité, ajoutant que des témoins avaient entendu l'assaillant crier « Allah Akbar » (Dieu est le plus grand) à plusieurs reprises en s'éloignant à pied des lieux.

« Nous ne pouvons pas dire s'il s'agit d'un acte isolé ou lié à l'Afghanistan, mais nous ne pensons pas qu'il s'agit d'une affaire personnelle puisque la

femme à également été visée », a affirmé cette même source, ajoutant qu'il est trop tôt pour déterminer les mobiles.

PAS LA PREMIÈRE ATTAQUE

Luc Éthier était employé par la compagnie américaine Dynacorp, spécialisée dans les contrats de défense selon la source. L'organisation de l'islamiste Oussama ben Laden, al-Qaeda, a lancé un appel à la mobilisation et au jihad (guerre sainte) de tous les musulmans contre les États-Unis et leurs intérêts dans le monde après le lancement des frappes contre l'Afghanistan.

Le meurtre du Canadien est intervenu au lendemain d'une attaque, révélée hier, contre un couple d'Allemands en Arabie saoudite.

« Mardi soir, un homme portant l'habit saoudien traditionnel a lancé un cocktail Molotov sur la voiture d'un couple d'Allemands à l'extérieur de leur complexe dans une zone résidentielle, à Riyad », a indiqué une source diplomatique à Riyad, ajoutant que le couple est sorti indemne de cet attentat.

EN BREF

10 000 drapeaux des États-Unis dans l'espace

■ CAP CANAVERAL — La navette spatiale Endeavour emportera dans l'espace quelque 10 000 drapeaux américains qui seront ensuite offerts aux rescapés des attentats du 11 septembre aux États-Unis et aux familles des victimes, a annoncé hier la NASA. La campagne « Drapeaux pour les héros et les familles » a été présentée par l'administrateur de la NASA, Daniel Goldin, qui avait rencontré la veille le maire de New York Rudolph Giuliani. Le prochain vol d'Endeavour doit avoir lieu le 29 novembre. Il doit emmener la relève de l'équipage de la Station spatiale internationale (ISS). Une dizaine de milliers de drapeaux américains de 9,5 centimètres sur 12,7 seront à bord. Ces derniers seront ensuite accrochés à des certificats et offerts aux proches des victimes des attentats de New York, Washington et du crash de Pennsylvanie. (AP)

Premier mort américain dans l'opération « Liberté immuable »

■ WASHINGTON — Un sergent de l'Armée de l'air américaine en service dans le nord de la péninsule arabique a été tué dans un accident, a indiqué l'armée américaine, hier, annonçant ainsi le premier mort de l'opération « Liberté immuable ». Le sergent du 366^e escadron de génie civil de la base de l'armée de l'air de Mountain Home (Arkansas) avait été déployé dans la région dans le cadre de la campagne américaine en Afghanistan, lancée après les attentats du 11 septembre. Il « était en service quand il a été tué dans un accident impliquant du matériel lourd, a indiqué un communiqué du Pentagone. Une instance de sécurité a été créée pour enquêter sur l'accident. » L'annonce de ce décès est intervenue un mois exactement après les attaques terroristes contre les États-Unis, alors que se tenait une cérémonie du souvenir au Pentagone, en présence du président américain George W. Bush. (AFP)

L'Inde est tentée d'intervenir au Cachemire pakistanais

■ NEW DELHI — Le premier ministre indien, Atal Bihari Vajpayee, a annoncé hier que New Delhi n'excluait pas une opération militaire contre les militants islamistes sévissant depuis le Cachemire pakistanais. Le ministre d'État du Jammu-et-Cachemire (Cachemire indien), Farouq Abdullah, a demandé à l'Inde de pourchasser les militants islamistes qui franchissent la frontière pakistanaise pour lancer des attaques au Cachemire indien, avec le soutien d'Islamabad, selon New Delhi. Cette demande, qui est faite depuis des années, a pris une nouvelle importance depuis qu'un groupe basé au Pakistan a été impliqué dans un attentat qui a fait 40 morts la semaine dernière à Srinagar, capitale d'été du Jammu-et-Cachemire. « Les consultations pour une action militaire au Cachemire se poursuivent, a précisé le premier ministre. Quelle que soit la décision qui sera prise, elle le sera après mûre réflexion », a-t-il déclaré. Le gouvernement indien est de plus en plus inquiet de voir son voisin ennemi se rapprocher des États-Unis. « Le Pakistan soutenait le terrorisme (...) et tout d'un coup, sous la pression, a commencé à s'y opposer », a déclaré M. Vajpayee. (AP)

Dur partout, et pour tout le monde

Sur les traces de l'Alliance du Nord, Catherine Monnet raconte les difficultés de la vie en Afghanistan

ANNE-MARIE VOISARD
AMVoisard@lesoleil.com

■ QUÉBEC — Allô ? L'Afghanistan ? Catherine Monnet ? « Oui. C'est moi ». Dès la première sonnerie, la voix répond. Aussi nette que si elle venait de Québec. Rien dans les sons, pas de décalage, pas de brouillage pour rappeler que nous sommes dans un pays en guerre. À 60 kilomètres, tout juste, de la ligne de feu.

Catherine Monnet est journaliste à Radio France internationale (RFI). La veille, LE SOLEIL avait tenté, mais sans succès, de la joindre, via deux numéros transmis par son employeur à Paris. Les communications, même par satellite, ont un côté imprévisible. Sans qu'on puisse saisir exactement la raison, les lignes se sont ouvertes hier comme par magie.

Il a même été possible d'avoir des nouvelles du correspondant de l'Agence France-Presse (AFP) à Kaboul, Saïd Mohammed Azam. Après quelques jours de prison la semaine dernière, le voilà libre, en autant qu'il soit possible de l'être. L'homme dort dans son bureau, à côté du téléphone.

STRATÉGIE D'ATTENTE

La vie est rude, où qu'on soit en Afghanistan. Les journalistes n'y échappent pas. Pour Catherine Monnet, c'est d'abord « la stratégie d'attente » qui pèse lourd. Frustrant ? Elle n'ose employer ce mot. Mais c'est sûr qu'on préférerait arriver à Ka-

boul, dit-elle. Et pour l'instant, « aucun signe de préparation d'offensive ». L'Alliance du Nord, qui contrôle la plaine de Chamali où se trouve actuellement la reporter, ne bouge pas. « Rien de visible ». Encore que l'objectif ne soit pas non plus de répéter les combats de 1992 et 1996, lorsque les moudjahidines ont occupé le pouvoir, avant les talibans.

Lors des attentats du 11 septembre contre le World Trade Center et le Pentagone, Catherine Monnet était à la frontière nord du pays, du côté du Tadjikistan. Depuis une dizaine de jours — la notion de temps se perd au milieu des entraves — elle a pu descendre vers la capitale en empruntant la seule voie d'accès disponible, une route en lacet. Les hélicoptères ne fonctionnent plus. Les taxis, pas davantage. Il faut se résoudre à louer une auto brinquebalante et payer le gros prix, soit l'équivalent de 900 \$ pour aller de la frontière au petit village où elle est postée, sur la route de Kaboul.

« Tout est devenu très cher, très compliqué », constate la reporter. La cause de cette inflation ? CNN. C'est la télévision américaine, arrivée en éclair, qui a contribué, dit-elle, à fixer les prix. Suivie par la BBC. Catherine Monnet estime, de toute façon, qu'il y a beaucoup trop de journalistes — 96 dans la seule vallée du Panchir — pour ce qu'il est possible d'obtenir comme information. Et pourtant, elle n'est pas une néophyte. A 33 ans, elle en est à son deuxième conflit armé. Le premier étant la guerre du Kosovo. Dès 1995, elle a commencé à travailler à Belgrade. Elle était devenue la spécialiste des Balkans.

SANS LE VOILE

La peur ? Non. Catherine Monnet n'éprouve pas même le besoin de se voiler comme le font la plupart des autres femmes. Les Afghanes ne sont pas les seules à porter le tchadri, les Américaines et les Britanniques les imitent... surtout celles qu'on voit à la télévision, observe la correspondante de RFI. Pour sa part, elle se contente de vêtements amples et de foulards, de manière à ne pas attirer l'attention sur les formes. Sa présence provoque à l'occasion des petits « attroupelements », lorsqu'elle va par exemple au bazar. Mais ce n'est rien d'autre, à son avis, que de la curiosité due à la différence de culture.

Bien plus que les regards, ce sont les problèmes de logistique et de

confort pour travailler efficacement qui heurtent la journaliste. Ainsi lorsqu'on lui demande combien de morts et de blessés ont fait jusqu'ici les frappes sur la capitale, elle répond : « Aucune idée ». Les points de presse sont donnés par le ministre des Affaires étrangères, Abdullah Abdullah, numéro deux de l'Alliance du Nord. « On n'est pas en mesure de vérifier quoi que ce soit ». Des éclairs ont été aperçus au loin. Des bombes ? Le paysage est accidenté. Les montages empêchent de bien distinguer.

Ce que Catherine Monnet sait, par ailleurs, c'est que le froid peu à peu est en train de s'installer. On a connu une première nuit très fraîche. Dans trois semaines, un mois, ce sera la neige. Que feront les gens qui fuient vers le Nord sur l'unique route qui passe par la plaine de Chamali ? « Si Kaboul tombe, on se demande comment on va pouvoir sortir ».

Saïd Mohammed Azam, qui est à l'intérieur de la ligne de feu, lui, ne se le demande pas. Il a été arrêté la semaine dernière pour avoir pris des photos. Les talibans interdisent qu'on photographie un être vivant, même un oiseau, explique, depuis Islamabad, son patron François-Xavier Harispe. Le correspondant de l'AFP est un Afghane qui appartient à l'ethnie pach-toute. Il ne parle pas français et très peu l'anglais. Mais sa connaissance intime du pays en fait une recrue précieuse. On le protège. On le cache.

Pour que je ne pense jamais que
qu'Allan Greenspan est un chanteur rock.
Je lis Le Soleil.

LE SOLEIL
m'amène plus loin

LES ALLIÉS CONTRE-ATTAQUENT

Pas de panique

Il est pratiquement impossible de convoier l'antrax par la poste, disent les experts

MIAMI (AFP) — Alors que se multiplient aux États-Unis les fausses alertes à la poudre blanche, les experts temporent : envoyer la bactérie du charbon par courrier est possible, mais techniquement très difficile.

La découverte de trois cas de contamination par la bactérie du charbon, dont l'un mortel, parmi les employés d'un même immeuble de bureaux de Boca Raton (Floride) a déclenché une psychose, avec une question obsédante pour des millions d'Américains : peut-on recevoir la maladie du charbon dans le courrier ?

Depuis le début de la semaine, les fausses alertes se sont multipliées et des immeubles de bureaux et de commerce ont été évacués un peu partout aux États-Unis, à la suite de la découverte d'enveloppes contenant de la poudre blanche et faisant croire à une attaque à la bactérie du charbon, un vecteur de choix pour la guerre biologique.

EXPERTS UNANIMES

Les experts sont pourtant unanimes : il est pratiquement impossible d'envoyer la bactérie du charbon par la poste, et cela exigerait de la part de l'expéditeur une très grande préparation technique, et beaucoup d'expertise.

Il faudrait d'abord cultiver des spores de la bactérie. Ensuite il faudrait les réduire en poudre fine, sans altérer la bactérie, d'après le Dr Alan S. Louie, expert en biotechnologie appliquée.

« Il faut une poudre extrêmement fine, qui puisse être inhalée jusqu'au fond des poumons. C'est très difficile à faire, même pour des microbiologistes très expérimentés », d'après le Dr Louie.

La question se pose néanmoins de savoir comment la bactérie du charbon est arrivée dans l'immeuble de American Media Inc. où travaillaient les trois personnes contaminées à Boca Raton. Une spore de la bactérie a été retrouvée sur le clavier d'ordina-

teur de Robert Stevens, l'éditeur-photo de 63 ans qui a succombé à la maladie vendredi dernier.

En début de semaine, l'hebdomadaire *Newsweek* avait rapporté qu'une semaine avant les attentats à New York et Washington, une enveloppe contenant une substance « savonneuse, poudreuse » et une « étrange lettre d'amour adressée à (l'actrice) Jennifer Lopez » avait été reçue dans l'immeuble d'AMI. Roberto Stevens, ainsi qu'une des deux autres personnes contaminées, avaient eu ce pli entre les mains, selon leurs collègues.

BEAUCOUP DE QUESTIONS

Reste que l'enquête, qui a pris selon les autorités un tour « criminel », soulève plus de questions qu'elle n'apporte de réponses pour le moment : si l'on exclut l'hypothèse d'une contamination accidentelle, « qui » a pu introduire la bactérie ? Comment ? Pourquoi ? s'est demandé mercredi le procureur fédéral à Miami, Guy Lewis.

Entre 1977 et 1999, les autorités américaines ont répertorié quelque 200 fausses alertes à la maladie du charbon, et quelque 13 000 personnes ont cru être contaminées, selon Monica Shoh-Spana, interrogée au centre d'études sur les attaques bactériologiques à l'Université John Hopkins de Baltimore (Maryland).

Depuis les attentats du 11 septembre, les fausses alertes se multiplient. Les pompiers d'un faubourg de Miami, Hialeah, ont reçu une moyenne de 20 appels par jour concernant des alertes à la bactérie, d'après leur porte-parole Stanley Stark.

« Le manque d'informations sur la bactérie de l'antrax, et surtout d'explications sur son apparition » alimente cette psychose, estime un responsable des autorités à Miami, sous couvert de l'anonymat.

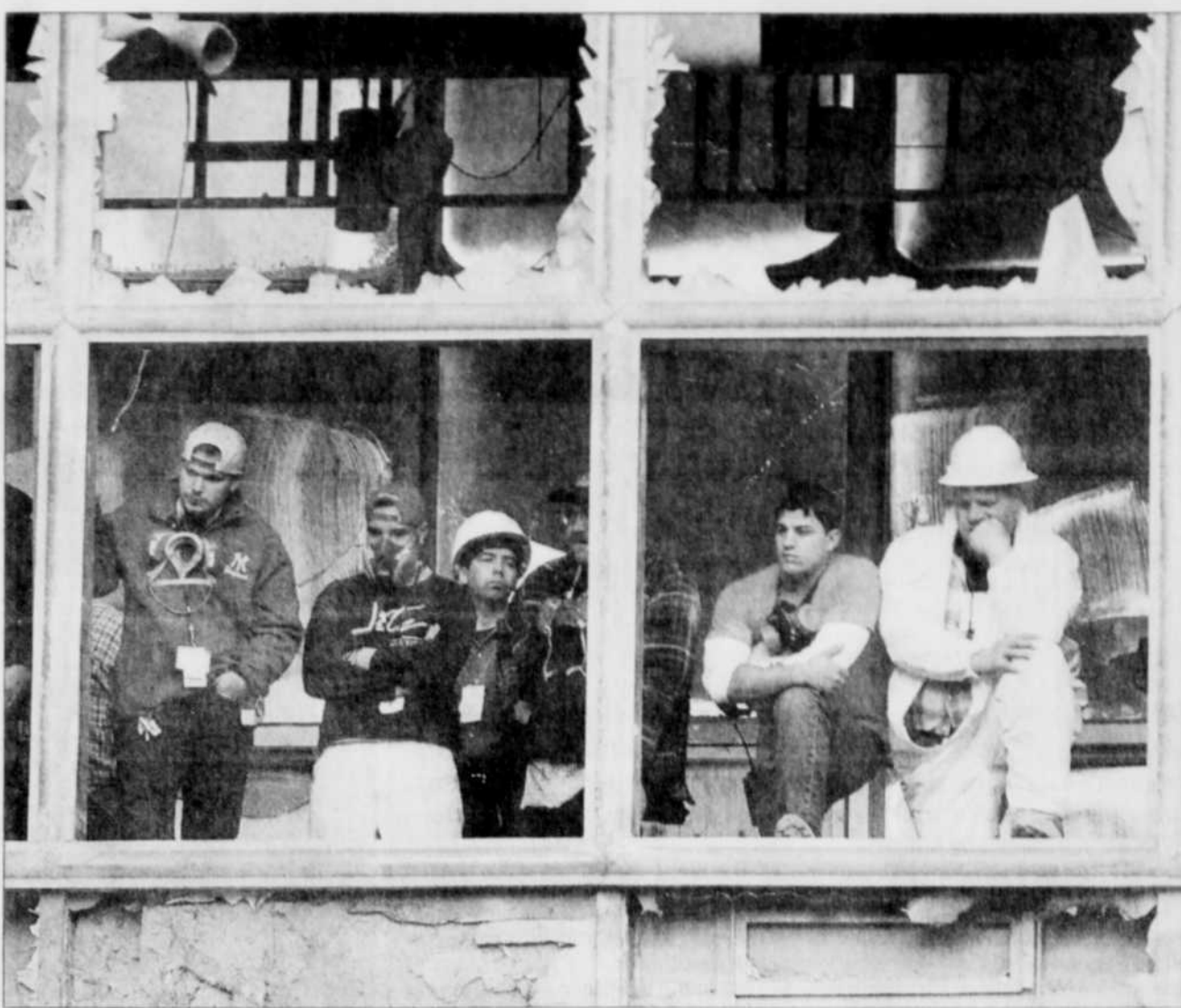
New York refuse un chèque de 10M\$

■ NEW YORK — La mairie de New York a décidé de refuser un chèque de 10 millions \$ offerts par un membre de la famille royale saoudienne qui avait fait des commentaires jugés déplacés, a indiqué hier le cabinet du maire. Après avoir visité les ruines du World Trade Center et offert ses condoléances, l'homme d'affaires et milliardaire saoudien Al-Walid ben Talal avait fait un chèque de 10 millions \$ à l'ordre du Twin Towers Fund, fonds créé en faveur des familles des victimes de l'attentat du 11 septembre. Mais le prince Al-Walid, neveu du roi Fahd, avait ensuite déclaré : « Je pense que le gouvernement des États-Unis devrait revoir sa politique dans le Proche-Orient et à l'égard de la

cause palestinienne ». Ces commentaires ont provoqué le refus du maire de New York, Rudolph Giuliani. (AFP)

Évacuation abusive

■ MONTRÉAL — L'évacuation de 1500 personnes de l'édifice Parthenais, ordonnée hier à 10 h 45 en raison d'un colis suspect, était loin d'être nécessaire, juge Michel Viau, responsable des spécialistes en matières dangereuses du Service de prévention des incendies de Montréal. « Il y a une limite à amener les gens à chaque fois. Il y a une psychose dans la population et peut-être aussi chez certains intervenants qui réagissent trop rapidement », a déclaré M. Viau. Un porte-parole de la SQ, qui a géré la crise, a répondu qu'« on ne peut courir de risque avec un colis suspect », malgré les dérangements. (PC)



Les travaux de déblaiement des débris du World Trade Center se sont interrompus pendant quelques instants, hier, le temps d'un dernier hommage aux quelque 5000 victimes et disparus qui se trouvent toujours sous les décombres.

« Unis dans la mémoire »

Un mois après les attentats, l'Amérique rend hommage à ses victimes

■ WASHINGTON (AFP) — Une Amérique unie dans la douleur a commémoré hier la mémoire des milliers de personnes encore sans sépulture qui ont péri, il y a tout juste un mois, dans les attentats les plus dévastateurs de l'histoire.

Des cérémonies poignantes se sont tenues sur les trois sites frappés par les attaques : le trou béant, encore fumant, des décombres du World Trade Center à New York, le Pentagone, près de Washington, et Johnston, près de Pittsburgh, en Pennsylvanie.

À exactement 8 h 45, heure à laquelle le premier Boeing détourné s'est encastré dans l'une des tours jumelles qui dominaient Manhattan, le rabbin Joseph Potasnik a demandé aux hommes qui s'acharnaient jour et nuit depuis le 11 septembre à rechercher d'impossibles survivants, d'observer quelques instants de silence.

Ils ont lentement enlevé leurs casques, se sont pris les uns les autres par le bras, ont fermé ou baissé les yeux. Ils ont psalmodié « Dieu est mon berger », puis les joueurs de cornemuses du Fire Department ont entonné *Amazing Grace*.

Quelques minutes plus tard, les pelles mécaniques et les grues reprenaient leur ballet sur et autour des monceaux de débris. Des fumées blanches et grises

s'élevaient encore par endroits, trahissant des foyers d'incendies en sous-sol que rien ne parvient à éteindre.

BUSH DÉTERMINÉ

Au Pentagone, sous le slogan « Unis dans la Mémoire » et l'emblème des États-Unis, l'aigle à tête blanche, le président George W. Bush, l'air grave, a affirmé la détermination de son pays à détruire le terrorisme.

« L'Amérique est entrée dans une lutte d'une durée incertaine, mais nous sommes sûrs de son résultat », a affirmé M. Bush en promettant à ses concitoyens la victoire sur le terrorisme.

Peu avant, le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, a évoqué le réveil du peuple américain après les attentats, grâce auxquels les terroristes ont garanti leur propre destruction.

La sonnerie aux morts a retenti, devant 20 000 personnes, dont des milliers

de proches des victimes, retenant leur souffle, devant le symbole éventré de la puissance militaire américaine.

Des aumôniers chrétiens, juif et musulman ont lu des versets de l'Ancien, du Nouveau Testament et du Coran, enjoignant Dieu à bénir et protéger l'Amérique, avant d'entonner en cœur *America, the Beautiful*.

L'épouse de M. Bush, Laura, sobriement vêtue d'un tailleur noir, s'est ensuite rendue dans une librairie du quartier de Georgetown, pour y lire à des écoliers *Amazing Grace*, le chant composé entre 1760 et 1770 par John Newton, un capitaine de vaisseau anglais devenu prêtre.

Particulièrement ému, le maire de New York, Rudolph Giuliani a, d'une voix vibrante, félicité ceux que le pays entier considère désormais comme les héros de ce drame : les sauveteurs, les pompiers, les policiers et les ouvriers en bâtiment qui ont déblayé à ce jour quelque 260 000 tonnes de gravas.

Quelque 5000 personnes sont toujours portées disparues à New York, et pour l'instant seuls 417 cadavres ont été récupérés, et 366 identifiés.

Un Giuliani ému a félicité policiers, pompiers et sauveteurs

Nos écoles secondaires vous ouvrent leurs portes !

La direction, le personnel et les élèves de nos écoles secondaires accueilleront les visiteuses et visiteurs à l'occasion des journées « portes ouvertes » qu'ils ont préparées à l'intention des parents et des élèves qui doivent faire leur entrée au secondaire en septembre 2002.

Ces journées sont l'occasion idéale d'en savoir plus sur la vie à l'école secondaire, l'encadrement, les contenus des programmes ainsi que les nombreux services dont peut bénéficier un jeune élève qui fait son entrée au secondaire.

Vous y serez bien accueillis !

14 OCTOBRE Le Pavillon Laure-Gaudreault de l'école des Pionniers
13 h à 15 h 30 130, rue Jean-Juneau, St-Augustin-de-Desmaures, 878-4551

14 OCTOBRE L'école secondaire Les Compagnons-de-Cartier*
13 h 30 à 16 h 3643, rue des Compagnons, Sainte-Foy, 652-2170

21 OCTOBRE L'école secondaire de Rochebelle**
12 h à 16 h 1095, rue de Rochebelle, Sainte-Foy, 652-2167

28 OCTOBRE L'école secondaire polyvalente de L'Ancienne-Lorette
10 h à 15 h 1801, rue Notre-Dame, L'Ancienne-Lorette, 872-9836

28 OCTOBRE L'école des Grandes-Marées
13 h 30 à 16 h 1505, rue de la Belle-Vue, Cap-Rouge, 652-2196

* Programme **PROTIC** : la soirée d'information sur la 1^{re} secondaire et le programme Protic aura lieu **mercredi le 24 octobre à 19 h 30** à l'auditorium. La date limite pour l'inscription aux tests d'admission est le **19 novembre**. Les tests d'admission auront lieu les **24 et 25 novembre**. (Information : 652-2170)

** Programme d'éducation internationale et Programme de concentration langues : la soirée d'information aura lieu les **15 ou 16 octobre à 19 h 30**, à la salle Simone-Monet-Chartrand du pavillon Jacques-Rousseau, 1095, rue de Rochebelle, Sainte-Foy, entrée porte 8. Les examens d'admission auront lieu les **9 ou 10 novembre**. (Information, Mme Laprise : 652-2167, poste 151)

Commission scolaire
des **D**écouvreurs

Le *Charme*
du centre-ville!

PROMO MANTEAUX

20% à 50%

de rabais* sur une grande sélection de manteaux pour hommes et dames

* Marchandise en magasin seulement. Ne peut être jumelé à aucune autre promotion.

Beaucoup, beaucoup de manteaux !

laliberté depuis 1867

595, rue Saint-Joseph Est, Québec G1K 7L8 525-4841

HEURES D'AFFAIRES

Lundi au mercredi	9h30 à 17h30
Jeudi et vendredi	9h30 à 21h00
Samedi	9h30 à 17h00
Dimanche	12h00 à 17h00

STATIONNEMENT GRATUIT AVEC ACHAT • PLACE JACQUES CARTIER
• PLACE CARTIER • PLACE JEAN-LESAGE • PARCOMÈTRE (1heure)

LES ALLIÉS CONTRE-ATTAQUENT

Londres veut rassurer le monde arabe

Les buts de guerre sont, dans une « première étape », limités à l'Afghanistan

BORIS BACHORZ
Agence France-Presse

■ LONDRES — Le gouvernement britannique s'efforçait hier de dissiper les inquiétudes du monde arabe sur une éventuelle extension de la guerre à d'autres pays que l'Afghanistan, et en particulier à l'Irak, sans lever toutefois toutes les ambiguïtés sur les buts de guerre.

Le secrétaire au Foreign Office, Jack Straw, a apporté sa pierre à cet effort de clarification, en étant le premier responsable britannique à laver clairement Bagdad de tout soupçon dans les attentats à New York et à Washington.

« Nous n'avons vu aucun élément qui lierait l'Irak aux atrocités du 11 septembre », a déclaré M. Straw sur la BBC-radio.

Londres a également publié un document sur ses buts de guerre, en le présentant comme un texte expressément « déclassifié » pour apaiser les inquiétudes quant aux intentions de la coalition dirigée par les États-Unis.

Selon ce texte dévoilé mercredi à des journalistes accompagnant le premier ministre Tony Blair à Oman, les buts de guerre sont, dans une « première étape », strictement limités à l'Afghanistan.

Cette explication de texte britannique viserait à contrebaler, ou à atténuer, la portée d'une lettre envoyée la semaine dernière par les États-Unis au Conseil de sécurité de l'ONU, dans laquelle Washington se réserve le droit d'agir contre « d'autres organisations et d'autres États ».

Certains diplomates britanniques reconnaissent que leur pays veut em-

pêcher le camp des « durs » aux États-Unis, pressés d'ajouter le vieil ennemi irakien sur la liste noire de l'opération « Liberté immuable », de l'emporter sur les modérés.

La Grande-Bretagne est à ce jour le seul pays à avoir participé, à un niveau certes limité, aux côtés des Américains aux attaques aériennes sur l'Afghanistan.

Mais même les signaux qui émanent de Londres ne sont pas univoques. De la part de Tony Blair lui-même, qui a déclaré mercredi soir à la BBC-télévision : « ce que je ne suis pas préparé à faire, c'est exclure que nous prenions la moindre action si des preuves apparaissent à propos d'autres opérations terroristes ailleurs dans le monde ».

« Il s'agit de quelque chose qu'il conviendra d'examiner, débattre et discuter avec nos partenaires au sein de la coalition », a-t-il ajouté.

La seconde étape pose des objectifs nettement plus généraux — faire l'impossible pour éliminer la menace du terrorisme international, dissuader les États de soutenir, accueillir ou être complices d'organisations terroristes — et ouverts à une large interprétation.

« Aucun élément qui lierait l'Irak » aux attentats

D'ex-officiers soviétiques critiquent l'opération

MOSCOU (AP) — Elle n'a aucun sens, ses conséquences sont dangereuses et c'est à peine si elle réussira à atteindre son objectif : se débarrasser d'Oussama ben Laden, de son réseau terroriste et du régime des talibans qui le soutient. Tel est le jugement sévère porté sur l'opération militaire américaine par de vieux briscards, les héros de la guerre soviétique en Afghanistan.

Le général à la retraite Rouslan Aouchev, aujourd'hui président de la petite république d'Ingouchie, frontalière avec la Tchétchénie, a été le dernier hier à rejoindre le chœur des anciens commandants de l'Armée rouge en Afghanistan, qui savent de quoi ils parlent, car ils s'y sont cassés les dents.

Aujourd'hui, avec le souvenir toujours cuisant de cette sanglante invasion qui se solda, 10 ans plus tard, par l'humiliante retraite en 1989 d'une Armée rouge harcelée par la résistance des moudjahidines, ils critiquent les méthodes américaines, tout en soutenant leurs objectifs.

« Nous avons utilisé l'aviation, l'artillerie, les armements dernier cri : rien n'y a fait », soupire le général Aouchev, qui a décroché ses galons de « héros de l'Union soviétique », la plus haute distinction de l'URSS, pour y avoir combattu dans l'infanterie motorisée (1980-82), puis à nouveau en 1985-87.

« Chaque étranger, chaque inconnu y mettant le pied devient rapidement un ennemi. Cela nous est arrivé, cela arrivera aux Américains », met-il en garde.

Les « Afgantsy », anciens d'Afghanistan, s'inquiètent tout particulièrement d'éventuelles opérations terrestres et semblent s'étonner de la stratégie actuellement menée.

Le général Aouchev souligne que les forces américaines ne sont pas prépa-

rées à combattre dans les rudes montagnes afghanes contre des combattants les connaissant comme leur poche, guerre très particulière qui nécessite hélicoptères de combat et de soutien tout autant qu'artillerie. Il cite aussi le terrible hiver qui s'approche.

« Où auraient-ils une base ? Qui fournira le soutien aérien aux forces au sol ? Pourquoi détruisent-ils les aéroports ? », s'est-il interrogé au cours d'une conférence de presse.

« Le relief du territoire est très complexe. Il y a des milliers de vallées encaissées et il est extrêmement difficile de trouver Oussama ben Laden, quels que soient les commandos utilisés. Dans les montagnes, ils seront

suivis par des dizaines d'yeux, jusqu'à ce qu'ils tombent dans un piège. »

Les bombardements aériens n'ont aucun sens, estime-t-il, car l'Afghanistan est un véritable gruyère de bunkers fortifiés, laissés par les Soviétiques ou construits depuis leur départ. Les talibans n'ont bâti aucune infrastructure dont la destruction pourrait les contraindre à la reddition, ajoute-t-il.

« L'hiver arrivant, il faudra tout réduire. Il y aura des frappes aériennes, mais où sont les bases (terroristes, NDLR) ? Dans la montagne, chaque gorge est une base. L'Afghanistan ressemble à une seule grande base. »

Le général Aouchev critique aussi les espoirs placés dans l'Alliance du Nord, rassemblement hétéroclite de minorités ethniques et de seigneurs de la guerre combattant les talibans, pour faire le travail. Il n'exclut pas qu'ils puissent gagner du terrain, mais juge improbable des percées importantes qui, de toute façon, seraient « gelées » par l'arrivée de l'hiver et le retour aux tranchées.

L'Armée rouge s'y est cassé les dents



Seules quelques images ont filtré le catapultage d'un chasseur F/A-18 du pont d'un porte-avions.

Les médias américains entre info et progagande

Depuis son entrée en fonction, Bush contrôle l'information

WASHINGTON (AFP) — Distillation d'informations au compte-gouttes, fuites dans les médias, diffusion en direct de la « propagande ennemie » : la guerre « psychologique » des États-Unis contre le terrorisme passe aussi par le contrôle de l'information.

Dans le « nouveau type » de guerre promis par le président américain, George W. Bush, l'enjeu n'est pas uniquement la puissance militaire, mais aussi clairement une question d'image.

Depuis son entrée en fonction en janvier, l'administration Bush a singulièrement tenu à quadriller le terrain de l'information.

« De nombreux signes montrent que cette administration-là est très sensible sur ces questions, et ce, dès avant le 11 septembre », relève Stephen Hess, expert en sciences politiques à la Brookings Institution.

Après les attentats du 11 septembre, l'administration Bush a serré la vis davantage

Après les attentats du 11 septembre, elle a serré la vis encore davantage.

Ces événements « rappellent à tous les Américains qu'ils doivent faire attention à ce qu'ils disent et à ce qu'ils font », avait averti le mois dernier le porte-parole de la Maison-Blanche, Ari Fleischer.

Comme durant la guerre du Golfe, le département de la Défense garde depuis le début des opérations militaires en Afghanistan une étroite main mise sur l'information, distillée au compte-gouttes.

« GUERRE DE L'OMBRE »

De cette « guerre de l'ombre », largement invisible, seules quelques images ont filtré : le tir d'un missile Tomahawk s'élevant dans le ciel dans un éclair de flammes, le catapultage d'un chasseur F/A-18 du pont d'un porte-avions ou encore un aéroport afghan endommagé par les bombes américaines.

« Ceux qui croient en un accès ouvert à l'information devront continuer à se faire entendre. Tous les États ont des secrets. Parfois ce n'est que pour couvrir des choses politiquement gênantes. Dans le cas présent, il va falloir

définir la notion de secret comme quelque chose que vous ne voulez pas que l'ennemi sache », poursuit Stephen Hess.

Prenant ombrage des fuites dans les médias provenant de sources parlementaires, le président Bush a piqué cette semaine une grosse colère, menaçant les dirigeants du Congrès d'une restriction d'informations top secret sur les opérations en cours, avant finalement de faire marche arrière.

Autre signe de cette nervosité : dans un geste sans précédent, l'administration Bush s'est émue mardi auprès des chaînes de télévision américaines de la diffusion en direct, sans visionnage préalable, des déclarations guerrières de l'islamiste Oussama ben Laden et de ses lieutenants.

« Ben Laden est très fort sur le front de la propagande, reconnaît Gregory Gause, politologue à l'Université du Vermont. Il ne fait aucun doute qu'il essaye d'enflammer les masses arabes, mais c'est surtout à travers les médias arabes qu'il peut être efficace. »

« JUGEMENT ÉDITORIAL »

La conseillère pour la sécurité nationale du président Bush, Condoleezza Rice, a rappelé à l'ordre les organisations de presse, insistant sur leur devoir d'exercer un « jugement éditorial » sur l'information brute qu'elles reçoivent.

L'administration Bush « leur a simplement demandé de suivre ce qui semble être la procédure journalistique appropriée : examiner les faits et décider si cela a ou pas une valeur en tant qu'information », estime Stephen Hess.

Pris entre un légitime souci d'informer et un patriotisme ostentatoire, les principaux réseaux télévisés (ABC, CBS, NBC, Fox) et les chaînes d'information continue (CNN, MSNBC, Fox News) ont acquiescé à la « requête » de la Maison-Blanche.

« C'est absolument sans précédent au cours de ma carrière », a reconnu Andrew Heyward, président de CBS depuis 1966. Mais, nuance-t-il, « personne n'en a pris ombrage. Nous accordons à l'administration le bénéfice du doute. La question de la propagande est une question légitime (...) Je ne vois aucun conflit entre patriotisme et bon journalisme », ajoute-t-il.

La GRC enquête sur le réseau de ben Laden à Montréal

MONTRÉAL (PC) — Une dizaine d'agents de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) spécialisés dans les questions de blanchiment d'argent sont affectés à l'enquête sur les ramifications possibles du réseau d'Oussama ben Laden dans la seule région de Montréal. Les activités de financement de la nébuleuse sont dans la mire de la police fédérale dans toutes les grandes villes du pays.

« C'est une priorité pour la GRC et le gouvernement du Canada, a dit hier l'inspecteur John Mair, officier responsable de l'Unité mixte des produits de la criminalité à la division québécoise de la GRC.

M. Mair n'a formulé aucun commentaire sur l'identité ou le nombre d'individus et de groupes ciblés par ces enquêtes.

Le Conseil de sécurité des Nations unies a déjà publié une liste des associés d'Oussama ben Laden sur laquelle figure le nom d'un Canadien d'origine égyptienne, Ahmad Said Al-Kadr.

John Mair a déclaré hier que les pays aux prises avec le terrorisme doivent se doter d'un régime antiblanchiment international pour désarmer les ferveurs de la terreur à travers le monde. Comme les États sont de moins en moins enclins à parrainer les groupes terroristes, ces derniers s'en remettent aux mêmes activités que le crime organisé traditionnel pour financer leurs campagnes meurtrières. Trafic de stupéfiants, extorsion, vol, fraude et contrebande font partie de leur arsenal. Des activités grâce auxquelles ils empochent de l'argent sale.

Les policiers croient qu'il est possible de casser les reines aux groupes terroristes en s'attaquant à leurs activités de blanchiment dans les grands centres financiers de la planète. Le sujet sera à l'ordre du jour de la deuxième conférence internationale sur le blanchiment d'argent, qui se déroulera de lundi à mercredi à Montréal. Environ 600 délégués de 48 pays participeront à la réflexion.

L'aide du Canada est insuffisante, disent les ONG

OTTAWA (PC) — Les quelque 6 millions \$ versés par le gouvernement canadien au cours du dernier mois pour venir en aide aux réfugiés afghans ne sont pas suffisants, compte tenu de l'ampleur de la crise humanitaire qui sévit, soutiennent des organismes non gouvernementaux (ONG).

Ces ONG pressent le Canada de faire plus pour venir en aide aux millions de personnes qui ont franchi les frontières de l'Afghanistan pour se réfugier dans les pays voisins, au Pakistan notamment.

Hier, c'était au tour de l'organisme catholique Développement et Paix de lancer un message sans détour sur la colline du parlement. « Le niveau d'aide qui a été accordé par le Canada pour les secours d'urgence aux réfugiés de l'Afghanistan est complètement scandaleux », soulignait Robert Letendre, directeur de l'organisme, qui avait à ses côtés M^{re} Marcel Gervais, l'archevêque d'Ottawa.

M. Letendre justifiait ce constat en faisant remarquer que l'aide versée par le Canada est 10 fois moindre que celle accordée par la Norvège ou la Suède.

« Nous lançons un appel au gouvernement canadien pour qu'il corrige cette situation immédiatement », ajoutait le directeur, avant d'étendre son appel au grand public, l'invitant à contribuer aux campagnes de financement des divers organismes d'aide humanitaire.

Alors que les bombardements ne font plus relâche sur un pays déjà ravagé par 20 ans de guerre civile, les ONG de la planète s'inquiètent plus que jamais du sort de la population.

À l'Agence canadienne de développement international (ACDI), par qui passent les fonds alloués par le Canada, on n'ose avancer que des fonds supplémentaires seront annoncés prochainement.

« On suit la situation de près. (...) C'est sûr qu'on examine les besoins et qu'on va réagir en conséquences. On est là depuis longtemps, on n'a pas l'intention d'abandonner la région (l'Afghanistan) maintenant », indique Steven Morris, porte-parole de l'agence.



Marc Laviolette, président de la CSN, discute avec Abdoulaye Bathily, de la Confédération syndicale des travailleurs du Mali.

GLOBALISATION DE LA SOLIDARITÉ

Une coordination internationale des actions

Le monde syndical souhaite tisser des liens entre les acteurs de l'économie sociale

PIERRE ASSELIN

PAsselin@lesoleil.com

■ QUÉBEC — Des représentants du monde syndical de plusieurs continents ont donné leur appui, hier, lors de la Rencontre sur la globalisation de la solidarité, à la création d'un secrétariat international.

Les présidents de la CSN, Marc Laviolette, et de l'UPA, Laurent Pellerin, étaient accompagnés de représentants d'organisations syndicales de France, de Belgique, du Mali et du Brésil.

Ils ont rendu publique une déclaration de principe en faveur d'une action hors des milieux de travail pour intervenir sur les conditions de vie des personnes et des communautés, en alliance avec les autres composantes de la société civile. Ils ont également donné leur appui à la création d'un organisme de coordination internationale.

« Si l'économie sociale veut se proposer comme alternative à l'économie néolibérale, elle doit s'organiser d'un point de vue international, comme le mouvement syndical et celui des femmes », déclarait le président de la CSN.

ÉTABLIR DES LIENS

Pour sa part, Laurent Pellerin croit que le monde agricole n'est pas encore suffisamment représenté au sein d'un mouvement auquel il est intimement lié. L'économie sociale et solidaire est une expression qui recoupe en effet des organisations associatives, aussi petites que les soupes populaires, des troupes de théâtre, ou aussi importantes que des coopératives, comme le Mouvement Desjardins.

C'est un terrain différent pour les syndicats, dont l'action était jusqu'ici concentrée sur les relations de travail,

expliquait Reine Marcelis, qui représentait le Syndicat des employés techniques et cadres (EGTB, Belgique). Il faut qu'ils établissent des liens avec les autres acteurs, dit-elle.

« Les organisations syndicales ne sont qu'un acteur parmi d'autres dans l'économie sociale, dit-elle. Se réunir uniquement entre elles ne ferait que réduire leur champ d'action. »

On a des réseaux internationaux qui sont seulement professionnels, comme pour la chimie ou le bâtiment, poursuit France Joubert, qui représente la CFDT (France), mais en-dehors de l'entreprise, les questions de logement, de transport, d'environnement, on ne les traite pas internationalement. »

Abdoulaye Bathily, de la Confédération syndicale des travailleurs du Mali, soutient que l'Afrique a besoin de ce genre d'appui pour élargir l'espace démocratique.

« Les 40 premières années de l'indépendance ça n'a été rien. Avec la démocratisation on commence à avoir un espace de liberté et les gens ont des initiatives. Nous avons plus que jamais besoin de ce réseau. La solidarité est le fondement de notre société mais elle n'a pas eu le temps de s'épanouir. »

Les 300 participants à la deuxième Rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité doivent se prononcer ce matin sur une déclaration finale et sur la création d'un secrétariat international.

GRÈVE DES PROFESSEURS DE L'UNIVERSITÉ LAVAL

Première journée plutôt calme

MICHELLE LAFERRIÈRE
MLaferriere@lesoleil.com

■ SAINTE-FOY — Assis entre deux pancartes devant le pavillon Casault, à l'Université Laval, le professeur de musique Gabriel Hamel formait un piquet de grève à lui tout seul, hier matin. « Ça se passe dans la joie, le café et les biscuits », commentait-il, détendu, en ce premier des 10 jours de grève votés par son syndicat.

Devant la tour des sciences de l'éducation, en face, les piqueurs étaient plus nombreux. Pierre Bélanger, un prof de sociologie, trépignait. Plus tôt dans la matinée, en compagnie d'une quinzaine de collègues, il avait pris l'initiative de bloquer des voitures et de distribuer des feuillets d'information. « On n'empêche personne de rentrer », pestait-il, en regrettant que Claude Banville, le président du Syndicat des professeurs de l'Université Laval (SPUL), n'ait pas autorisé ses membres à prendre des mesures plus grandes.

Rencontré devant le pavillon Comtois, Banville défendait sa position : « On est dans une société de droit, il faut être dans la légalité. On ne peut pas empêcher les gens d'entrer dans les pavillons. » Il a rappelé que toutes les activités des professeurs étaient paralysées, hier, et que l'employeur avait dû annuler la tenue de quelques commissions parce que les profs en étaient absents.

AFFLUENCE HABITUELLE

À la cafétéria du Desjardins, l'affluence était habituelle. Mylène Dionne-Michaud et ses deux copines, toutes trois étudiantes en enseignement, se disaient trop occupées par leur stage « pour s'intéresser à ça », entendre la grève intermittente de 10 jours des professeurs.

Non loin, Ali Talal et Youssef Sakni, deux étudiants marocains en informatique, potassaient leurs notes en prévision de l'examen de l'après-midi, donné par un chargé de cours. En tant qu'étudiants étrangers, ils déboursent 4000 \$ par session pour fréquenter l'Université Laval. « On sera inquiets si la grève continue, commentaient-ils. Car on risquera alors de perdre du temps et de l'argent. »

Margot Kaszap, une professeure impliquée dans le comité de grève, s'est faite la porte-parole de ses collègues piqueurs. Sa tâche de prof est si lourde, soutient-elle, qu'en bout de ligne, elle gagne la moitié du salaire de son plombier. Elle a au moins 120 étudiants par session dont elle corrige les travaux et les examens, elle doit faire de la recherche, écrire des



Claude Banville, président du SPUL.

articles, préparer des demandes de subventions, donner des conférences, se tenir à jour dans son domaine. « Ce n'est pas reconnu qu'on est débordés », a-t-elle lancé. Selon M^{me} Kaszap, « les clauses salariales ne sont pas le problème numéro un du SPUL ». N'empêche que les profs ont du mal à digérer la demande d'un congé de cotisation patronale à leur régime de retraite pendant cinq ans.

À cela, le négociateur en chef de l'Université Laval, Jacques Samson, rétorque que la moitié de l'économie réalisée grâce au congé de cotisation de l'Université, soit quelque 20 millions \$, servirait à l'embauche d'une douzaine de professeurs. Laval offre également au SPUL un « mécanisme de vérification ». Il ajoute que toutes les universités canadiennes avec des régimes de retraite susceptibles de générer des surplus ont obtenu de tels congés de cotisation.

Jacques Samson réclame que les profs de chaque unité (faculté ou département) acceptent de gérer eux-mêmes les fonds dont ils disposent, « ce qui rendra la gestion différente d'une unité à l'autre ». Il souhaite également que les professeurs acceptent de pouvoir décider « qu'un non-professeur dirige un programme ». Actuellement, leur convention l'interdit.

Les deux parties reprennent les négociations aujourd'hui.

LE SÉMINAIRE SAINT-FRANÇOIS



DES SERVICES PÉDAGOGIQUES EMBALLANTS

DES ACTIVITÉS PARASCOLAIRES STIMULANTES

DES ACTIVITÉS SPORTIVES ENLEVANTES

UN PENSIONNAT POUR GARÇONS CAPTIVANT

UN PROJET ÉDUCATIF ENRICHISSANT

TRANSPORT SCOLAIRE RIVE NORD - RIVE SUD

EXAMENS D'ADMISSION

1^{re} sec.: 24 NOVEMBRE, 1^{er} et 8 DÉCEMBRE 2001

(2^e à 5^e sec.: faire parvenir votre dossier scolaire).

JOURNÉE D'INFORMATION

Le 21 OCTOBRE à 13h30

journée portes ouvertes: animation, information.



ARTISANAT D'HAÏTI ARTICLES RELIGIEUX

CENTRE MISSIONNAIRE
des Auxiliaires franciscaines
1210, av. Champfleury, Limoulu (Québec)
(418) 667-7537
(paroisse St-Pascal-de-Mazenois)



NOUVEAU
SUPERBES
PEINTURES

Arrivés hier d'Haïti

grand choix d'artisanat et d'objets décoratifs

Belles sculptures sur bois

Jolis masques en bois et en cuir

Ravissantes crèches

Éclatantes peintures (peintures colorées ou autres)

Cassettes vidéo et audio d'Haïti

Livres de Mgr Margron

Livres de recettes créoles typiques d'Haïti

Cartes de souhaits

Cartes personnalisées avec vos photos préférées

Articles religieux

Vestes
en coton ouaté
à boutons pression
22\$

Avec un achat
de 10\$ et plus
un CADEAU vous
sera offert

Dimanche, lundi et mardi
ferme
Du mercredi au vendredi
de 13h à 16h30
Samedi
11h à 16h

Merci de nous aider à les aider...
Ou envoyez vos dons par la poste au
Centre missionnaire des Auxiliaires franciscaines
a/s Huguette Paradis, a.f.
1210, Champfleury, Québec G1J 4L4
Tél.: (418) 667-7537



Séminaire Saint-François

4900, Saint-Félix, Saint-Augustin Québec G3A 1X3

Tél.: 418-872-0611 Télécop.: 418-872-5845

www.ssf.com

POUR CEUX
qui en
veulent
PLUS

PLEINS FEUX SUR QUÉBEC

Visages de la relève

Quand ils pensent à l'avenir, c'est pour mieux le chanter, le danser, le modeler, l'orchestrer, le mettre en scène, le jouer, le dessiner. Ils sont jeunes, mais partagent déjà la capacité de nous émouvoir et de nous bouleverser. Ils composent le présent de la vie artistique de Québec et — qui sait ? — détermineront peut-être le futur de la culture planétaire. Échantillons d'une relève en pleine ébullition. Rencontres choisies.

ISABELLE HUBERT

Pour la vie

JEAN ST-HILAIRE
JStHilaire@lesoleil.com

Au lever, au coucher, tout au long de ses études en écriture dramatique à l'École nationale de théâtre, Isabelle Hubert aurait ronchonné ceci : « Mais j'avais quand même pas faire ça toute ma vie !... »

C'est mal parti pour la Gaspésienne pure fibre née à New Richmond il y a une trentaine de migrations d'outardes. La Bordée créera en novembre sa comédie *Boudin, révolte et camembert*, chronique colorée et critique de la vie dans une boutique d'épicerie fine, son troisième texte monté par une scène professionnelle.

C'est très mal parti, les commandes affluent. Directrice artistique depuis peu du Théâtre de la Petite Marée, de Bonaventure, elle rédige aussi pour la maison Tout Écran le scénario d'un remake de la telenovela *Les enquêtes Jobidon*. Elle travaille par ailleurs à une petite dramatique radiophonique, fait de l'assistance à la mise en scène

et enseigne à l'école d'Humour libre de Loretteville. Toutes occupations de pigiste qui lui laissent peu de temps pour peaufiner sa pièce *Jacinthe Rioux*, portrait d'une fille « excessivement ennuyante ». Cercle vicieux de la jeune carrière.

Pariez que l'écriture ne la lâchera pas de sitôt. Après tout, c'est pure ironie qu'elle y soit venue et l'ironie a la poigne ferme. Elle voulait devenir comédienne. Quatre ans durant, elle a multiplié en vain les auditions. En désespoir de cause, elle s'est inscrite en création littéraire à l'Université Laval. « Pour pouvoir écrire mes frustrations. » Malgré le doute, elle devait se spécialiser en écriture dramatique, à l'ENC. Elle en a été promue en 1995.

Lui demande-t-on de s'analyser qu'elle dit avoir « tendance à tout dramatiser », mais qu'elle n'est pas pessimiste pour autant.

Aujourd'hui, il n'y a guère que le premier jet qui trahisse son rapport d'amour-haine à l'écriture. Dououreux. « Puis le plaisir commence. » Perfectionniste, à l'affût obstiné de la structure et du mot juste, hantée par le défi de restituer dans la langue d'aujourd'hui et d'ici une vie crédible sur scène, elle se délecte de réécriture, ne compte pas les versions de ses textes.

Elle dit avoir trouvé à Québec « le compromis idéal » : un paysage culturel varié qui ne lui fait pas regretter Montréal, une nature et une qualité de vie qui lui rappellent sa Gaspésie. Et l'amour. Elle partage sa vie avec le comédien Jean-Sébastien Ouellette. Le couple a un enfant, Émile, âgé de deux ans et demi.

ÈVE CADIEUX

Regard sur le passé

DANY QUINE
Collaboration spéciale

Un iris d'azur visant quelques reliques, Ève Cadieux mire d'antiques objets afin d'enchâsser des souvenirs. À 27 ans, cette photographe au visage angélique calligraphie son art au passé et se dessine le plus bel avenir.

« Déjà à huit ans, je possédais un appareil-photo et je me plaisais à croquer des fragments de toutes sortes. Au lieu de privilégier le paysage ou le portrait de famille, je préférais photographier la texture d'une étoffe, un élément d'architecture ou un motif, comme le cou cloisonné d'une girafe. Depuis l'enfance, les objets me fascinent, en particulier ceux évoquant un passé, une histoire. Je me rappelle avoir souvent fouillé en catimini dans les poubelles de la maison afin de récupérer de vieux objets jetés par ma mère... Je ne parviens toujours pas à comprendre comment on peut se départir de choses qui, un jour, nous ont été chères. »

Citoyenne de Québec depuis un an, cette artis-

te montréalaise qui collectionne et rapicpe des pans de mémoire a, malgré son jeune âge, accumulé des années de pratique et peut s'enorgueillir d'une vaste expérience professionnelle. Honorée de nombreux prix et bourses, avec à son actif des dizaines d'expositions, Ève Cadieux surprend par la maturité de son travail.

Possédant une maîtrise en histoire de l'art et création visuelle, l'artiste jette un regard lucide sur sa discipline et ne manque pas de souligner l'intime rapport existant entre son obsession des objets, sa hantise du passé et la nature même de la photographie. « Lorsque je déchiffre et révèle un objet, je questionne aussi la photo, laquelle se confond à la mémoire. »

Polyvalente, Ève Cadieux s'adonne également à l'écriture, en particulier la poésie. Elle compte quelques publications parmi lesquelles on trouve un livre d'artiste. « L'écriture participe de ma démarche expressive en général ; elle est nourrie de préoccupations semblables à celles qui animent mon travail photographique. Il s'agit en quelque sorte d'écrits autobiographiques où je reconstitue des souvenirs et, incidemment, m'amuse à décrire des personnes comme s'il s'agissait d'objets, tels des tableaux, par exemple. »

Son Pentax ou son Rolleiflex en bandoulière, Ève Cadieux raconte et se raconte. « Mon passé me poursuit, avoue-t-elle ; j'ai peut-être peur de le perdre. Voilà sans doute pourquoi je suis photographe... »



Nicolas Dickner

LE SOLEIL, PASCAL RATHE

NICOLAS DICKNER

Livre de voyages

BENNY VIGNEAULT
Collaboration spéciale

Natif du Bas-du-Fleuve, Nicolas Dickner fait partie de ces écrivains qui se tiennent volontiers éloignés du milieu de la littérature et des salons, lisant peu ses contemporains (moins par choix que faute de temps), préférant travailler dans un boulangerie que dans une librairie. D'ailleurs, si vous lui demandez ce qu'il lit, il vous sortira allègrement un ouvrage sur les coquillages ou encore une carte de la Côte-Nord du Québec.

Fort d'un baccalauréat en littérature et d'une maîtrise en création littéraire, Dickner a de lui-même évité la voie de l'enseignement pour se consacrer pleinement à l'écriture. Après des études universitaires qui lui ont, dit-il, surtout donné l'occasion d'écrire, le jeune homme a voyagé au Guatemala, en Espagne et au Mexique. Est-il globe-trotter pour autant ? Jusqu'à présent, et bien qu'il résiste un peu à cette idée, le voyage occupe une place considérable aussi bien dans sa vie que dans son œuvre. « *L'encyclopédie* porte davantage sur le désir de voyager que sur le voyage comme tel, précise-t-il. Ce qui m'intéresse, entre autres choses, ce sont les outils qui nourrissent ce désir de voyage. La littérature naît de la frustration de ce qui est refréné, entravé, des conflits, des tensions... »

À la fois riche et ludique, porté une imagination débridée et une propension pour l'invention et le subterfuge, *L'encyclopédie du petit cercle* — qui lui a valu le prix Adrienne-Choquette de la nouvelle 2001 — se présente comme une superposition d'images apparemment indépendantes les unes des autres. De quelle manière s'organise le sens ? Au lecteur de se l'approprier.

Par les temps qui courent, Dickner cherche à réinstaller ses pénates dans la Vieille Capitale, subit les contrecoups de la crise du logement, poursuit l'écriture du deuxième tome de *L'encyclopédie* et rêve d'écrire pour les enfants. Car « il n'y a que les enfants qui voyagent bien ». Avec une œuvre singulière, il s'agit là, sans nul doute, d'un écrivain à suivre...

PHILIPPE GAGNON

Caméra libre

NORMAND PROVENCHER
NProvencher@lesoleil.com

Comme tous les cinéastes en début de carrière, Philippe Gagnon, 26 ans, aspire un jour à faire son premier long métrage. Avec trois courts métrages à son actif, une bonne expérience du monde de la publicité et d'assistant réalisateur sur plusieurs plateaux de tournage, le jeune homme de Québec arbore une feuille de route susceptible de le conduire à destination.

« Mais si ça n'arrive pas, je ne vais pas me retirer en ermite sur une ferme. Je vais continuer à travailler dans le cinéma », fait remarquer le cinéaste qui vient de terminer le court métrage *Vous êtes ici*, avec Jacques Godin, une fiction portant sur un homme atteint de la maladie d'Alzheimer.

Détenteur d'un certificat en cinéma de l'Université Laval, Gagnon a fait ses classes au Vancouver Film School au milieu des années 90. Il profite de ce stage pour s'initier à tous les métiers du cinéma et tourne son premier film 16 mm. On le retrouve plus tard à l'Institut national de l'image et du son (INIS), puis, depuis deux ans et demi, au poste de directeur général de Spirafilms, à Québec.

Perfectionniste, le cinéaste avoue porter une grande attention à la technique. C'est d'ailleurs dans une salle de montage qu'il dit avoir eu la piqure pour le cinéma. La photographie et le cadrage sont aussi des facettes du métier qui retiennent son attention.

Lorsqu'il a la chance de travailler sur les plateaux comme assistant réalisateur, Philippe Gagnon a les yeux et les oreilles grands ouverts. Ces derniers mois, il a ainsi pu observer le travail d'André Melançon sur *Le ciel sur la tête*, et de Jean Beaudin, venu tourner à Québec quelques scènes du *Collectionneur*, inspiré du roman de Christine Brouillet. « J'observe beaucoup comment ces gens travaillent. C'est très enrichissant. »

Lorsqu'il regarde des films dans ses temps libres, Gagnon analyse méticuleusement le style de chaque cinéaste. Il cite en vrac *Seven*, *Requiem for a Dream*, *In the Mood for Love*, autant d'œuvres qui offrent une façon originale de raconter une histoire. « Même si je suis très proche du cinéma américain, je ne veux pas me cantonner dans un style en particulier, il faut avoir un éventail le plus large possible. »

Un projet de long métrage est dans l'air, avec quelques amis de Montréal. Philippe Gagnon avoue que la tâche est complexe, que ce soit le montage financier ou l'écriture du scénario. Mais atteindre cet objectif n'est pas tout, il y a aussi la suite. « Il faut donner la chance aux jeunes de faire leur deuxième ou troisième long métrage, leur donner le temps de construire quelque chose. »



LE SOLEIL, PATRICE LAROCHE

Philippe Gagnon



LE SOLEIL, STEVE DESCHÊNES

Frédéric Dubois

FRÉDÉRIC DUBOIS

L'esprit de « gang »

JEAN ST-HILAIRE
JStHilaire@lesoleil.com

A 24 ans, mais depuis cinq ans déjà, Frédéric Dubois anime avec une poignée de huards et une tonne d'imagination une troupe qui se fait défi de faire théâtre sur un mouchoir de poche.

D'Ionesco en Ducharme, Mrozek et Queneau, le Théâtre des Fonds de Tiroids n'a cessé d'élargir son auditoire. C'est là le juste salaire de l'enthousiasme éclairé de ses sociétaires, mais aussi du solide sens de la scène de son directeur artistique. Aux Oiseaux de passage, cet été, le public a gazonné d'enchantement devant ses adaptations et mise en scène de *Zazie dans le métro*, roman culte de Queneau.

Ils étaient sept sur le minuscule plateau de Limoilou ! Sept amis. Car Frédéric Dubois le clame haut et fort, il n'en serait pas où il est sans sa gang. Il fait avec elle depuis toujours. Il a développé cet esprit de gang à l'école Rochebelle où il était « un peu celui qui voulait partir des projets ». Peut-être parce qu'on flairait chez lui un vif désir de réinventer la vie, on l'a désigné metteur en scène.

La confiance des amis est parfois un cadeau piégé. Mettre en scène le coup de peu du jeu, ce en quoi il a été diplômé du Conservatoire d'art dramatique de Québec, en 1999.

Pour le plaisir d'être entre amis, le TFT pratique un théâtre pauvre. « Que nous ayons peu de moyens n'est pas un problème, nous cherchons à trouver comme les enfants, explique Dubois. Le problème, c'est que nos comédiens soient payés tout croche. »

Si pauvres soient-ils, les Fonds de Tiroids restent jaloux de leur liberté. « Je ne fais pas du théâtre pour faire partie du métier du théâtre, mais pour faire le théâtre comme je le vois », lance Frédéric Dubois. Le public le suit dans ce désir de regarder autrement le monde et la scène. « On nous perçoit encore en marge, dit le jeune faiseur de théâtre, mais depuis *le Cid maghané* (monté à l'été 1999 et repris ces jours-ci à la salle Fred-Barry), on ne nous voit plus comme les p'tits culs de la scène. Plus maintenant. »



Ève Cadieux

LE SOLEIL, PATRICE LAROCHE

PLEINS FEUX SUR QUÉBEC

Samedi 6 octobre : Vivre à Québec

Dimanche 7 octobre : Québec technologique

Mardi 9 octobre : Haute-ville, basse-ville

Mercredi 10 octobre : Québec s'internationalise

Jeudi 11 octobre : Le poids des immigrants

► VENDREDI 12 OCTOBRE : VILLE DE CULTURE

Samedi 13 octobre : Québec, capitale nationale

Dimanche 14 octobre : Tourisme et sport



Frédéric Lebrasseur

FRÉDÉRIC LEBRASSEUR

Rythme fou

KATHLEEN LAVOIE

KLavoie@lesoleil.com

À 28 ans, Frédéric Lebrasseur, le bica nommé, en brasse des affaires. Boîtes de conserve, bouchons de bouteilles, tabourets, congas, batterie, quincaille : rien ne résiste à son infatigable goût du rythme!

Percussionniste autodidacte, figure omniprésente de la scène musicale de Québec, l'artiste originaire de Paspébiac multiplie depuis 1994 les collaborations et projets. « J'aime la différence », expliquera-t-il simplement.

C'est sans le vouloir que Frédéric Lebrasseur a été placé sur ce chemin dès la tendre enfance. Dyslexique, il n'a pas étudié très longtemps, mais a compensé son immense besoin de s'exprimer par les arts, notamment par la batterie de l'oncle Louis, dont il avait hérité.

« C'est au secondaire que j'ai commencé à faire du théâtre, de l'impro et de la musique avec Hugo (Perreault) et Michel (Duguay) d'Okoumé. Et du dessin. Et des arts plastiques. L'école, ça ne m'intéressait pas. Il n'y a que dans les exposés oraux que je me dé-

brouillais. Comme je ne savais pas lire, je me déguisais en Salvador Dali... », se rappelle celui qui a un faible pour les costumes flamboyants.

Décrocheur, il s'est ensuite amené à Québec, où il a suivi une formation d'un an en théâtre, aux ateliers Imagine. « Parce que je ne pouvais pas lire la musique... » De fil en aiguille, il s'est mis à obtenir de petits contrats, principalement dans le milieu du théâtre, où il touchait autant aux ambiances sonores qu'à la manipulation de marionnettes et à la scène. « Mon problème, c'est que toutes ces collaborations finissent par avoir du succès! Ça commence par un show, puis je suis obligé de faire un CD, puis un autre show, puis une tournée... Des fois, j'aimerais ça jouer avec un band poche!!! »

Pour cela, il faudra repasser. Lebrasseur fait déjà partie de la plupart des formations qui constituent la crème de la relève de Québec : les Batinses en néofolklore, Interférence Sardines et les Fakirs semi-meublés en musique actuelle, le Quartette improvisé en jazz, Ranch-o-Banjo, RIEN. Quand l'émule de Guy Nadon ne se retrouve tout simplement pas à jouer dans la rue...

Au théâtre, il a récemment participé

à *Petits miracles misérables et merveilleux* de Claudie Gagnon, *Faust, pantin du diable* (pour lequel il a reçu à titre de compositeur deux nominations au gala des Masques 1996) ainsi qu'à *Thanatos*.

Frédéric Lebrasseur s'intéresse également à la vidéo, médium qu'il se plaît actuellement à explorer. Il compte déjà une dizaine de réalisations à son actif, dont une vidéo d'animation d'ombres chinoises (*Les fables ombrageuses de La Fontaine*), ainsi que *Rumeurs*, un film d'animation, dont le chantier est supervisé par l'ONE.

Les tentacules des intérêts de Frédéric Lebrasseur s'étendent également dans les secteurs de la danse (*Femme cathédrale* au Musée de la civilisation en 1999) et du multimédia (*Deus Ex Machina*, présenté en mai à Jérusalem par le Theatre Clipa)...

Cet impressionnant parcours ne fait que mettre en évidence l'ouverture d'esprit d'un artiste sans frontière. « J'essaie de me forcer pour que ce que je fais soit authentique. Je ne me mets jamais de barrière », conclut celui qui procédera au lancement du nouvel album d'Interférences Sardines le 7 novembre. Ouf!

KARINE LEDOYEN

Éloge de la persévérance

DAPHNÉ BÉDARD

DBedard@lesoleil.com

Karine Ledoyen a toujours dansé sans en être consciente. Sans même imaginer qu'elle pourrait un jour en faire son métier. « C'est instinctif. Je me sens bien quand mon corps s'empil d'une émotion. Quand tu mets une intention, ton corps peut tout faire », assure l'interprète et chorégraphe de 25 ans.

À 18 ans, prenant conscience de l'existence des techniques de danse, elle s'inscrit au programme professionnel de l'École de danse de Québec. Ses débuts sont difficiles. Les autres élèves de sa classe ont déjà une formation. Karine en arrache. « J'ai pleuré pendant un an, se rappelle-t-elle. À la fin de l'année, ils m'ont dit qu'ils ne voulaient pas me garder. Je les ai suppliés de le faire. »

Sa persévérance la sert bien. Après avoir complété sa formation il y a deux ans, elle met les voiles. Direction Grenoble, avec un billet d'avion ouvert pour un an. C'est la découverte. « Il y a 10 compagnies à Grenoble. J'ai cogné à toutes les portes. » Elle part tout d'abord à la recherche du chorégraphe Jean-Claude Galotta qu'elle avait toujours rêvé de rencontrer. Impressionnée par le personnage, elle est toutefois déçue par sa compagnie.

L'horaire de 9 à 5, très peu pour elle. L'exploration et la chorégraphie la fascinent davantage. Continuant son chemin, elle tombe sur le chorégraphe Ro-

bert Seyfried qu'elle avait connu à Québec quelques années plus tôt. Il la prend sous son aile. « Il a été comme un père », admet-elle.

Elle travaille comme apprentie pour sa compagnie, DIT. François Veyrunes, de la compagnie 47/49, lui confie l'interprétation d'une pièce de répertoire. Elle prend confiance.

Cependant, la violence qui sévit à Grenoble et la fin de son visa la forcent à rentrer au pays. Elle fait un saut à Montréal, mais ne tient pas le coup.

Elle revient donc au bercail pour se consacrer à la création, même si vivre de ce métier n'est pas toujours facile. Le studio La Rotonde fonde beaucoup d'espoir en elle et lui offre une résidence au cours de laquelle elle crée les mouvements qui se retrouveront en partie dans *Laque*, sa première chorégraphie solo qu'elle présentera en mai.

Sur scène avec deux musiciens dans un environnement multimédia, elle y explore un monde où la transparence de l'être colore ses différents univers. « Dans *Laque*, je n'incarne pas un personnage, précise-t-elle. C'est un solo très urbain. Ceux qui ne sont pas familiers avec la danse vont pouvoir se raccrocher aux objets, au concret. Mais en même temps, je ne me trahis pas. »

PIERRE-FRANÇOIS
LEGENDRE

Une valeur sûre

JEAN ST-HILAIRE

JStHilaire@lesoleil.com

Au sortir du Conservatoire d'art dramatique de Québec, en mai 1997, Pierre-François Legendre soumet un extrait du *Chien*, de Jean-Marc Dalpé, aux auditions du Quat' Sous. Il défend Jay. Quatre ans et demi plus tard, en novembre, au Trident, il portera de bout en bout ce jeune rebelle rentré au bercail pour une ultime tentative de réconciliation avec un père n'ayant désormais que l'amertume pour cause.

Le rôle ne récompense pas tant celui qui l'étudiait hier que l'acteur qui, au fil de prestations toujours plus assurées, a prouvé sa capacité à endosser un large spectre de destinées. C'est une valeur sûre.

Sa voix sonore et claire, sa stature, son jeu alerte, souple et volontiers physique, sa concentration sans faille et sa détermination le destinent tout autant aux emplois comiques (son bravache de Lucio dans *Mesure pour mesure* était exemplaire), de séducteurs et d'autorité que de tourmentés.

Pierre-François Legendre a débuté discrètement. Il était Testugue dans *La femme du boulanger*, au Trident. C'était en avril 1999. D'humbles premiers pas, mais c'était en théâtre pour adultes. En jeunes publics, il a chaussé d'entrée de jeu des bottes de sept lieues. Interprète du rôle-titre dans *Les mirobolantes aventures de Don Quichotte* et du timide Augustin Gagnant dans *Un éléphant dans le cœur*, il s'est retrouvé aux avant-postes de pièces très populaires.

On se l'arrache depuis le Pagnol. Il a tenu une bonne demi-douzaine de rôles depuis. Il joue présentement dans *Les chroniques de la vérité occulte*, après quoi viendra *Le chien*, puis un grand Camus, *Les justes*.

L'acteur est venu à la scène presque à son insu. Gamin, il n'en rêvait pas et il se serait « probablement dirigé vers le droit » s'il n'en avait eu la révélation à l'école. « J'étais assez bien comme élève, mais le théâtre était la seule place où j'étais numéro un. Et puis, le plaisir d'avoir l'attention de 300 personnes, y'a rien qui décrive ça. »

Durera-t-il à Québec? « La trouille me prend parfois. J'ai 27 ans et à la fin de la saison, j'aurai foulé chaque scène de Québec deux ou trois fois et travaillé avec une bonne moitié de nos metteurs en scène... » De grands défis le retiendraient. Un peu plus d'oseille ne nuirait pas non plus, ça, tout artiste de la scène de Québec vous le dira. Il a tourné cet été dans le film *Québec-Montréal*, de Ricardo Trogi. En une semaine de tournage, il a touché l'équivalent de deux productions de théâtre, plus ou moins le salaire de 20 semaines sur les planches...

Ceci dit, la destination de Pierre-François Legendre est artistique. Au cœur de son ambition, ce mot : « J'aimerais qu'on dise un jour de moi que je suis un homme de théâtre. »

ÉVELYNE ROMPRÉ

Au nom de l'amour

JEAN ST-HILAIRE

JStHilaire@lesoleil.com

« Ce métier-là, on le fait pour se faire aimer. On monte sur scène en se disant : J'espère que vous allez aimer ce que je vais vous jouer et que vous allez m'aimer aussi. »

Désarmante Évelyne Rompré. L'aveu de vulnérabilité ne lui pèse pas. Qui l'a vue dans *Inès Pérée* et *Inat Tendu*, entre autres, vous dira que sa sincérité dans ce sentiment est l'une de ses grandes forces. Elle y défendait la pureté de l'enfance devant les compromissions adultes comme le papillon sa vie dans la steppe en flammes.

La comédienne appartient à la promotion de mai 1997 du Conservatoire d'art dramatique de Québec. À 26 ans, elle aligne déjà un joli chapelet de rendez-vous. Elle a été notamment l'Yvonne de Gombrovicz (*Yvonne, princesse de Bourgogne*), la Miranda de Shakespeare (*La tempête*), la Grouchenka de Dostoïevski (*Les frères Karamazov*), l'Athéna d'Euripide (*Les Troyennes*), l'Agnes de Molière (*L'école des femmes*) et la Roberte d'Ionesco (*Jacques ou la soumission*). Elle a défendu les deux derniers rôles au Théâtre Denise-Pelletier, à Montréal, où elle habite. Non tant par stratégie que pour obéir à l'appel de la vie : « C'est comme ça, ce métier, on fait des rencontres et je suis tombée amoureuse. J'ai juste suivi le cours des choses; je n'ai pas plus de job à Montréal que je n'en aurais à Québec. »

Elle n'oublie pas : « Je me suis tellement sentie acceptée par le public de Québec. » Québec ne l'oublie pas non plus. En janvier, au Trident, elle sera Antigone, la fière et incorruptible héroïne de Sophocle. L'humaine démesure. Elle y court de toute son âme.

À propos, de quoi, à son avis, celle-ci est forgée qu'elle reste interdite. « Je pense que j'ai de l'instinct, finit-elle par répondre. Ce métier, on le fait plus avec le cœur et l'instinct qu'avec la tête. » Et « une capacité d'abandon ». À l'encontre de sa chère Antigone, elle ne se braque pas devant le destin. « J'ai cette qualité de suivre le parcours que la vie m'amène. » Aussi sait-elle depuis l'âge de 10 ans, soit depuis son initiation au théâtre aux Ateliers Imagine, qu'elle vouera sa vie à la scène.

La vie la transformera aussi cette saison en historienne de l'art dans *Titanica*, ou la robe des grands combats. Et plus tôt cette année, pour se remettre en appétit des planches, elle a foulé le plateau. Elle est de *La jeune fille à la fenêtre*, le film de Francis Leclerc. Elle a aussi tourné dans une télé-série, *Mon cauchemar d'amour*.

« Disponibilité et ouverture à la mise en scène et à la vie », telles sont les clés morales de son art. Elle n'attend pas mer et monde de la scène, mais à la fois tout d'elle : « Des rôles qui me révèlent chaque fois un peu plus à moi-même et me fassent grandir. »



Karine Ledoyen



Évelyne Rompré

COLLABORATION SPÉCIALE ANDRÉ PICHETTE

Normale, malgré un demi-cerveau

Le seul moyen connu d'enrayer la maladie de Rasmussen

BRISTOL, Pennsylvanie (AP) — Christina Santhouse est entrée au secondaire, le mois dernier. Chose normale, direz-vous. Mais pour la jeune fille de 14 ans, l'événement était une étape importante dans sa vie, puisqu'elle n'a plus que la moitié de son cerveau. L'hémisphère droit du cerveau de Christina a été enlevé il y a quatre ans après qu'elle eut contracté une maladie rare provoquant de graves crises épileptiques.

Cette chirurgie radicale n'a pas été sans créer des effets secondaires importants : elle souffre maintenant d'une paralysie partielle de son bras et de sa jambe gauche, et elle a perdu la vision périphérique de son œil gauche, sans compter qu'un mouvement trop brusque de la tête lui rappelle aussitôt qu'il lui manque une partie de son cerveau. La cavité laissée par l'opération fait en sorte que plus rien n'empêche les fluides de se déplacer lors des mouvements soudains.

AUCUN PROBLÈME D'INTELLIGENCE

Dans l'ensemble, toutefois, Christina est une adolescente normale. Aucun problème d'intelligence ou de mémoire. Elle déteste l'algèbre, elle aime N Sync et sa porte de chambre est agrémentée d'une affiche sur laquelle on peut lire : « Entrée interdite ».

Mais sa mère sait bien que ce n'est pas tout à fait vrai. Lynne Catarro ne cesse de s'interroger sur la partie du cerveau de sa fille qui a été extirpée.

La maladie de Rasmussen, qui a coûté à Christina la moitié de son cerveau, attaque généralement les enfants de moins de 10 ans. Un virus ou un désordre du système immunitaire pourraient en être à l'origine.

Chez Christina, la maladie s'est d'abord manifestée par des légers tremblements dans son pied gauche, lors de vacances familiales au New Jersey. Il n'a fallu que trois jours ensuite pour que le Dr John Freeman, un médecin neurologue de l'hôpital Johns Hopkins de Baltimore, n'émette le diagnostic dévastateur.

C'était en août 1995, et Christina n'avait que 8 ans.

Peu à peu, les crises d'épilepsie sont devenues plus intenses. La jeune fille était parcourue de convulsions débilitantes plus d'une centaine de fois par jour. Mais elle tentait malgré tout de mener une vie normale : leçons de karaté, parties de soccer et l'école, qu'elle ne manquait presque jamais. Les crises d'épilepsie ne duraient jamais longtemps et elle ne perdait jamais

conscience. Cela ne pouvait continuer cependant et, en décembre 1995, elle écrivait à son médecin pour lui demander d'intervenir.

Le Dr Freeman avait déjà pratiqué plus d'une centaine d'hémisphérectomies, le seul moyen connu d'enrayer la maladie de Rasmussen. Les neurochirurgiens se sont relayés pendant

12 heures pour enlever l'hémisphère malade du cerveau de Christina, prenant bien soin de ne pas endommager les structures essentielles, comme le thalamus, le tronc cérébral et les nuclei basales.

La chirurgie du cerveau donne de meilleurs résultats sur les jeunes enfants que chez les adultes « parce que les cellules du cerveau ne se sont pas encore complètement différenciées », explique le Dr Benjamin Carson, l'un des neurochirurgiens de Christina.

C'est ainsi que le deuxième hémisphère a pu compenser pour les pertes, ajoute-t-il. Quant à la mémoire, elle est emmagasinée dans les deux hémisphères du cerveau, alors il n'y a pas de risque de la perdre.

Un mois et demi plus tard, l'adolescente était de retour à l'école et les crises d'épilepsie étaient complètement disparues.

Une
chirurgie
radicale
qui crée
des effets
secondaires

SÉCURITÉ POST-ATTENTATS Les immigrants reçus auront leur carte

OTTAWA (PC) — Les immigrants reçus devront dorénavant détenir une carte avec photo pour attester de leur statut, une mesure de 18 millions \$ envisagée depuis un certain temps, mais qui est devenue une priorité du gouvernement depuis les attentats du 11 septembre.

Immigration Canada embauchera également du personnel supplémentaire pour augmenter le nombre de déportations d'immigrants illégaux et pour resserrer les contrôles d'identité aux points d'entrée du pays.

La ministre de l'Immigration, Elinor Caplan, annoncera aujourd'hui ces nouvelles mesures, qui coûteront au total 49 millions \$, au cours d'une conférence de presse sur le pont Rainbow, à Niagara Falls, à deux pas de la frontière canado-américaine.

Ces dispositions font partie d'un plan de 250 millions \$ qui a été approuvé mercredi par le comité ministériel sur la sécurité, présidé par le ministre des Affaires étrangères, John Manley.

Hier, le gouvernement a commencé par annoncer des investissements de 91 millions \$ pour renforcer la sécurité aux aéroports, notamment l'achat de systèmes de détection d'explosifs et d'appareils de lecture des empreintes digitales des voyageurs.

Aujourd'hui, ce sont les mesures qui touchent les immigrants qui seront divulguées. Le Solliciteur général, Lawrence MacAuley, tiendra également une conférence de presse à Regina pour annoncer des investissements dans les services de la GRC. La semaine prochaine, des changements dans le processus d'émission des passeports doivent être rendus publics.

L'introduction d'une carte plastifiée avec photo pour les immigrants qui ont le statut de résident permanent, mais qui ne sont pas encore citoyens canadiens, était prévue pour 2003. « C'est une intention que notre ministère avait déjà, mais qui est manifestement précipitée par les récents événements », a indiqué une source au ministère de l'Immigration, qui a requis l'anonymat.

Le document qui sert actuellement de preuve de résidence aux immigrants reçus, le formulaire IMM 1000, est une simple feuille de papier, très facile à imiter par les faussaires. Il représente d'ailleurs le quart de tous les faux documents utilisés par ceux qui veulent entrer illégalement au pays.

La nouvelle pièce d'identité, qui ressemblera à une carte d'assurance-maladie du Québec, sera dotée d'une bande magnétique qui contiendra certains renseignements sur son détenteur.

SOINS INFIRMIERS

Les externes pourront travailler pendant les Fêtes

MONTREAL (PC) — Les externes en soins infirmiers qui avaient pu travailler dans un établissement de santé, l'été dernier, pourront de nouveau y travailler pendant la période des Fêtes.

Ces externes sont des étudiantes qui achèvent leur formation d'infirmière.

Le Bureau de l'Ordre des infirmières vient de modifier à nouveau le règlement du programme d'externat, afin de répondre à une demande accrue en personnel infirmier pendant la période des Fêtes.

Le programme d'externat avait été instauré à l'été 2000, pour tenter d'atténuer les répercussions de la pénurie d'infirmières au Québec, pendant les vacances estivales du personnel infirmier régulier.

Le programme d'externat avait été instauré à l'été 2000 pour atténuer les répercussions de la pénurie d'infirmières

Ce sont seulement les externes qui ont déjà travaillé dans un établissement de santé l'été dernier, entre le 15 mai et le 31 août, qui pourront retourner travailler pendant la période des Fêtes, et ce dans le même établissement, cette fois entre le 15 décembre et le 20 janvier.

« À moins d'imprévu », note l'Ordre des infirmières, le gouvernement devrait approuver cette modification à temps pour que les établissements de santé puissent se prévaloir de ce privilège pendant les Fêtes.

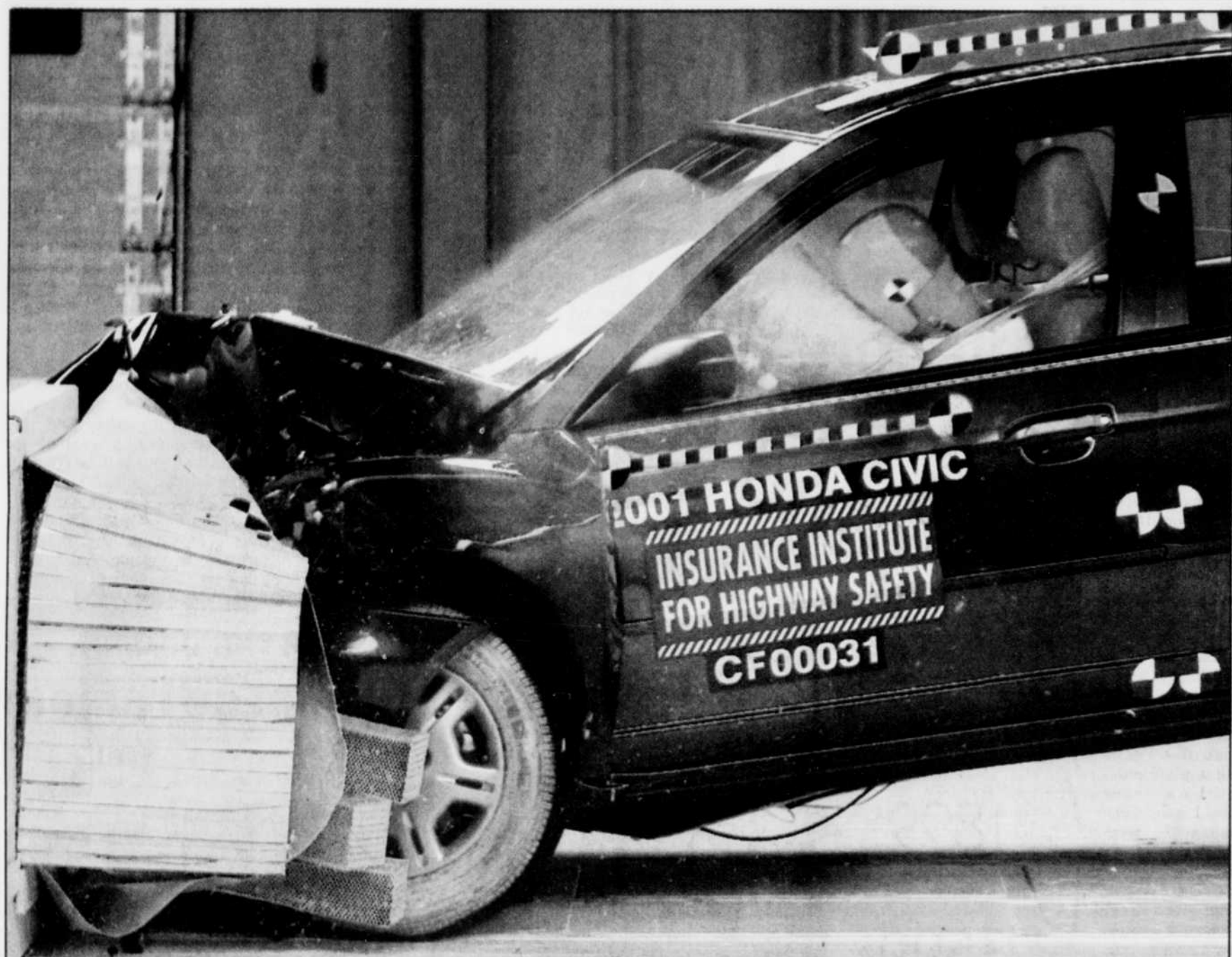
UN SUCCÈS INESPÉRÉ

Lors de sa première année d'implantation, à l'été 2000, le programme d'externat avait connu un succès inespéré, au dire de la présidente de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec, Gyslaine Desrosiers. Cinq cent vingt-deux externes avaient alors été embauchées par 26 établissements de santé dans l'ensemble du Québec.

Lors de l'été 2001, le nombre d'embauches avait plus que doublé, 1200 externes ayant travaillé dans une cinquantaine d'établissements de santé du Québec.

À l'Ordre, on assure que le fait de permettre aux étudiantes en fin de formation de travailler pendant la période des Fêtes ne nuira pas au succès de leurs études. La majorité des institutions d'enseignement sont fermées pendant la plus grande partie de cette période des Fêtes, a fait valoir l'Ordre.

Les directions des soins infirmiers des Centres hospitaliers universitaires de Montréal, Québec et McGill avaient applaudi à ce programme d'externat, y voyant une solution partielle au problème de pénurie de personnel infirmier.



Selon nous, cette photo a beaucoup d'impact.

La capacité de résistance de la Civic lors d'un impact décalé à l'avant à 65 km/h, dans un essai de collision, lui a valu le titre de « meilleure de sa catégorie »[†].

- Insurance Institute For Highway Safety (IIHS)

La Civic obtient la cote maximale cinq étoiles lors d'un essai de collision frontale.

- National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA)



COTE DE SÉCURITÉ « CINQ ÉTOILES » NHTSA

LA BERLINE CIVIC 2002
À COMPTER DE 15 900 \$*

VOITURE LA PLUS VENDUE AU CANADA



Berline Civic LX représentée



HONDA

POUR OBTENIR L'ADRESSE D'UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE www.honda.ca, OU COMPOSEZ LE 1 888 9-HONDA-9.

*P.D.S.F. de la nouvelle berline Civic DX 2002 à 5 vitesses (modèle ES1512PX). Transport et préparation (850 \$), taxes, immatriculation et assurance en sus. Le prix des concessionnaires peut être inférieur. † Selon les essais de collision effectués par IIHS et NHTSA, sur une berline Civic DX 2001, lors d'un impact frontal. Pour plus de détails concernant les résultats des essais de collision, visitez le www.iihs.com et le www.highwaysafety.org (anglais seulement).

LE QUÉBEC ET LE CANADA

Non à la tronçonneuse

Les chefs syndicaux somment Marois de ne pas sabrer dans la santé et l'éducation

GILBERT LEDUC
GLeduc@lesoleil.com

■ QUÉBEC — Les présidents des deux plus importantes centrales syndicales au Québec mettent en garde la ministre des Finances, Pauline Marois, contre toute tentation de sortir la tronçonneuse du placard pour sabrer dans les dépenses dans la santé et l'éducation et ainsi permettre au gouvernement d'équilibrer les finances publiques.

Pour sa part, le Conseil du patronat estime qu'il faudra se résoudre à couper « avec beaucoup de circonspection » dans ces deux réseaux si le gouvernement devait se retrouver sans aucune marge de manœuvre lui permettant de relancer une économie vacillante.

« La course au déficit zéro a provoqué des drames épouvantables dans la santé et l'éducation. Les travailleurs et les malades ont toutes les misères du monde à s'en remettre, même si le gouvernement vient de commencer à réinvestir », affirme Henri Massé, président de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ).

« Le gouvernement va en payer un prix politique très lourd s'il s'engage de nouveau sur la voie des coupures », prédit Marc Laviolette, président de la CSN.

Pour éviter de s'engouffrer dans une récession, les deux syndicalistes préconisent l'option des réinvestissements massifs et bien ciblés dans l'économie. « Il faut remettre le monde au travail », lance Henri Massé en signalant qu'il y a eu, au cours des derniers mois, pas moins de 30 000 mises à pied dans les rangs des travailleurs syndiqués à la FTQ.

Pour Marc Laviolette, il faut cesser de comptabiliser les investissements

dans le secteur public comme des dépenses. « Investir dans le réseau de la santé, c'est créateur d'emplois. » C'est pourquoi il tient à ce que la réserve budgétaire consacrée à la santé ne soit pas utilisée à d'autres fins.

Pour le président du Conseil du patronat, Gilles Taillon, il y a tout lieu de croire qu'il sera possible d'éviter les compressions dans les réseaux publics, car l'État dispose, selon lui, d'une marge de manœuvre d'un milliard \$ pour donner un coup de pouce à l'économie. « Si la marge de manœuvre n'est pas au rendez-vous, il alors faudra gratter tous les fonds de tiroir dans la santé et l'éducation ».

À l'instar des chefs syndicaux, il va insister auprès de Pauline Marois pour qu'elle dépose, à l'occasion de sa consultation prébudgétaire, un état complet de la situation des finances publiques.

Selon Gilles Taillon, le gouvernement devra utiliser toute sa marge de manœuvre pour relancer la consommation et les investissements.

Il propose un congé de taxe de vente pour certains produits de consommation, comme l'essence. Il suggère également un congé de la taxe sur le capital. « Il s'agirait d'un signe positif envoyé aux entreprises qui hésitent à réaliser des projets d'investissement ».

Le Conseil du patronat soutient que l'État doit respecter les engagements qu'il a déjà pris à l'égard des réductions d'impôt. « Nous ne demandons pas, cependant, qu'il en accélère le rythme. Nous préférons plutôt qu'il opte pour des congés de taxe à la consommation. »

LES DÉPENSES DE L'ÉTAT

Le budget du gouvernement pour l'année financière s'étendant du 1^{er} avril 2001 au 31 mars 2002 prévoit que les ministères et organismes dépenseront 49,1 milliards \$. De cette somme, 41,9 milliards \$ iront du côté des dépenses de programmes et 7,2 milliards \$ pour le remboursement de la dette.

Au chapitre des dépenses de programmes, un peu plus de 65 %

(27,3 milliards \$), est dépensé dans les secteurs de la santé (16,7 milliards \$) et de l'éducation (10,6 milliards \$).

Près de 56 % du budget de dépenses de programmes sert à payer les 400 000 salariés de l'État, soit 23,4 milliards \$.

Ce montant comprend les augmentations de salaires qui seront versées en cours de l'année. Ainsi, le 1^{er} janvier prochain, une majoration salariale de 2,5 % sera accordée aux employés du secteur public. Cette augmentation représente un montant de 125 millions \$ pour les trois premiers mois de l'année 2002.

Il s'agit de la dernière tranche de l'augmentation de 9 % accordée pour la période allant du 1^{er} janvier 1999 au 31 juin 2002 soit jusqu'à l'échéance des présentes des conventions collectives.

Au Conseil du trésor, le porte-parole, Nicolas Girard, affirme qu'aucun scénario de coupes budgétaires n'est à l'étude. Toutefois, on exerce un « suivi très serré » des dépenses effectuées par les ministères.

Le PQ revoit sa stratégie référendaire

QUÉBEC (PC) — La stratégie référendaire du Parti québécois pourrait être révisée au cours des prochains mois. Plusieurs députés péquistes se sont penchés hier sur les causes de la dégelée qu'ils ont subie aux élections complémentaires du 1^{er} octobre. Certains croient qu'il faut revoir le calendrier référendaire.

« On va continuer à parler de notre option (la souveraineté). C'est plus l'autre question qui a été traitée, celle du référendum. On a à réévaluer toute cette question de stratégie », a commenté à l'issue de la réunion le président du groupe parlementaire, François Gendron, député d'Abitibi-Ouest.

« Tout le monde nous a dit que c'est responsable d'avoir un projet politique. On va continuer à le porter. Mais, pour le reste, on verra. Le public nous parle de souveraineté, mais pas de référendum. On peut faire la distinction entre la promotion de la souveraineté puis... On verra », a ajouté le député Gendron.

Des récents sondages ont révélé que plusieurs électeurs trouvent valable la façon dont le gouvernement péquiste administre le Québec, mais rejette la tenue, promise par le PQ, d'un éventuel référendum sur la souveraineté.

M. Landry a souvent parlé de l'horizon 2005 pour la tenue d'un référendum sur la souveraineté. Les députés péquistes ont débattu pendant cinq heures à huis clos des élections du 1^{er} octobre.

« Quand on fait une évaluation et qu'elle est bien faite, cela change normalement le comportement et la suite des choses. J'espère que l'évaluation d'aujourd'hui donnera de bons effets pour l'avenir », a dit le député Gendron.

Aux complémentaires d'octobre, le Parti québécois a perdu deux des quatre sièges en jeu. Il s'agissait de quatre circonscriptions électorales ayant une longue tradition d'appui au PQ, qui a perdu Jonquière et Laviolette aux mains des libéraux de Jean Charest, conservant de peine et de misère celui de Labelle et, avec une marge plus confortable, celui de Blainville.

Le ministre Gilles Baril, organisateur du parti, a tenté de minimiser l'impact de ces résultats difficiles pour sa formation politique. Dans la circonscription de Prévost (Basses-Laurentides), le Parti québécois l'avait emporté de peine et de misère lors d'une élection complémentaire en avril 1997, a-t-il rappelé.

La députée péquiste Lucie Papineau l'avait emporté avec une mince marge de 239 voix. Mais, aux élections générales suivantes, un an plus tard, M^{me} Papineau était réélue avec une majorité de plus de 8400 voix.

Le Parti québécois en est à son deuxième mandat consécutif et jamais au Québec, depuis 1952, un parti politique n'a remporté une troisième élection générale de suite.

Déjà, quelques ministres ont indiqué leur intention de ne pas faire acte de candidature au prochain scrutin général. Le groupe comprend les ministres de Lac-Saint-Jean, Jacques Brassard, et de Joliette, Guy Chevrete.

Par ailleurs, les députés péquistes ont chaleureusement accueilli et ovationné le nouveau député de Labelle, Sylvain Pagé, qui faisait sa première présence au sein du groupe parlementaire.

La nomination de Claudel Toussaint à la SHQ étonne Jean Charest

■ SAINTE-FOY — C'est pour lui « trouver un emploi » que le gouvernement Landry a nommé à la vice-présidence de la Société d'habitation du Québec, le candidat péquiste défait dans Mercier, Claudel Toussaint. C'est du moins ce que croit le chef libéral Jean Charest. M. Charest affirme ne pouvoir juger de la « compétence » de M. Toussaint, mais il soutient que le public n'est pas dupe de sa nomination à la SHQ et y verra sans doute un geste de nature partisane. Claudel Toussaint a été nommé troisième vice-président de la SHQ, un tout nouveau poste pour lequel il recevra un salaire annuel de 82 819 \$. Il sera responsable du développement des politiques, de l'évaluation, de la recherche et de la modernisation de la fonction publique. (PC)



MEUBLES BARNABÉ

Vente grand balayage

Assise 100 % cuir
Choix incomparable de couleurs
à 1849\$
Magnifique causeuse, cuir ou tissu



499\$
1199\$
Bergère articulée
Cuir ou tissu



À partir de **1899\$**
Sectionnel en tissu



3599\$
Sectionnel 100 % cuir



799\$
Assise 100 % cuir
Cuir ou tissu
Grand choix de couleurs
Causeuse disponible



1199\$
Sofa



PromoDÉCOR

36 Jusqu'à **mois***
pour payer
sur tous nos meubles



Avec tout achat de meubles et d'électroménagers, profitez de notre **PromoDÉCOR** et obtenez **gratuitement** jusqu'à 500 \$ d'accessoires de décoration disponibles en magasin.

QUÉBEC

Coin boul. Hamel, sortie Henri IV
1515, rue Saint-Jean-Baptiste
Tél. : 877-1433

LÉVIS

Autoroute 20, sortie chemin des Îles
3655, boul. de la Rive-Sud
Tél. : 833-9222

BURNT CHURCH

La saisie d'un bateau micmac fait craindre des affrontements

BURNT CHURCH, (PC) — Des agents de Pêches et Océans Canada ont saisi mercredi soir le bateau d'un Micmac au large de la réserve de Burnt Church, au nord-est du Nouveau-Brunswick, ce qui laisse craindre de nouveaux affrontements pendant les derniers jours de la saison de pêche au homard.

« Ils ont été vus alors qu'ils pêchaient en dehors de la zone autorisée » dans la baie Miramichi, a déclaré Wayne Thompson, surveillant au ministère des Pêches et Océans. « À un moment donné, il faut prendre des mesures pour mettre fin à ce genre d'activités. »

Un porte-parole de la réserve de Burnt Church a cependant déclaré que le bateau se trouvait à l'intérieur des limites autorisées par le gouvernement fédéral, et qu'il avait été heurté par deux bateaux patrouilleurs circulant à grande vitesse.

Personne n'a été blessé lors de l'incident et les deux pêcheurs autochtones qui se trouvaient à bord ont été conduits jusqu'à un quai voisin et relâchés, a ajouté Leo Bartibogue, membre du conseil de bande.

Une enquête est en cours et les deux autochtones qui se trouvaient sur le bateau pourraient être inculpés, a indiqué M. Thompson.

Selon Leo Bartibogue, la saisie a accru les tensions à Burnt Church. « Tout le monde commençait à retirer les casiers et nous nous apprêtions à mettre fin à la saison de pêche », a-t-il déclaré. « Mais quand les gens ont vu ce qui se passait, ça a rouvert plusieurs blessures. »

CONTRARIÉS

Le gouvernement fédéral a délivré à Burnt Church un permis de pêche d'espèces comestibles, autorisant l'installation d'un nombre illimité de casiers à l'intérieur d'une zone délimitée, à proximité de la réserve. Le permis est valide jusqu'au 20 octobre.

M. Bartibogue souligne que les résidents de la réserve étaient déjà contrariés après avoir appris, cette semaine, l'acquittement d'un pêcheur commercial local accusé de voies de fait contre six autochtones pendant les affrontements de 1999 à Burnt Church.

Le jury a cru les arguments de la défense selon lesquels Leigh Morrison a agi raisonnablement et sous l'effet de la peur lorsqu'il a heurté un camion transportant les autochtones et attaqué deux d'entre eux avec un bâton de baseball.

M. Morrison croyait que les autochtones avaient l'intention de voler ses casiers à homards, pour remplacer ceux qui avaient été détruits par des pêcheurs non autochtones.

DEUX JUSTICES

Selon M. Bartibogue, le verdict incite les résidents de la réserve à croire qu'il existe deux types de justice au Canada: une pour les non-autochtones, une autre, plus sévère, pour les autochtones.

« Ça ne s'annonce pas très bien pour nous », dit M. Bartibogue. « Je viens d'écoper d'une amende de 1000 \$ et d'une probation d'un an pour entrave. Par contre, il semble qu'au Canada, il est permis de frapper des membres des premières nations sur la tête avec des bâtons de baseball. »

Les ministres des Finances pressés de rencontrer Paul Martin

■ QUÉBEC (PC) — Les ministres des Finances des provinces exigent de rencontrer leur homologue fédéral Paul Martin au plus tôt.

Ils veulent une rencontre plus hâtive que la conférence fédérale-provinciale des Finances prévue pour le 10 décembre prochain, a expliqué hier la ministre québécoise Pauline Marois.

« On ne veut pas que M. Martin prenne des initiatives avant de nous rencontrer », a déclaré M^{me} Marois en entrevue téléphonique depuis Vancouver, où s'est terminée hier après-midi la conférence interprovinciale des ministres des Finances.

Selon M^{me} Marois, il faut débattre de la nouvelle situation économique qui risque d'avoir des répercussions sur les finances provinciales.

Ainsi, la nouvelle conjoncture économique, qui se détériore, aura comme conséquence d'amener beaucoup plus de gens à s'inscrire à l'assurance-emploi, puis, à l'aide sociale. « Cela fera des pressions sur nos finances consacrées à l'aide sociale », a dit la ministre Marois. La ministre québécoise compte aussi exiger, à l'instar de ses

collègues des autres provinces, une accélération des investissements dans le programme conjoint d'infrastructures.

FRONT COMMUN SOLIDE

« On a des besoins en matière de routes, ou de rénovation dans les établissements de santé. Il faut que les sommes du programme d'infrastructures soient rendues disponibles le plus tôt possible, sans contrainte », a dit M^{me} Marois.

Par ailleurs, M^{me} Marois a assuré que le front commun des provinces reste solide face aux réclamations en santé.

Les provinces veulent que les paiements fédéraux en santé soient rétablis au niveau de 1994, et passent en conséquence de 14 à 18 % des besoins.

Les provinces veulent enfin débattre avec le ministre fédéral Paul Martin du déséquilibre fiscal entre Ottawa et les provinces, d'une nouvelle formule de péréquation et du transfert social canadien.

EN BREF

ROUTE DU PARC
Ottawa suivra
Québec

■ CHICOUTIMI — Ottawa devrait assumer 50 % des coûts de construction d'une route à quatre voies divisées dans le Parc des Laurentides, comme il en a l'habitude de le faire dans ce genre de projet. Voilà la garantie que le ministre des Finances du Canada, Paul Martin, a donnée, hier, devant le Cercle de presse du Saguenay, sur le sujet du jour, la route du Parc. Sans dire comment et avec combien, le numéro deux du gouvernement canadien a été clair sur une chose: si Québec donne priorité à la route du Parc, Ottawa suivra. Mais avant, a expliqué le ministre, Québec doit déterminer la part des 110 millions \$ du programme des infrastructures qu'il réserve à la route du Parc. Ensuite, les deux gouvernements devront commander une évaluation des coûts. Finalement, il faudra effectuer une évaluation environnementale. (PC)

ONTARIO

Même sans
citoyenneté,
les enfants
seront soignés

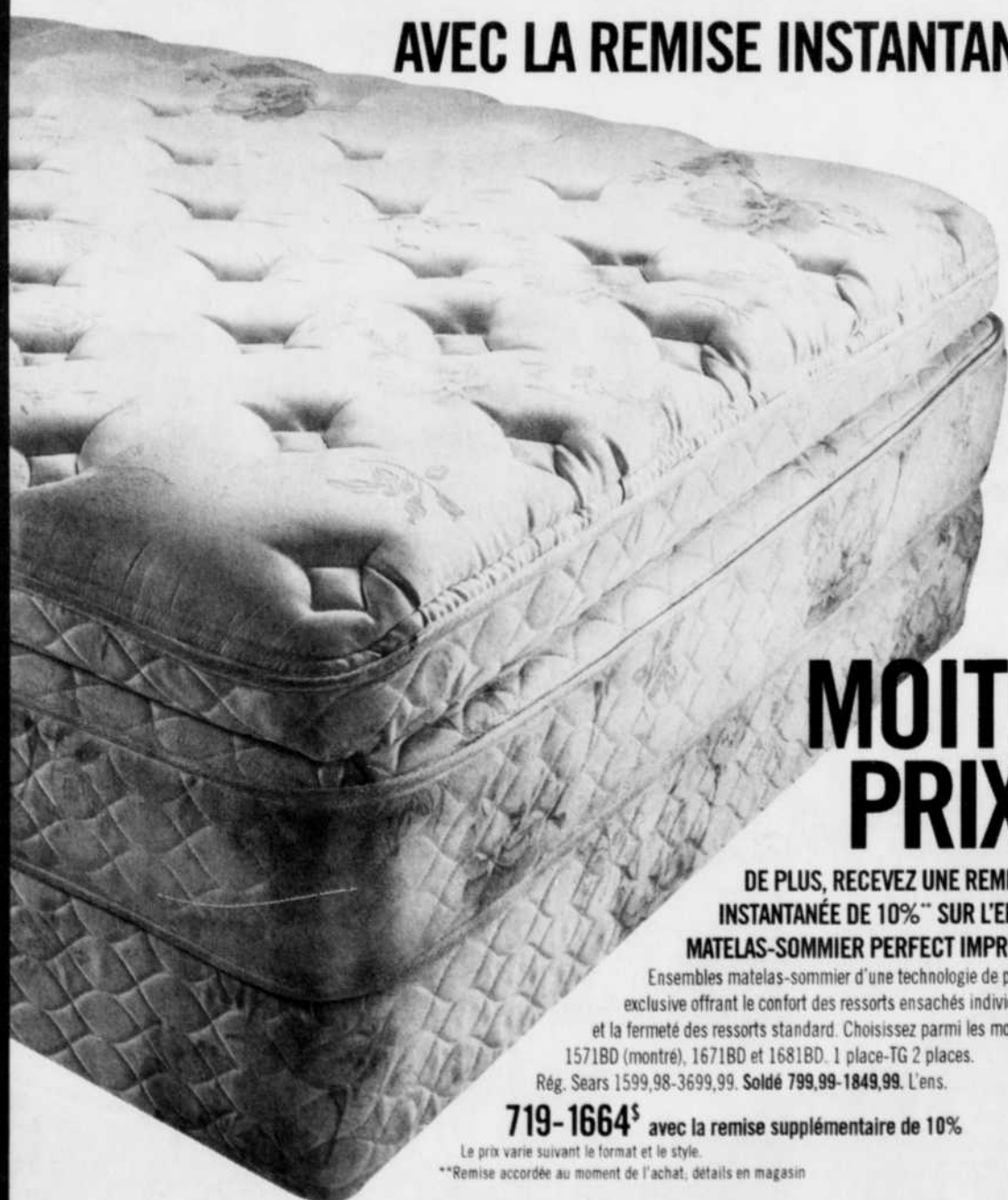
■ TORONTO — Le ministre de la Santé de l'Ontario, Tony Clement, a fini par céder aux pressions des partis d'opposition, hier, en acceptant de défrayer les soins de santé prodigués aux enfants dont les parents n'ont pas encore obtenu le statut d'immigrant reçu. Des centaines, voire des milliers d'enfants, pourront ainsi avoir accès à des soins de santé couverts par le régime d'assurance-santé provincial. M. Clement a dit qu'il verrait à s'assurer que la politique de son ministère corresponde aux droits généralement reconnus aux enfants nés au Canada et habitant en Ontario, quel que soit le statut des parents. « La santé est un droit », a déclaré Geraldine Sadoway, une avocate qui avait convoqué une conférence de presse le jour même pour dénoncer la situation. Selon elle, des changements apportés en 1994 ont fait en sorte que les enfants des réfugiés ou d'autres personnes sans statut n'étaient plus couverts par le régime. (PC)

Hélicoptères
dangereux

■ HALIFAX — Les hélicoptères Sea King des Forces armées canadiennes résisteraient mal à la chaleur, selon un document obtenu par le journal *Chronicle-Herald*, de Halifax. Le document du ministère de la Défense indique que les hélicoptères présentent un « risque élevé » de bris s'ils sont dans les airs plus de 140 minutes à des températures élevées. Ces hélicoptères — qui ont près de 40 ans — devraient aussi, affirme-t-on, se délester d'une partie de leur poids quand les températures ambiantes dépassent 35 degrés Celsius et que leur mission dure plus de deux heures. Ottawa dépêchera des Sea King dans le golfe Persique la semaine prochaine, ce qui constitue une partie de la contribution canadienne à la lutte anti-terroriste contre l'Afghanistan. Un porte-parole des Forces armées a soutenu que les Sea King pouvaient fonctionner en toute sécurité dans des températures ambiantes élevées. (PC)

SEARS*

PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU DIMANCHE 21 OCTOBRE 2001, DANS LA LIMITE DES STOCKS

LES PLUS BAS
PRIX DE L'ANNÉE
AVEC LA REMISE INSTANTANÉEMOITIÉ
PRIXDE PLUS, RECEVEZ UNE REMISE
INSTANTANÉE DE 10%* SUR L'ENSEMBLE
MATELAS-SOMMIER PERFECT IMPRESSIONSSM

Ensembles matelas-sommier d'une technologie de pointe exclusive offrant le confort des ressorts ensachés individuellement et la fermeté des ressorts standard. Choisissez parmi les modèles 1571BD (montre), 1671BD et 1681BD. 1 place-TG 2 places. Rég. Sears 1599,98-3699,99. Soldé 799,99-1849,99. L'ens.

719-1664\$ avec la remise supplémentaire de 10%

Le prix varie suivant le format et le style.
*Remise accordée au moment de l'achat, détails en magasin

SEARS



Pour chaque ensemble matelas-sommier SEARS-O-PEDIC Perfect Impressions vendu, Sears et Bedford contribueront conjointement \$ 5, jusqu'à concurrence de 100 000 \$. Ce montant vise à acheter des ensembles matelas-sommier pour les enfants et leur famille vivant dans des refuges au Canada.

DE PLUS, AVEC LA CARTE SEARS,
PAS DE PAIEMENT AVANT UN AN* POUR TOUS LES
MEUBLES† ET ENSEMBLES MATELAS-SOMMIER

Cérémonie émouvante

Montcalm
n'a pas manqué
sa dernière sortie

LOUIS-GUY LEMIEUX
LGLemieux@lesoleil.com

■ QUÉBEC — Cérémonie émouvante, haute en couleur, et rarement vue, hier, dans les rues de Québec pour la translation des restes de Montcalm.

En pleine heure de pointe, entre 16 h et 17 h, un cortège impressionnant de quelques centaines de dignitaires, d'invités, de figurants et de curieux a quitté, à pied, au son de la musique de la compagnie Franche de la Marine, la chapelle des Ursulines, rue Donnacona, pour le cimetière de l'Hôpital général, boulevard Langelier.

Plus d'une heure de marche en plein centre-ville, par une fin de journée d'automne splendide, derrière les restes du héros vaincu des plaines d'Abraham.

Les restes du général Montcalm reposaient dans une tombe portée par un corbillard d'époque tiré par quatre chevaux noirs. Et jamais un seul klaxon d'automobile, pas un seul cas de rage au volant, pas un seul mouvement d'impatience de la part de milliers d'automobilistes qui ont été immobilisés une bonne heure.

Il s'est passé comme un miracle, hier, dans les rues du centre-ville de Québec. Une sorte d'état de grâce. Un hommage spontané à la mémoire collective. Le rituel funéraire et l'hommage à l'histoire locale ont sûrement aidé.

Devant le magnifique corbillard et ses quatre chevaux noirs, un tambour militaire de circonstance, une haute croix de fer portée par un père capucin vêtu de bure, des sœurs ursulines et augustines dans leur costume traditionnel, et des enfants de chœur, comme lors des meilleures processions de la Fête-Dieu de notre enfance.

Derrière la tombe escortée de neuf porteurs, une trentaine de miliciens canadiens en costumes d'époque et autant de représentants de régiments reconstitués du Béarn, de Guyenne, du Royal Roussillon et des Fraser Inlanders qui côtoyaient les soldats de la compagnie Franche de la Marine en habit d'apparat.

ATMOSPÈRE SOLENNELLE

Autour, sur les trottoirs, des milliers de spectateurs surpris dans leur vie quotidienne par une cérémonie très peu annoncée (on se demande bien pourquoi?) et d'abord curieux, puis émus par l'atmosphère solennelle de l'événement.

Emmanuelle Gauthier, une intervenante en délinquance, se déclarait profondément touchée. « C'est comme les fêtes de la Nouvelle-France, en plus sérieux », dit-elle.

Deux touristes, Anne et Thomas Brown, de Santa Fe, au Nouveau-Mexique, n'en revenaient tout simplement pas. Ils connaissent bien l'histoire de la Nouvelle-France et en particulier les circonstances de la bataille des plaines d'Abraham. Ce qui les renverse par-dessus tout, c'est que cette cérémonie voulait rendre hommage aux soldats des deux camps autrefois ennemis. « Cela nous touche beaucoup, disaient-ils, surtout en cette période troublée ».

Claude Pednault, coordonnateur à la maison l'Auberivière, se disait profondément impressionné par le sérieux du cortège et par le respect spontané des spectateurs non avertis.

Au cimetière de l'Hôpital général, dorénavant lieu historique national, l'émotion a atteint des sommets. Les gens pleuraient en silence pendant que la musique du Royal 22^e Régiment jouait une musique de circonstance.

Venus spécialement de France, Guy Bertrand, marquis de Montcalm, et son épouse, ont déposé devant le mausolée de leur ancêtre des bouquets de fleurs de lys blancs et d'iris versicolores (la fleur emblématique du Québec).

Le premier ministre du Québec, Bernard Landry, accompagné des ministres Louise Beaudoin, Diane Lemieux et Agnès Maltais a rendu un hommage senti aux Ursulines et aux Augustines pour leur « œuvre de charité et leur contribution à la préservation du patrimoine ».

Devant le nouveau Mémorial aux morts de la guerre de Sept Ans, où reposent 1058 soldats et marins français, canadiens, amérindiens et britanniques, M. Landry a conclu : « Et nous les vivants, que nous reste-t-il à faire après avoir rempli ce devoir de mémoire ? (...) Il nous reste à exprimer plus que jamais notre inextinguible soif de paix. »

Rappelons que Montcalm reposait depuis 242 ans dans la chapelle des Ursulines. Les Augustines, elles, avaient soigné dans leur hôpital et inhumé dans leur cimetière les corps des soldats des deux camps.

Le mausolée Montcalm et le Mémorial de la guerre de Sept Ans sont une initiative de la Commission de la capitale nationale, du ministère de la Culture et des Communications et de l'organisme Souvenir français.



Un corbillard d'époque et quatre magnifiques chevaux à la robe noire transportaient les restes de Montcalm.



Devant le Mémorial à la mémoire des soldats morts ici durant la guerre de Sept Ans, le premier ministre Landry a récité une strophe du « Dormeur du Val », de Rimbaud.



M. Maurice Couture a béni les restes de Montcalm à son départ de la chapelle des Ursulines et à son arrivée au mausolée du cimetière de l'Hôpital général.



ATTENTION. PEUT CAUSER DES PALPITATIONS

SOURCE : LA TOUTE NOUVELLE ALTIMA 2002 DE NISSAN. L'ANTIDOTE AUX VOITURES ORDINAIRES.



FAITES LE TEST. Installez-vous confortablement derrière le volant de la toute nouvelle Altima 2002 de Nissan. Commencez par admirer ses lignes extérieures félines et stylisées, qui vont de ses phares multiparaboliques si distinctifs jusqu'aux jantes sport en alliage offertes en option. Ensuite, explorez l'éventail de ses luxueuses caractéristiques, incluant le nouveau sélecteur de vitesse à secteur type course, le système audio AM/FM/CD avec 6 haut-parleurs de série et l'ordinateur de bord optionnel. Maintenant, libérez son électrisant moteur V6 de 240* chevaux ou son fougueux moteur 4 cylindres de 175 chevaux, deux moteurs classés parmi les meilleurs de leur catégorie, et préparez-vous à avoir un coup de cœur pour sa tenue de route sportive, gracieuseté d'une suspension arrière multibras sophistiquée. Voilà : vous avez découvert l'antidote aux voitures ordinaires et vous comprenez maintenant pourquoi la nouvelle Altima 2002 révolutionne la catégorie des berlines intermédiaires. En fait, elle est tellement extraordinaire qu'il pourrait s'avérer nuisible à votre mieux-être de pas en faire l'essai routier chez votre concessionnaire Nissan.



TOUJOURS PLUS LOIN.

*Disponibilité seulement pour le modèle 3.5 SE. Le modèle 3.5 SE monté comprend un avertisseur sonore. TOUJOURS PLUS LOIN et le logo NISSAN sont des marques de commerce de Nissan.

www.nissancanada.com

LE MONDE

CATASTROPHE DU TUPOLEV

Kiev sur le point d'avouer

La démission refusée du ministre de la Défense laisse croire que l'avion russe aurait bel et bien été atteint par un missile ukrainien

ANIA TSOUKANOVA
Agence France-Presse

KIEV — Le président ukrainien Léonid Kouchma a révélé hier que son ministre de la Défense avait présenté sa démission « immédiatement » après la catastrophe de l'avion russe Tu-154, ce qui ressemble fort à un aveu de culpabilité, mais cette démission a été refusée.

Le Tupolev s'est abîmé il y a une semaine en mer Noire faisant 76 morts, en grande majorité des Israéliens, au moment où la défense antiaérienne ukrainienne conduisait des tirs d'exercice sol-air à quelque 270 kilomètres du lieu de l'accident.

« Si le ministre a présenté sa démission, c'est parce qu'il savait bien qu'il était coupable », estime le politologue indépendant Vladimir Malinkovitch.

Le président Kouchma a pourtant refusé cette démission, soulignant qu'« en tant que président et chef suprême des armées, il n'allait pas se débarrasser aussi facilement de ses collaborateurs » avant que les conclusions officielles de l'enquête ne soient annoncées.

Il a cependant prévenu que les têtes allaient tomber si la thèse d'une bavure militaire se confirmait.

« Si la culpabilité (des militaires ukrainiens) est confirmée, (...) quelqu'un devra répondre de cela », a-t-il averti.

Le ministre de la Défense, Olexandre Kouzmouk, (47 ans), dont le président avait vanté mercredi « les qualités morales », occupe son poste depuis juillet 1996. Considéré comme très loyal à l'égard de M. Kouchma, il est le plus ancien ministre du gouvernement actuel.

M. Kouzmouk avait déjà été la cible de vives critiques l'année passée, lorsque la chute accidentelle d'un missile sol-sol sans charge explosive avait tué trois personnes et détruit un immeuble près de Kiev.

Les autorités avaient alors avancé la thèse d'un règlement de comptes ma-

lieux, avant de reconnaître leur responsabilité deux jours plus tard.

Le Parti communiste ukrainien a réclamé hier le « limogeage immédiat » de M. Kouzmouk.

« Nous sommes indignés par des explications maladroites et douteuses » du ministre qui a « essayé de dissimuler la vérité sur cet évènement tragique », déclare le PC.

« Les hauts responsables de la Défense, coupables de la catastrophe de l'appareil Tu-154, doivent faire preuve de courage et « présenter leur démission », a-t-il déclaré.

Des éclats et des billes d'acier, provenant probablement d'un engin sol-

air, ont été trouvés dans des corps de passagers et dans les débris de l'avion, ont affirmé mercredi des experts russes et un membre de la commission d'enquête.

Les aiguilleurs du ciel ont entendu le pilote s'écrier « Où sommes-nous touchés ? » avant de perdre le contact avec l'avion russe qui s'est abîmé le 4 octobre dans la mer Noire, accréditant la thèse d'une frappe d'un missile ukrainien, selon le quotidien *Kommersant* d'hier.

Les drapeaux ont été mis en berne hier en Israël en signe de deuil pour les victimes de l'accident du Tupolev russe dont au moins 50 passagers tués étaient des Israéliens originaires de Russie.

aubaines lève-tôt durant 2 heures

Le samedi 13 octobre, de 8 h à 10 h

60 % de rabais

de ToGo^{mc} Supérieur :
serviettes gaufrées, jacquard
ou ornées d'une grecque

40 % de rabais

toutes les tenues d'extérieur
pour homme, femme et enfant
sauf Hilary Rodley, Rainforest, Far West, Australian
Outback et celles de la boutique Le Président.

30 % de rabais

tenues mode Alia
et Alia Sport

Toutes les aubaines lève-tôt sont sur nos prix ordinaires, sauf avis contraire. Exceptions : articles « Aubaine la Baie » et « Nouvellement réduit ». Tant qu'il y en aura.

Le vendredi 12 octobre

10 % de rabais

articles à prix ordinaire, de solde et de liquidation

Exceptions : aubaines lève-tôt, meubles, gros électros, appareils électroniques et duos-sommeil à prix de liquidation; articles « Achat spécial », « Aubaine la Baie », Outline[®] et Market Square[®]; et ceux des rayons concédés et de la Solderie la Baie. D'autres exceptions s'appliquent. Précisions en magasin.en réglant avec votre carte de crédit
la Baie, HBC ou Zellers.

Les vendredi, samedi et dimanche 12, 13 et 14 octobre

60 % de rabais
litterie
ToGo^{mc}
en tricot
de jersey40 % de rabais
tous les soutiens-gorge
et slips Warner's, VogueBra
et WonderBra en boîte
sauf Plus et Première de WonderBra40 % de rabais
pantalons
ToGo^{mc} en sergé
extensible ou
sans repassage*
Ord. 59,99 \$ et 60 \$.
*Sans repassage au sortir
du sèche-linge.33 % de rabais
sélection mode
Jones New York
pour femme
Guide de magasinage ci-dessous.achat spécial
chemises de
ville Claiborne
pour homme
3999 \$
Tant qu'il y en aura.30 % de rabais
toutes les
tenues
d'extérieur tout-
aller Mantles^{mc}
et ToGo^{mc}
pour lui30 % de rabais
toutes les
vestes de cuir
pour homme
Signées ToGo^{mc},
Mantles^{mc}, Weatherman,
DiCappra et Remix.25 % de rabais
jeans de renom
Tommy Jeans
pour femme
Sélection de modèles.25 % de rabais
toutes les bottes
et chaussures pour
la famille
sauf Ecco[®], Rockport[®] et Clarks[®]50 % de rabais
toute
la mode
Bugle Boy
Tailles 2 à 16

liquidation!

40 % de rabais additionnel
montres et bijoux
à prix de liquidation
Sur nos derniers prix étiquetés30 % de rabais additionnel
mode féminine
à prix de liquidation
Sur nos derniers prix étiquetésLa mode Jones New York est offerte à la Baie : rue Sainte-Catherine O.,
Galerias d'Anjou, Carrefour Laval, Fairview Pointe-Claire, Centre Laval,
Centre Rockland, Place Laurier, Place Rosemère et Promenades Saint-Bruno.Sur nos prix ordinaires, sauf avis contraire. Exceptions : articles Market Square[®], Outline[®],
« Aubaine la Baie », « Nouvellement réduit », « Achat spécial » et ceux des rayons concédés
et de la Solderie la Baie. Le choix et les marques varient selon le magasin.la Baie
J'aime, j'achète!

TRANSFORMEZ VOS ACHATS DE TOUS LES JOURS EN RÉCOMPENSES.

Amassez des points dans tous les magasins de la Compagnie de la Baie d'Hudson : la Baie, Zellers, Déco Découverte ou HBC.com

AMASSEZ RAPIDEMENT DES POINTS EN UTILISANT VOTRE CARTE LA BAIE, HBC OU ZELLERS. OBTENEZ 25 POINTS ADDITIONNELS POUR PRESQUE CHAQUE DOLLAR DÉPENSÉ.

Le roi des Belges
sur la selletteUn livre récent, paru en France,
l'accuse d'avoir tenté d'étouffer
l'affaire du pédophile DutrouxVERENA VON DERSCHAU
Associated Press

PARIS — Personnellement mis en cause par un ouvrage intitulé *Dossier pédophile, le scandale de l'affaire Dutroux*, le roi des Belges, Albert II, a attaqué hier devant la justice française l'éditeur Flammarion pour « offense à chef d'État étranger ».

L'État belge et le roi ne demandent pas l'interdiction du livre, mais simplement l'insertion d'un communiqué rectificatif dans l'ensemble des ouvrages à éditer ou encore en librairie. La décision a été mise en délibéré au 18 octobre.

Dans l'ouvrage, les auteurs Jean Nicolas et Frédéric Lavachery s'interrogent en demandant « pourquoi une chape de silence s'est abattue sur l'affaire Dutroux et ses dossiers connexes? », accusant en termes à peine voilés le roi Albert II d'avoir étouffé l'affaire.

« Le roi des Belges Albert II est-il impliqué, oui ou non, dans des scandales liés, de près ou de loin, à la pédophilie? » demandent les auteurs qui ont été violemment attaqués par la presse belge traitant l'ouvrage de « torchon ».

Les avocats de l'État belge ont accusé les auteurs de « faire du neuf avec du vieux » et du « copier-coller d'enquêtes déjà connues en coupant la fin ». « Le roi a été l'un des premiers à se prononcer de manière claire à l'occasion de l'affaire Dutroux », a souligné M^e Alain Berenboom du Barreau de Bruxelles.

« RÉPUBLIQUE BANANIÈRE »

« À l'exception de quelques républiques bananières, jamais aucune démocratie n'a attaqué un ouvrage en France », a répliqué M^e Christophe Bigot, avocat de Flammarion qui dénonce une campagne de presse « calomnieuse et ignoble » à l'égard des auteurs.

Les avocats de la défense ont également fait valoir que la 17^e chambre correctionnelle de Paris a considéré le 25 avril dernier que la loi française de 1881, qui institue le délit « d'outrage envers un chef d'État étranger », était incompatible avec les articles 6 et 10 de la Convention européenne des droits de l'homme qui prévoient un procès équitable, un tribunal impartial et une liberté d'opinion et d'expression « sans considération de frontière ».

Le substitut du procureur de la République a demandé à ce que l'affaire soit examinée par un juge du fond et non pas en référé.

Le terroriste
Carlos convolera
avec son avocate
française

CARACAS (AFP) — Le terroriste vénézuélien Carlos, auteur de plusieurs attentats meurtriers en France et emprisonné à Paris, va épouser son avocate française, rapportait hier le quotidien *El Universal*.

Ilith Ramirez Sanchez, alias Carlos, a été condamné en 1997 à la réclusion criminelle à perpétuité pour un triple meurtre commis en 1975, à Paris, et purge sa peine dans le quartier de haute sécurité de la prison de La Santé. Il est toujours mis en examen dans trois autres dossiers d'attentats.

Interrogée par le journal, l'avocate Isabelle Coutant-Peyre a confirmé son prochain mariage. « Je me marie avec Carlos. C'est un homme admirable et exceptionnel. Il a dédié sa vie à un principe politique auquel je crois. Nous nous aimons et avons décidé très récemment d'unir nos vies. Nous voulons que tous le sachent », déclare-t-elle.

« Nous avons décidé de nous marier aussi vite que possible », ajoute M^e Coutant-Peyre précisant que tous deux devaient d'abord régler leurs divorces respectifs, ce qui, selon elle, devrait prendre quelques mois.

L'avocate et future épouse dénonce par ailleurs les méthodes « illégales » qui ont entouré l'arrestation de Carlos et demande sa libération. Elle critique également ses conditions de détention à Paris.

Les services secrets français avaient capturé le terroriste en 1994 au Soudan.

« C'est un
homme
admirable »,
assure la
future
mariée

LA CAPITALE ET SES RÉGIONS

AFFAIRE WILLIAMSON

Le parasuicide toujours possible

ALAIN BOUCHARD

ABouchard@lesoleil.com

QUÉBEC—Un policier spécialisé de la Sûreté du Québec a reconnu hier, au palais de justice, qu'Hubert Williamson aurait pu rattraper la rampe d'escalier avec une main et ainsi sauver sa vie, une fois accroché au bout du drap avec lequel il s'est pendu le 15 mars, dans son HLM de la basse-ville de Québec.

Ce qui n'élimine donc pas l'hypothèse du parasuicide jusqu'ici soutenue par les avocats des hôpitaux et de leurs médecins, dans l'enquête publique de la coroner Andrée Kronstrom. Cette dernière a le mandat d'utiliser ce cas pour examiner la gestion québécoise de l'itinérance psychiatrique.

Le parasuicide, disent les psychiatres, est un geste suicidaire par lequel son auteur ne désire pas vraiment mourir, mais plutôt obtenir l'attention voulue pour obtenir quelque chose. Pour les psychiatres concernés dans cette enquête, la preuve du parasuicide tient dans le fait que Williamson avait effectué plusieurs fausses tentatives, dans les semaines précédant sa mort.

Le jour du geste fatal, l'Hôtel-Dieu de Québec et l'hôpital de l'Enfant-Jésus avaient successivement retourné l'homme de 56 ans chez lui, malgré un

avis formellement contraire de la Maison de Lauberivière. Et malgré aussi deux interventions policières d'urgence auprès du même homme le même jour.

Cet itinérant avait été régulièrement traité en psychiatrie à l'Hôtel-Dieu de Québec à compter de juin 2000, soit en consultation externe, soit en séjour d'hospitalisation. Il s'y présentait la plupart du temps pour tendances ou gestes suicidaires. Ce que le personnel de l'hôpital a estimé être de la plus pure manipulation.

Donald Crépeau, technicien en scènes de crime à la SQ, a admis hier que Williamson aurait pu théoriquement sauver sa peau une fois pendu, le 15 mars. Même si cette hypothèse lui semble personnellement fort mince, a-t-il indiqué, à la lumière de la reconstitution de la pendaison qu'il a effectuée à l'aide d'un mannequin.

Cette hypothèse est d'autant plus mince que durant les quatre heures qu'il a mises à faire ce travail, il dit n'avoir vu personne circuler dans la cage d'escalier où s'est pendu Williamson. Les partisans du parasuicide soutiennent que ce dernier aurait commis ce geste pour attirer ultimement l'attention qu'il n'avait jamais assez eue à son goût jusque-là.

L'enquête de M^{re} Kronstrom se poursuivra le 23 octobre.

Boucher se dit lynchée par Louise Harel

Elle accuse le gouvernement d'avoir mis sa machine au service de ses adversaires

GUY BENJAMIN

GBenjamin@lesoleil.com

■ QUÉBEC — La mairesse de Sainte-Foy et candidate à la mairie de la ville nouvelle accuse le gouvernement du Québec d'avoir mis son appareil au service de ses adversaires. Elle va jusqu'à accuser la ministre Louise Harel de vouloir la « lyncher politiquement ».

Andrée Boucher dénonce l'agressivité du discours de plusieurs organismes qui la convoque, elle et des membres de son parti. La mairesse de Sainte-Foy en a assez de se faire sommer de faire des promesses. Elle donne en exemple l'attitude du comité des citoyens du Vieux-Québec, dont les lettres répétées et les courriels ont fini par ressembler à du harcèlement, dit-elle.

Surtout, accuse-t-elle, que la présidente du comité des citoyens, Christine Gosselin, est une employée du gouvernement et travaille au comité des priorités du Conseil exécutif. Or, M^{me} Gosselin a utilisé l'ordinateur de son employeur pour faire parvenir des courriels à la mairesse de Sainte-Foy.

M^{me} Boucher ajoute dans ses accusations que la présidente du comité des citoyens du Vieux-Québec est la conjointe de Denis Angers, directeur de la promotion et des communications de la Commission de la capitale nationale. Or le président de cet organisme paragouvernemental s'est ouvertement prononcé en faveur de la candidature de Jean-Paul L'Allier.

Hier matin, c'était au tour de la Coalition habitation ville nouvelle, qui regroupe une vingtaine d'organismes intéressés à la question du logement social, de lancer un ultimatum à la mairesse de Sainte-Foy, afin qu'elle s'engage sur la question du logement. Le porte-parole de la coalition lors de la conférence de presse, Christian Simard, a refusé de dire s'il entretient encore des liens politiques avec Claude Larose, un des bras droits de Jean-Paul L'Allier.

UNE SALOPERIE

La mairesse de Sainte-Foy accuse le gouvernement et la ministre Louise Harel d'avoir commis la pire saloperie en matière de politique provinciale le 4 juillet, jour de l'adoption du décret sur le colistier. Une tactique pour l'éliminer du portrait politique de la région. La règle du colistier permet à un conseiller élu de céder sa place au candidat à la mairie défait lors des élections.

Le décret adopté en juillet permet le colistier à Montréal et Longueuil, mais Québec a été « oubliée », dénonce M^{me} Boucher. À ses yeux, il ne fait aucun doute que le gouvernement a voulu se débarrasser d'elle en posant ce geste qu'elle qualifie de très peu démocratique.

La mairesse de Sainte-Foy affirme qu'elle n'aurait pas été intéressée par la règle du colistier advenant sa défaite, mais sur le plan de la démocratie, le gouvernement aurait dû inclure dans son décret toutes les nouvelles villes nées des fusions.

Le président des Élections, Pierre F. Côté, observe qu'il aurait fallu que la loi soit amendée pour que la for-

mule du colistier soit étendue à Québec comme c'est le cas à Montréal et à Longueuil.

Or la porte-parole de la ministre Louise Harel affirme qu'il n'y a pas eu de demande formelle pour la nouvelle ville de Québec et que la ministre « ne faisait pas du mur à mur ».

À Elections Montréal, on explique que c'est par tradition, parce que le conseil de la Ville de Montréal avait déjà adopté un tel règlement en 1994 que le comité de transition de Montréal a recommandé à la ministre de

permettre aux candidats la formule du colistier.

L'ex-maire Jean Doré en avait d'ailleurs un, même s'il a préféré y renoncer lorsqu'il a été défait par le maire Pierre Bourque. Les deux candidats à la mairie, Gérald Tremblay et Pierre Bourque, ont tous deux un colistier, ou plutôt, une colistièr, car il s'agit de deux candidates.

De son côté, le maire de Québec, Jean-Paul L'Allier, avoue qu'il n'a jamais souhaité avoir de colistier.

« Je vous ferai remarquer que les représentants de mon adversaire qui siègent ici au conseil ne l'ont pas demandé non plus », dit-il, en visant les conseillers du Progrès civique qui sont devenus des candidats de l'Action civique de M^{me} Boucher.

« Si je ne suis pas élu, je n'ai pas envie de devenir chef de l'opposition », dit-il.

Elle réclame le droit au respect

GUY BENJAMIN

ET ROBERT FLEURY

GBenjamin@lesoleil.com

QUÉBEC — Andrée Boucher réclame le droit au respect. La mairesse de Sainte-Foy est visiblement touchée par la destruction quasi systématique des affiches électorales de son parti et par les propos méchants « grossiers et outrageux » de certains médias. « On me détruit allègrement », lance la mairesse de Sainte-Foy.

Elle n'accuse pas directement l'équipe adverse d'être derrière la destruction des pancartes, mais il ne reste qu'un pas à franchir. « Regardez à qui profite le crime », dit la candidate à la mairie de la ville nouvelle.

Il ne fait aucun doute que l'acharnement contre les pancartes de l'Action civique est une opération bien organisée, et non pas l'affaire de quelques plaisantins. En une seule nuit, des centaines d'affiches ont été abîmées ou détruites, d'un bout à l'autre du territoire.

Pour ajouter à la photo de M^{me} Boucher le maquillage d'Alice Cooper, il a fallu utiliser des pochoirs, note l'organisation de l'Action civique. Un escabeau a aussi été nécessaire.

Dans le district de Ralph Mercier, 16 des 20 affiches grand format ont été détruites. À Saint-Augustin, il n'en restait plus une seule.

M^{me} Boucher en est à sa 8^e campagne électorale, et n'a jamais vécu un tel acharnement contre des affiches électorales. « Il me semble qu'on devrait avoir le droit de s'afficher ».

La capacité de la mairesse de Sainte-Foy de résister aux attaques lui a attiré, plus tôt cette semaine, la sympathie de plusieurs membres de l'association des gens d'affaires de Saint-Sacrement. « Je ne ris pas du monde. Je veux simplement livrer mon message dans le respect », leur a-t-elle dit.

Une tournée effectuée par LE SOLEIL dans tous les arrondissements de la nouvelle ville, hier, permet de constater



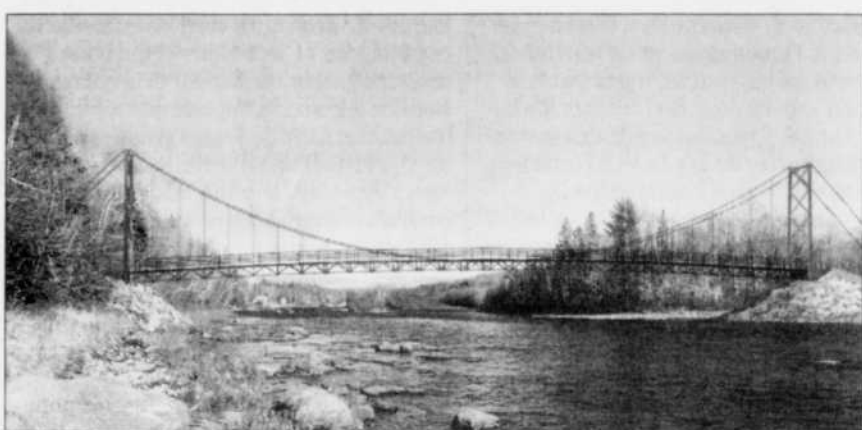
Plusieurs affiches de l'équipe de M^{me} Boucher ont été ainsi vandalisées.

que les bris semblent trois fois plus nombreux sur les affiches de l'équipe Boucher que sur celles de l'équipe L'Allier. Seuls les grands panneaux 4'X8' semblent avoir été victimes de vandalisme, des simples graffitis à la destruction complète des affiches.

Le maire de Québec, Jean-Paul L'Allier, se défend bien d'avoir donné un mot d'ordre à ses militants pour briser les pancartes des autres.

« Ce n'est pas notre façon de travailler. On ne gagne rien de cette façon. Personnellement je trouve ça déplorable, car les affiches appartiennent à ceux qui les posent. Nous aussi nous avons eu des dizaines de pancartes amochées. On ne veut pas embarquer là dedans (dans cette forme de querelle) », dit M. L'Allier.

Le maire invite les candidats victimes de tels bris à les signaler à la police afin que le remplacement des affiches ne passe pas pour des dépenses électorales.



Longtemps attendu par les motoneigistes, le pont sur la rivière Montmorency sera ouvert à la circulation dès la mi-décembre.

RIVIÈRE MONTMORENCY

Enfin un pont pour motoneiges

CLAUDE VAILLANCOURT

CVaillancourt@lesoleil.com

QUÉBEC — Longtemps attendu par les motoneigistes et les autres amateurs de plein air, le pont sur la rivière Montmorency, entre Beauport et Boischatel, à la hauteur des lignes d'Hydro-Québec, au nord du camping municipal de Beauport, sera finalement disponible à partir de la mi-décembre.

Cette structure, réalisée au coût de 530 970 \$, fera 90 mètres de longueur par 3,8 mètres de largeur. Il s'agit d'un pont suspendu utilisant une technique d'ancrage spéciale pour le type de sol retrouvé sur les berges. La méthode utilisée consiste à enfoncer des pieux vissés et de les appuyer sur un remblai granulaire.

« Cela va permettre aux motoneigistes d'avoir un accès beaucoup plus hâtif aux sentiers », de dire Sylvie Walter, agente de communication à l'Office du tourisme et des congrès de la Communauté urbaine de Québec.

Dans les années passées, il fallait attendre un hiver avancé et une bonne couche de glace pour être en mesure de franchir la rivière dans ce corridor caractérisé par l'important route que

représente le sentier numéro 3 pour les motoneigistes. On le connaît aussi sous le nom de Trans-Québec, car c'est autour de lui que se greffent toutes les pistes accessibles aux motoneigistes.

Le pont sera aussi accessible aux amateurs de quad ainsi qu'aux randonneurs.

Le financement d'un tel pont a nécessité la collaboration de tout le milieu. Le Bureau de la capitale nationale, par l'entremise du Fonds de diversification de l'économie de la capitale, y est allé d'une subvention de 155 000 \$ alors que l'Office du tourisme, par l'entremise du Fonds régional de développement touristique, a allongé 79 300 \$. Le Conseil régional de concertation et de développement de la région de Québec a ajouté 59 000 \$.

Pour le reste, mentionnons une contribution de 57 000 \$ de la Ville de Beauport, et, entre autres, des déboursés de 43 000 du club de motoneige Le Sapin d'or, de 20 000 \$ de la MRC de Beauport, de 34 500 du CLD de Beauport ainsi que du club Aventure Quad (10 000 \$), de la Fédération des clubs quad (10 000 \$) et du Comité de financement des loisirs de Beauport (10 000 \$).

Pour que je ne pense jamais que Standard and Poor's est un duo de jeunes humoristes. Je lis Le Soleil.

LE SOLEIL
m'amène plus loin

ÉDITORIAL

Un budget responsable ou cachottier?

Pour une fois, Bernard Landry et Jean Charest ont tous deux raison. À moins qu'on nous mente effrontément, le gouvernement du Québec n'avait pas le choix que de préparer un nouveau budget. Ses prévisions budgétaires du 29 mars dernier ne tenaient plus la route depuis que la récession appréhendée a pris un virage accéléré. Même avec une réserve de 670 millions \$, et un coussin de 251 millions dans une fiducie à Toronto, le gouvernement se dirigeait probablement vers un déficit s'il avait terminé son année financière avec les prévisions actuelles de dépenses de 51 milliards \$. Il lui faut donc clore cet exercice budgétaire, revoir ses dépenses à la baisse, et présenter un nouveau budget équilibré, quitte à refaire l'exercice au printemps si la situation a trop bougé. Le premier ministre agit de façon responsable.



Gilbert Lavoie

GLavoie@lesoleil.com

Là où Jean Charest a raison, c'est quand il réclame une nouvelle synthèse des opérations financières et demande au gouvernement d'annuler sa campagne de publicité de 5 millions \$ prévue au cours des prochaines semaines.

La synthèse des opérations financières, effectuée à tous les trois mois, donne le portrait des revenus et des dépenses du gouvernement. Elle permet de vérifier si les prévisions budgétaires ont été respectées. Le 13 septembre, deux jours après l'attentat contre le World Trade Center, la ministre Pauline Marois a présenté la synthèse pour le premier trimestre (avril-mai-juin), et offert un tableau plutôt serein de la situation. Moins d'un mois plus tard, le premier ministre annonce que la situation est grave et que le gouvernement accusait un déficit de 1 milliard \$ s'il n'avait pas de réserve budgétaire.

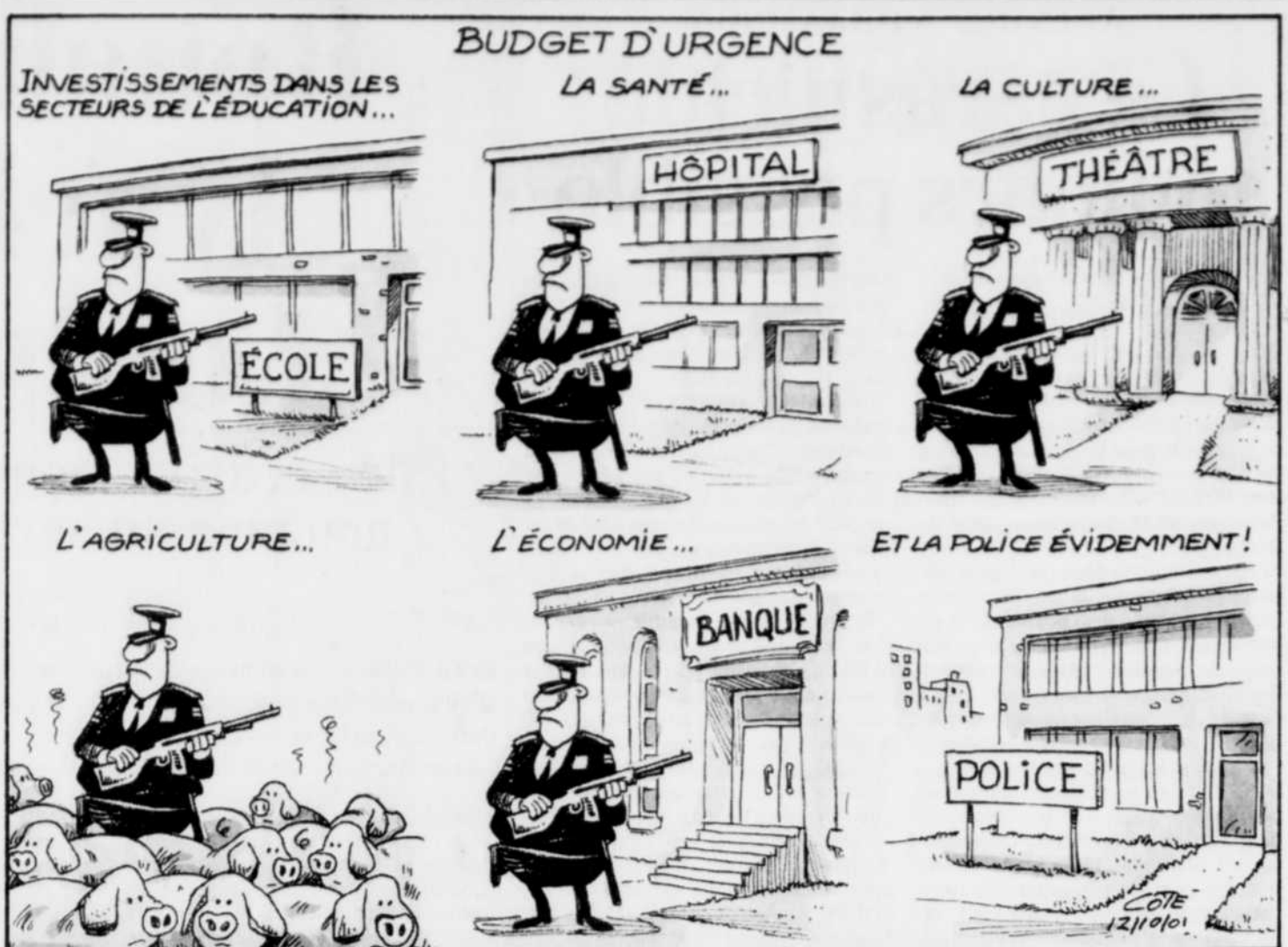
Bref, l'économie a basculé en moins d'un mois, ce qui explique les déclarations gouvernementales contradictoires sur le sujet depuis le 13 septembre.

Jean Charest a donc raison de demander au gouvernement d'ouvrir ses livres. La ministre Pauline Marois procèdera sous peu à des consultations prébudgétaires de tous les agents sociaux économiques. Comment peut-on consulter ces intervenants s'ils ne connaissent pas la situation budgétaire du gouvernement? Hier encore, le Conseil du patronat du Québec soutenait que M. Landry dispose d'une réserve de 1 milliard \$ pour contrer la récession. Selon l'organisme, le gouvernement aurait accumulé une autre réserve de 1,4 milliard \$ si la croissance économique avait été de 2,7 % telle que prévue dans le budget. Ce qui l'amène à conclure que même avec une croissance nulle pendant la dernière partie de l'année, Québec terminera l'année avec un surplus de 400 millions \$, sans même toucher à sa réserve de 670 millions que le premier ministre prétend utiliser pour maintenir l'équilibre budgétaire.

Qui dit vrai? Impossible de le savoir tant que le ministère des Finances n'aura pas soumis une nouvelle synthèse des opérations financières pour le deuxième trimestre. Mais la question est importante. D'ailleurs, les syndicats demandent eux aussi au gouvernement d'ouvrir ses livres, afin de vérifier si la situation est à ce point grave qu'il faille envisager des coupes budgétaires douloureuses.

Malgré tout, le premier ministre Landry et la ministre Marois ne semblent pas ouverts à cette suggestion. Ils doivent revoir cette position. Si la situation économique est à ce point grave qu'il faille un nouveau budget, elle impose également que ce budget soit crédible.

De la même manière, le gouvernement doit mettre la pédale douce sur la campagne de publicité de 5 millions \$ qu'il avait prévue pour les prochaines semaines. Le montant peut sembler minime sur un budget de 50 milliards \$, mais il est énorme pour les contribuables ordinaires à qui on s'apprête à demander des sacrifices au nom de l'équilibre budgétaire. Les symboles sont importants en politique, surtout pour un gouvernement qui a promis d'être davantage à l'écoute de la population au lendemain des élections partielles du 1^{er} octobre.



Pas génial, madame Maltais

Le 4 octobre dernier, le gouvernement du Québec rend l'avortement plus accessible en augmentant de 25 % les sommes allouées à ce service. Il y aura donc plus d'avortements. Au-delà des 30 000 qui se pratiquent chaque année au Québec. Le PQ nous dit par son choix une parole sur la famille. Une parole d'autant plus forte que l'économie connaît une crise. Par l'augmentation du quart du budget pro-avortement, le gouvernement exprime bien haut, dans les conjectures économiques actuelles, sa vision de la famille. Car il aurait pu consacrer ces trois millions aux garderies à 5 \$ qui sont un support efficace à la famille, un support qui a un besoin criant d'argent neuf. Ne faut-il pas attendre au moins deux ans dans une région comme Montréal pour avoir une place? La ministre déléguée à la Santé, aux Services sociaux et à la Protection de la jeunesse, Agnès Maltais, n'a pas appuyé la famille. Au contraire, par sa mesure, elle tient à celle-ci une parole déprimante. Quand on entend un discours comme celui qu'elle nous a tenu à sa conférence de presse le 4 octobre, on s'ennuie du silence.

Gérard Marier
Victoriaville

Les jeunes et les élections

Les propos tenus il y a deux semaines par la candidate à la mairie de Québec, Andrée Boucher, en ce qui a trait au désintérêt des jeunes à la politique municipale, reflète une attitude que l'on observe malheureusement encore trop souvent. Parce qu'ils sont moins politisés, moins expérimentés et moins organisés, il serait alors inutile de les considérer. Et, en plus, cette manière de penser ne se reflète pas uniquement dans le monde municipal. Nous définissons les deux partis de présenter dans le cadre de la campagne électorale les véritables enjeux du développement de la nouvelle ville plutôt que de nous servir les guerres d'images habituelles des partis. Les élections ne devraient pas parler des chicanes de clochers ou encore des luttes antifuques. Elles devraient traiter

de ce que la future ville de Québec est appelée à devenir. Nous croyons que plusieurs enjeux importants qui concernent les jeunes doivent faire l'objet de positions claires de la part des partis. Ces enjeux sont, entre autres, le transport en commun, l'aménagement du territoire, le logement social, le développement économique, l'espace pour la culture et les loisirs, la place des jeunes au sein des instances décisionnelles de la ville et à l'intérieur de la fonction publique municipale. Afin de soulever ces enjeux sur la place publique, les regroupements de jeunes que nous représentons ont décidé de former une coalition. Pendant les prochaines semaines, nous nous efforcerons d'interpeller M^{me} Boucher et M. L'Allier pour qu'ils écoutent les jeunes, leur parlent et se compromettent auprès d'eux. La Ville de Québec entre dans une ère nouvelle et nous serons appelés à vivre et à gérer demain les décisions qui sont prises aujourd'hui. Nous nous estimons donc légitimes d'intervenir dans le débat et de faire valoir nos points de vue. Le 15 octobre prochain, nous invitons tous les jeunes de la région à se présenter au pavillon Desjardins-Pollack à l'Université Laval, de 11 h 30 à 13 h 30, afin d'interpeller Jean-Paul L'Allier et Andrée Boucher à propos des éléments que vous considérez importants à l'intérieur de notre ville.

Jérôme Aubin
Front Régional des Associations étudiantes de la région de Québec
Élie Belley-Pelletier
Président, Association générale des étudiants du cégep F.-X.-Garneau
Martin Courval
Conseil central Québec-Chaudière
Appalaches de la CSN
Steve Gignac
Carrefour jeunesse-emploi de la capitale
Pierre-Luc Gravel
Président, Forum jeunesse de la région de Qc
Marie-Josée Larochelle
Mères et Monde
Wenceslas Mamboundou
Président, AELIES
Sylvie Sauvageau
Déléguée régionale des Maisons des jeunes
François Talbot
Coordonnateur général, Association étudiante du cégep Sainte-Foy
Cédric S. Williams
Président, CADEUL

Avez-vous dit « capitale nationale »?

Plus de quatre semaines déjà depuis cette journée de deuil qui a suivi les événements tragiques du 11 septembre et qui nous a rassemblés dans la douleur et la compassion. La télé nous a fait voir des cérémonies touchantes dans toutes les grandes capitales : Londres, Paris, Berlin, Rome, etc. Aux États-Unis, le président américain accueillait ce jour-là les représentants des différentes communautés religieuses, politiques et militaires dans la plus belle cathédrale de Washington, la capitale nationale. Pas à New York, pourtant la ville la plus sinistrée, la plus peuplée et la plus cosmopolite du pays. Ici au Canada, le premier ministre canadien présidait une cérémonie, à laquelle participaient des milliers de personnes, sur la colline parlementaire à Ottawa, la capitale nationale. Pas à Toronto, pourtant la ville la plus peuplée et la plus cosmopolite du pays. Au Québec, nous sommes une société distincte. Le premier ministre Landry, quant à lui, s'était joint à des centaines de Montréalais dans l'église St. James à Montréal. Pas à Québec, pourtant la capitale nationale, dont il nous parle avec tant d'émotion. Est-ce à dire que toutes ces personnes étaient trop pressées pour faire le voyage à Québec? Il y avait là une belle occasion de leur faire voir la région. Est-ce à dire aussi qu'il n'y a pas de gens assez bien dans la capitale nationale pour représenter les différentes communautés religieuses, politiques et militaires de la province? Déjà le mardi précédent, « j'ai fait mon devoir », disait-il au Centre Molson ; annulant toutes ses activités prévues à son agenda, tel un chef d'État, il adressait des télégrammes de condoléances au président américain, à l'ambassadeur et aux consuls en sol canadien... de son bureau de Montréal. Depuis, je n'ai lu, ni vu, ni entendu personne, dans la grande région de Québec, s'indigner d'un tel affront fait à notre capitale. Surtout pas le maire, Jean-Paul L'Allier, qui après 12 ans à l'hôtel de ville continue toujours de résider à l'île d'Orléans. Avez-vous dit capitale nationale?

Janine Boivin
Québec

Autocensure de guerre

Les médias des pays en conflit avec les talibans doivent-ils continuer de transmettre les messages télévisés de ben Laden et de ses acolytes du groupe al-Qaeda? Nous sommes en guerre. Peut-être pas une guerre tout à fait conventionnelle, mais néanmoins en guerre. Il ne faut tout de même pas être masochistes et fournir à l'ennemi nos puissants moyens de communications de masse pour mobiliser ses terroristes qui se cachent sur nos territoires et pire, inviter ceux-ci à passer à l'action. C'est pourtant ce à quoi nous avons assisté à deux reprises cette semaine.

Ben Laden s'est réjoui outrageusement à la caméra de la chute des tours du World Trade Center, il a loué les mérites des kamikazes auteurs des attentats et il a appelé chaque musulman à joindre à sa façon sa guerre sainte. Deux jours plus tard, un porte-parole d'al-Qaeda, Soleiman Abou-Ghaith, en remettait. La conseillère à la Maison-Blanche pour la sécurité nationale, Condoleezza Rice, est alors intervenue dans une démarche très exceptionnelle auprès des dirigeants des grands réseaux de télévision américains, pour les appeler à la prudence.

Le gouvernement américain s'est bien gardé d'interdire formellement quoi que ce soit. M^{me} Rice a seulement évoqué le

risque que ces messages puissent contenir des signaux codés à l'intention des sympathisants de ben Laden dans les pays impliqués dans la présente offensive contre le terrorisme. Les chances sont sans doute minimes, mais elles ne peuvent être écartées du revers de la main dans les circonstances, face à une organisation qui a été capable de réaliser la plus importante opération terroriste de l'histoire. La technique est vieille comme la guerre elle-même.

Les droits à la liberté d'expression, de pensée, de public à l'information, qui comptent parmi les fondements de nos sociétés démocratiques, ne peuvent dans le présent cas être mis dans la balance avec la sécurité nationale et les menaces potentielles pour la vie d'autres Américains ou de leurs alliés, dont les Canadiens. Aucun gouvernement des pays de l'OTAN ne s'est aventuré encore dans un contrôle direct sur le travail des médias d'information, mais la responsabilité des dirigeants de ces derniers est du même coup décuplée.

Par ailleurs, aucune comparaison avec la circulation de l'information pendant la guerre du Golfe en 1991 ne saurait tenir. Cette fois, l'ennemi était déjà installé aux États-Unis bien avant le 11 septembre. Tout porte à croire que de nombreux

autres terroristes s'y terrent toujours, comme dans les pays alliés d'Amérique et d'Europe.

Ben Laden a tenté d'élargir le conflit en dressant tout le monde musulman contre les « infidèles ». Nous n'avons pas non plus à lui fournir à répétition d'aussi gros outils de propagande, même si nous avons certes mieux saisi alors la longue portée de l'action qu'il mène. Les réseaux de télévision ont de leur côté obtenu un « bon show » avec cette déclaration préenregistrée. Nos gouvernements ont sûrement enfin tiré profit des appels à la guerre de ben Laden. Les citoyens apeurés appuieront encore davantage d'une part le déploiement de tous les moyens nécessaires pour les protéger et anéantir d'autre part des agresseurs aussi démoniaques.

De tout temps, l'information ou la désinformation se sont révélées de redoutables armes de guerre. Ces armes se raffinent comme toutes les autres. Les canaux d'information continue, Internet qui offre des réseaux parallèles, la concurrence infernale qui oppose les médias de masse occidentaux, peuvent être facilement exploités pour miner l'adversaire. Ben Laden a bien saisi tout cela.

Tout en préservant leur mission et leur indépendance, les dirigeants des grands médias devront toutefois eux aussi, à l'invitation de M^{me} Rice aux États-Unis, choisir dorénavant leur camp.



J.-Jacques Samson

JJSamson@lesoleil.com

OPINIONS

Les Afghans : des peuples en porte-à-faux

Rodolphe De Koninck

Professeur au département de géographie de l'Université Laval, spécialiste de l'Asie, l'auteur est membre de la Société royale du Canada

Suite du texte « Qu'est-ce que l'Afghanistan ? », publié mercredi.

Tous les peuples de l'Afghanistan sont issus des grandes migrations transstepaniques et surtout des nombreuses invasions ayant recouvert son territoire. Il en résulte un nombre indéterminé, mais en tout cas important de communautés linguistiques, ethniques et tribus, plus ou moins apparentées entre elles.

Leurs deux principales souches anthropologiques sont l'iranienne, la



Rodolphe De Koninck

plus ancienne, et la turco-mongole. Rares sont les groupes dont la souche est unique, le mélange entre les deux étant presque une règle sauf, semble-t-il, pour ce qui est des Pachtous, le groupe le plus important. Les autres groupes les plus représentés au pays sont les Hazaras, les Tadjiks et les Ouzbeks.

Une autre caractéristique essentielle du peuplement de l'Afghanistan, aux conséquences géopolitiques fondamentales, réside dans la répartition multinationale de plusieurs des principales ethnies. Celles-ci sont aussi présentes chez leurs voisins, parfois en nombre supérieur, mais dans des proportions qui varient au gré des guerres et des migrations qui en résultent.

LES PACHTOUS

Comme je l'ai mentionné dans mon texte de mercredi, le nom Pachtous (on écrit aussi Pachots, Pachoutones, Pashtounes voire Pathans) signifie « Afghans » en langue persane, laquelle appartient à la sous-famille des langues iraniennes, tout comme le pachtou qui lui est très apparenté. C'est à la présence des tribus pachtoues, dominante, que l'on doit le nom du pays. Ce sont ces tribus, en particulier celle des Dorannis, qui ont réalisé l'unité du pays en 1747, lequel s'étendait alors plus au sud, dans ce qui est aujourd'hui le territoire pakistanais. En 1893, lors de la délimitation définitive de la frontière entre l'Afghanistan et l'Empire britannique des Indes (la ligne Durand), le pays fut amputé d'une partie de son domaine pachtou. Depuis lors, les tribus et clans pachtous se trouvent de part et d'autre de la frontière, aujourd'hui afghano-pakistanaise.

En 1947, lors de la partition de l'Empire britannique des Indes, il a même été question de la création d'un Pachtounistan, question qui, pendant un temps, a envenimé les relations entre l'Afghanistan et le Pakistan nouvellement créé. Depuis cet « échec », les Pachtous sont tout de même demeurés largement dominants en Afghanistan, où ils comptent aujourd'hui pour 52 % de la population, soit pour près de 12 des 22,5 millions d'Afghans.

On trouve en réalité encore plus de Pachtous en terre pakistanaise (là où ils sont appelés Pathans), environ 23 millions. Mais ils y sont très minoritaires, n'y comptant que pour 15 % d'une population estimée, en 2001, à 155 millions de personnes, et parmi laquelle les Punjabi sont majoritaires (50 %).

En Afghanistan même, les Pachtous sont très largement majoritaires dans le sud et le centre du pays. Leur chef-



La population afghane est largement dépendante de l'aide internationale.

lieu, Kandahar, est situé en plein désert du Régistan. Kandahar constitue le véritable fief de la tribu dominante, celles des Dorannis et donc des talibans qui en sont majoritairement issus. Les Pachtous sont même présents sur le versant nord de l'Hindou Kouch, du fait de migrations liées au nomadisme pastoral, en particulier celui des tribus ghilzaies.

Contrairement à la majorité de leurs cousins iraniens, les Pachtous sont presque tous de confession sunnite. La langue officielle du pays est la leur, le pachtou. Enfin, il faut savoir qu'un principe central aux tribus pachtoues est la vengeance, la vendetta, pratiquée entre elles ou à l'endroit des autres communautés du pays.

LES HAZARAS

Les Hazaras comptent pour près de 20 % de la population. Provenant essentiellement du centre montagneux du pays, en particulier de l'Hazarajat, ils sont, malgré la légende qui les dit d'origine mongole, de langue iranienne et de religion chiite. Les tribus hazarais, essentiellement sédentaires, ont souvent été en conflit avec les nomades, en particulier pachtous. Vers la fin du XIX^e siècle, les Hazaras ont été sévèrement réprimés par les Pachtous qui, depuis lors et jusqu'aux années 60, sont venus utiliser leurs pâturages pendant la saison du grand nomadisme et ont même confisqué une partie de leurs terres. Ainsi, souvent chassés des campagnes, beaucoup de Hazaras se retrouvent dans les villes du pays, en particulier à Kaboul, où ils exercent surtout de petits métiers et vivent souvent dans la pauvreté.

Enfin, on en trouve un grand nombre réfugiés dans les pays voisins à la suite des exactions ou des guerres dont ils ont été les victimes depuis 1978, comme tous les Afghans.

LES TADJIKS

Eux aussi de langue iranienne, le nombre de Tadjiks s'élève, en Afgha-

nistan, à quelque 4,8 millions soit 21 % du total national. Les Tadjiks sont moins nombreux dans le pays voisin, le Tadjikistan, auquel ils ont pourtant donné leur nom. Mais ils y sont majoritaires, comptant pour quelque 3,7 millions des 6 millions d'habitants de ce petit pays. Répartis dans tout le nord de l'Afghanistan, dans les plaines comme sur les piémonts et versants montagneux, de l'oasis d'Hérat jusqu'aux confins du couloir de Vakhân, ils pratiquent surtout l'agriculture sédentaire.

Bien que majoritairement sunnites, les Tadjiks comptent, en Afghanistan même, parmi les adversaires les plus déterminés des Pachtous. Bien que l'on compte quatre groupes ethniques différents parmi les Tadjiks, on ne relève aucune trace de tribalisme au sein de leur organisation sociale.

LES OUZBEKS

Comptant pour à peine plus d'un million des habitants de l'Afghanistan (environ 5 %), les Ouzbeks y sont beaucoup moins nombreux que leurs cousins Tadjiks. De langue turco-mongole, donc de souche différente, répartis dans les plaines du nord, ils sont connus pour être d'habiles agriculteurs. C'est également le cas dans le pays voisin qui porte leur nom et où ils sont beaucoup plus nombreux, représentant environ 70 % des 24 millions d'habitants de cet Ouzbékistan.

UNE ÉCONOMIE EN LAMBEAUX

On le devine, malgré une capacité agricole non négligeable — après tout, malgré son caractère largement aride, le pays est cultivé à plus de 12 % —, reposant sur des techniques de gestion de l'eau sophistiquées et anciennes, appuyées de surcroît, depuis les années 30, par de grands travaux hydrauliques, l'agriculture afghane est aujourd'hui en péril.

Certes, sur les décombres des agri-

culture du pavot s'est largement implantée. Mais si elle rapporte des devises, dont profiteraient largement les talibans, elle est peu utile à la majorité de la population, dont l'approvisionnement alimentaire, depuis deux décennies, a reposé de plus en plus sur l'aide internationale.

La production industrielle, en bonne partie concentrée à Kaboul, dans ses environs et à son aval, là où quatre centrales hydroélectriques ont été construites, est elle aussi virtuellement à l'arrêt.

L'Afghanistan a été relégué au statut d'État enclavé, fermé sur lui-même, mais héritier des problèmes de ses voisins

Enfin, il faut rappeler que les guerres empêchent le développement des infrastructures nécessaires à l'exploitation de ressources naturelles, lesquelles, contrairement à une opinion largement répandue, sont sans doute considérables. Cela concerne, notamment, le gigantesque gisement de cuivre d'Ainak, situé au sud de Kaboul et réputé pour être l'un des plus importants au monde, tout comme le gisement de gaz naturel de Cheberghan, à quelque 150 km à l'ouest de Mazar-i-Charif, dont la production est essentiellement exportée par gazoduc, vers l'Ouzbékistan. Cela concerne aussi l'important potentiel hydroélectrique, au cœur du pays, à peine entamé.

Depuis la construction pendant les années 60 du tunnel de Salang et du grand axe routier reliant Kaboul à Hérat via Kandahar — les travaux ayant été financés d'un côté par les Soviétiques, de l'autre par les Américains — les réseaux de communication internes n'ont pas vraiment été améliorés, alors que beaucoup ont par contre été détruits. L'enclavement du pays, dépourvu de chemin de fer et dont les cours d'eau sont peu navigables, n'en est devenu que plus accentué.

UN ÉTAT À LA DÉRIVE

Depuis 1996, les talibans, ces Khmers rouges nouveau genre, tout en tentant de parachever leur contrôle sur la totalité du territoire, ont mis en place, avec l'appui actif du gouvernement du Pakistan, un des régimes les plus rétrogrades de la planète, dont les principales victimes ont été les Afghans eux-mêmes, en particulier les femmes et les enfants.

Jusqu'à tout récemment, bien que fréquemment réprimandés, du bout des lèvres, par les instances internationales et les grandes puissances, les talibans ont continué à sévir contre la population du pays, en limitant singulièrement la pratique de la vie civile, interdisant, notamment, à la très grande majorité des femmes, le droit à l'emploi, et aux jeunes filles le droit de fréquenter l'école.

Le pouvoir des talibans demeure fragilisé par la persistance d'une opposi-

tion armée, celle de l'Alliance du Nord, une faction jusqu'à récemment rassemblée autour du commandant Massoud, un Tadjik de religion chiite, héros de la guerre contre les Soviétiques. Le 9 septembre 2001, un attentat-suicide permettait aux talibans d'éliminer le commandant Massoud.

DÉPENDANTS DE L'AIDE INTERNATIONALE

Au-delà de ces guerres intestines, et en fait en bonne partie à cause d'elles, l'économie afghane est sous perfusion et la population largement dépendante de l'aide internationale. Il faut savoir aussi que le régime des talibans n'a pratiquement rien réalisé en matière d'amélioration des systèmes de santé et d'éducation, pas même dans les régions dites pacifiées : au total, le budget de l'éducation est neuf fois moins important que celui de la défense.

Le résultat est que la population afghane est l'une des plus pauvres, des plus privées de soins médicaux et des moins éduquées de la planète. En 1998, le produit intérieur brut par capita y était de 800 \$ (US), l'espérance de vie moyenne de 45 ans ; le taux de mortalité infantile dépassait les 150 pour 1000 ; le taux d'alphabétisation, incroyablement bas, se situait à 32 %, celui des femmes ne dépassant pas 20 %, presque un antirecord mondial.

Pour le Canada, les chiffres correspondants sont les suivants : le PIB per capita, 23 582 \$; l'espérance de vie, 80 ans ; le taux de mortalité infantile, 6 pour 1000 ; le taux d'alphabétisation, 99 %.

UN CARREFOUR DE PROBLÈMES

Au fil des siècles, plus particulièrement les deux derniers, l'Afghanistan a été relégué au statut d'État enclavé, fermé sur lui-même, mais héritier des problèmes de ses voisins, les accumulant en quelque sorte, au fil des invasions, des migrations et des guerres, intestines ou autres, dans un contexte d'implosion larvée.

La communauté internationale n'a pas semblé trop s'émouvoir lorsque, il y a cinq ans, ce carrefour de problèmes, ce foyer de production de l'opium et de l'héroïne, a été pris en mains par des fous de Dieu, détestant les hommes et surtout les femmes. Ni lorsque l'Afghanistan, que l'on refusait de regarder, relégué qu'il était à l'arrière-plan de la mondialisation, est devenu une centrale « mondiale » de formation au terrorisme et de bien d'autres actions condamnables. Ce réceptacle oublié des problèmes du monde, comme jadis le Cambodge ou le Rwanda, est devenu un abcès.

Il devra faire réfléchir tant les tenants de la mondialisation à outrance, celle qui broie les identités et suscite les haines, que ceux qui s'y opposent aveuglément, oubliant que c'est trop souvent à l'abri du monde, en cachette du monde, que les pires régimes, que les pires exactions foisonnent.



Les principales victimes du régime taliban ont été les Afghans eux-mêmes, en particulier les femmes et les enfants.

LÉVIS

Jobin veut en finir avec Alex Couture

DAPHNÉ BÉDARD
DBedard@lesoleil.com

■ SAINT-NICOLAS—Le candidat à la mairie de la nouvelle ville de Lévis, Christian Jobin veut en finir avec Alex Couture. Il a fait connaître hier un plan qu'il entend mettre en place dès son élection pour enrayer les problèmes d'odeur.

Alors que son opposant Jean Garon remet le sort de l'entreprise entre les mains des dirigeants d'Alex Couture et du ministère de l'Environnement, M. Jobin s'engage à exiger un moratoire sur l'aménagement actuellement proposé par la direction de l'entreprise et par le ministre André Boisclair. Des professionnels de l'environnement seront donc engagés pour vérifier la validité du plan d'action proposé. « On ne peut plus se fier au ministère de l'Environnement, a lancé M. Jobin. On veut valider ce qu'il nous propose. Présentement, on n'a pas de moyen de discuter avec le gouvernement. »

Jean Garon déclarait au début de la campagne que Christian Jobin aurait dû s'occuper d'Alex Couture à titre de préfet de la MRC des Chutes-de-la-Chaudière. « La protection de la qualité de vie n'est pas le rôle d'un préfet, a répliqué Christian Jobin. Le préfet s'occupe du schéma d'aménagement. Il n'est pas nommé par la population. C'était au maire de Charny de s'en oc-

cuper. Jean Garon essaie d'embrouiller les gens. »

Après avoir développé un plan d'assainissement pour Alex Couture, Vision Rive-Sud consultera la population pour connaître sa position sur le sujet. Le déplacement de l'entreprise est la dernière solution envisagée par M. Jobin. « Quel citoyen va vouloir accueillir Alex Couture à côté de chez lui? », se questionne-t-il. Plus largement, un inspecteur de l'environnement sera nommé pour superviser l'ensemble du territoire de la nouvelle ville.

M. Jobin s'est également engagé à régler le problème du logement social sur la Rive-Sud lors de son premier mandat. « Il manque 324 logements sociaux sur la Rive-Sud », avance-t-il. La Ville est prête à payer 30 % de la construction des immeubles à logements.

De plus, pour venir en aide aux organismes communautaires et de loisirs accrédités par la Ville, le candidat à la mairie promet que leurs locaux seront gratuits en 2002.

En conclusion, M. Jobin a réaffirmé son engagement à maintenir les adresses postales actuelles. « Ça représente une économie de 4 millions \$ pour les entreprises, les citoyens et la municipalité, souligne-t-il. Postes Canada est déjà prête à accepter. »

Jobin s'est engagé à régler le problème du logement social

EN BREF

Un chasseur pour le moins agressif

■ ROBERVAL—Un chasseur de 49 ans originaire de l'Île d'Orléans a comparu hier matin au palais de justice de Roberval sous des accusations d'utilisation négligente d'une arme à feu, d'utilisation de celle-ci dans le but de commettre un méfait et de menaces. Le quadragénaire aurait fait feu sur un véhicule tout terrain au lac François, dans le secteur de la Doré. « L'individu était en train de chasser quand il a vu trois autres chasseurs arriver en VTT. Il leur a dit de ne pas circuler sur son territoire de chasse, même si ce n'était pas le sien. L'un des conducteurs a fait fi

de son avertissement, et c'est là qu'il a tiré », a raconté la porte-parole de la Sûreté du Québec à Chicoutimi, Hélène Nepton. Selon elle, il n'est pas rare que des chasseurs soient pris à parti par des individus qui protègent jalousement ce qu'ils considèrent comme « leur » territoire de chasse. « Mais généralement, les chasseurs font preuve de civisme et finissent par s'entendre entre eux. Disons que dans ce cas-ci, ça a un peu débordé. » S'il est reconnu coupable, l'homme pourrait perdre son permis de possession et d'acquisition d'armes à feu. É.F.

AFFAIRE GABRIEL LESSARD

Match serré entre les procureurs des deux parties

MONIQUE GIGUÈRE
MGiguere@lesoleil.com

QUÉBEC—Un match serré s'est joué, hier, en Cour d'appel entre les procureurs du D' Fernand Labrie et ceux du CMDP (Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens) du CHUQ dont la compétence en matière disciplinaire a été niée en première instance par le juge Claude Rioux dans l'affaire Gabriel Lessard.

D'entrée de jeu, le procureur du CHUQ (Centre hospitalier universitaire de Québec), M' Pierre Laurin, a déclaré au tribunal formé des juges Robert Pidgeon, André Rochon et France Thibault, que la décision du juge Rioux, rendue le 23 février 2000, contenait un nombre si étonnant d'erreurs qu'il disposait d'au moins 19 moyens d'appel pour corriger cette série d'erreurs.

La première erreur du juge Rioux, selon lui, a été de considérer le CHUQ comme un tribunal plutôt que comme une entreprise qui a le pouvoir de recevoir et d'analyser la plainte d'un client. « Minimalement, le c.a. du CHUQ, comme toute entreprise qui a des clients, a non seulement le pouvoir, mais le devoir de traiter les plaintes d'un client et celui, le cas échéant, de prendre des mesures correctrices », a-t-il plaidé.

Contrairement aux conclusions du juge Rioux, M' Laurin a également soutenu que Gabriel Lessard était bel et bien un usager du CHUL et que la décision de modifier le protocole de recherche en supprimant le deuxième toucher rectal était un acte médical.

« C'est évident que M. Lessard était un usager, a-t-il déclaré. Il a été invité par nous à participer à un programme de dépistage d'une maladie grave et un diagnostic a été posé à plusieurs reprises. Le but de notre programme de recherche, a-t-il poursuivi, était de dépister précocement le cancer de la prostate et l'objectif a été atteint dans presque 100 % des cas. On ne peut pas faire ça sans poser des actes médicaux et sans que les participants soient des usagers. »

« Une modification qui cause un problème médical grave, c'est un acte médical, a-t-il répété. Un acte posé par un médecin dans le but de faire un diagnostic, c'est un acte médical. Et celui qui rédige la séquence à suivre dans un programme de recherche pose également un acte médical. »

ABSURDE !

M' Sylvain Poirier, procureur de la douzaine d'intervenants dans le dossier dont l'Association des hôpitaux et l'Association des CMDP du Québec, a plaidé qu'appliquées telles quelles les conclusions du juge Rioux auraient pour effet de soustraire le médecin chercheur au mécanisme de traitement de plainte et cela au détriment des droits des sujets de recherche.

« Un médecin serait soustrait du régime de traitement de plainte sous prétexte qu'il ne pose pas quotidiennement des actes médicaux. C'est absurde ! a-t-il lancé. Un médecin clinicien serait assujéti au régime et un médecin chercheur serait soustrait. »

« Pour nous, un acte médical, ça peut aussi toucher la conduite d'un médecin ou son comportement dans une situation donnée », a ajouté M' Poirier qui estime que toute personne, non seulement un usager, peut porter plainte à l'égard d'un médecin. « Ça n'exige d'aucune façon que le plaignant soit nécessairement un usager. Ça n'exige d'aucune façon que la conduite reprochée soit nécessairement et exclusivement de la nature d'un acte médical. »

Le procureur de l'Université Laval, M' Pierre A. Gagnon, est lui aussi d'avis que le juge Rioux est allé trop loin quand il a enlevé toute juridiction à tout organisme au sein du CHUQ de recevoir et d'examiner une plainte. « Du moment qu'une personne fréquente un établissement de santé, ça lui donne le pouvoir de porter plainte », a-t-il soutenu.

Pour le procureur général du Québec représenté par M' Normand Lavoie, le jugement Rioux, en occultant tout pouvoir d'enquête au c.a. du CHUQ, a créé une inquiétude dans le monde médical et une commotion chez les usagers.

Même son de cloche de la part du procureur du Collège des médecins, M' Louis Hénare, qui a affirmé que la recherche faisait partie intrinsèque de la médecine. « Quand un médecin agit, c'est pas n'importe qui qui agit, a-t-il dit. Le médecin, à partir du moment où il utilise ses connaissances, il pose un acte médical. »

PAS LA « GAME » HABITUELLE

Tous ces arguments des appelants et des mis en cause ont été contestés par le procureur conseil du D' Labrie, M' Guy Bertrand, qui a causé toute une surprise en priant les trois juges de prendre connaissance de toute une série de nouveaux documents — résolutions, contrats, témoignages — non présentés en première instance, « sans quoi ils ne pourraient rendre un jugement éclairant ».

« C'est pas la game habituelle », a indiqué au SOLEIL M' Louis Hénare, qui a expliqué qu'en appel la tâche du tribunal était de décider si le juge de première instance s'était ou non trompé. Pas d'introduire du neuf.

Après délibérations avec les juges André Rochon et France Thibault, le président du tribunal, le juge Robert Pidgeon, a tranché en décidant de retenir certains documents déjà publics et d'en rejeter d'autres.

Dans sa plaidoirie qui a suivi, M' Bertrand a défendu le jugement Rioux et fait valoir qu'il avait eu raison de déclarer l'incompétence du CMDP du CHUQ pour instruire une plainte portant sur des activités de recherche.

« Au moment de la plainte, le CHUQ avait délégué au comité d'éthique en recherche (CER) de l'Université Laval son pouvoir d'étudier toute plainte relative à un programme de recherche », a-t-il soutenu, ajoutant que la seule instance compétence pour entendre la plainte de Gabriel Lessard était le comité de déontologie de l'université.

M' Bertrand a estimé que le CMDP était responsable non pas de l'acte médical comme tel mais de sa qualité, comme par exemple un toucher rectal mal fait, et que le fait de retrancher un acte médical d'un protocole de recherche ne le regardait en rien. « Un acte médical mal fait, ça relève du c.a. de l'hôpital, a-t-il précisé. La suppression d'un acte médical, ça relève du CER. Et c'est faux de dire que la rédaction d'un protocole est un acte médical. »

À cela, il a ajouté que la plainte de Gabriel Lessard était irrecevable parce que relevant du comité d'éthique et que « si on est ici aujourd'hui devant le tribunal, c'est à cause de la négligence du CHUQ de se doter d'un cadre réglementaire pour les activités de recherche ».

Le procureur-conseil du D' Labrie a également soutenu que Gabriel Lessard n'était pas un usager du CHUL, mais un sujet de recherche. « Le sujet de recherche est un être humain qui assume directement les risques de la recherche », a-t-il plaidé.

M' Bertrand a répété que le seul canal pour acheminer la plainte de Gabriel Lessard était le comité d'éthique en vertu du contrat d'affiliation signé avec le CHUL et que, si d'aventure le tribunal en décidait autrement, l'autre canal — celui du CMDP — était contaminé par les agissements du D' Claude Poirier, directeur des services professionnels au CHUQ, « qui avait accepté de se faire manipuler par le plaignant Lessard » et du D' Jean-Pierre Beauchemin, président du défunt comité de discipline du CHUQ qui avait outrepassé ses responsabilités.

Le procureur du D' Labrie a également plaidé pour une certaine forme d'immunité pour les médecins chercheurs qui ont besoin de liberté pour travailler en toute quiétude.

En réplique, le D' Poirier a déclaré que les comités d'éthique ne s'intéressaient qu'au suivi des projets de recherche et qu'ils n'avaient rien à voir avec le contrôle de la qualité d'actes médicaux ni avec les sanctions. « Le comité d'éthique ne peut pas empêcher sur les pouvoirs du CMDP », a-t-il conclu.

Le tribunal a pris la cause en délibéré. Un jugement devrait être rendu d'ici trois mois.

Boni +1%

la première année pour les nouveaux fonds REER

LES OBLIGATIONS À TAUX PROGRESSIF PLACEMENTS QUÉBEC

Qui sème des Obligations à taux progressif Placements Québec récolte...

La flexibilité : remboursables chaque année à leur date anniversaire sans pénalité.
La progressivité : taux avantageux fixés pour 10 ans.
La tranquillité : garanties sans limites par le gouvernement du Québec.

Ceci est le fruit de vos investissements.



Année	Taux annuels (%)
1	3,50*
2	3,20
3	3,90
4	4,80
5	5,55
6	6,40
7	6,90
8	7,30
9	7,80
10	8,00

* Taux incluant le boni de 1 % la première année pour les nouveaux fonds REER.

Placements Québec

NOTRE INTÉRÊT À TOUS

1 800 463-5229

www.placementsqc.gouv.qc.ca

Région de Québec, 521-5229

Du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h et les samedis d'octobre et de novembre, de 10 h à 16 h.

FILA OUTLET

Vente de fermeture Section échantillon

Des prix de débarras sur:
chaussures hommes, femmes, enfants

Vêtements de tennis, golf

Manteaux d'hiver adultes et enfants Etc. Etc.

Tout doit sortir...

Nous avons toujours notre section athlétique et notre section junior

FILA échantillons

Centre
«FACTORY OUTLET»
PROMENADES STE-ANNE

10909, boul. Ste-Anne,
Sainte-Anne-de-Beaupré

827-2445

L'EST ET LA CÔTE-NORD

Ski: New Richmond et Pointe-à-la-Croix se disputent les sous des gouvernements

GILLES GAGNÉ
Collaboration spéciale

■ NEW RICHMOND — Le maire de New Richmond, Jean-Marie Jobin, s'oppose à ce que des subventions des gouvernements fédéral et provincial soit versées au centre de ski Mont Restigouche de Pointe-à-la-Croix, pour la tenue de l'épreuve du Super G aux Jeux du Canada de 2003 alors que le centre de ski Pin rouge, de sa ville, est déjà prêt, croit-il, à tenir l'épreuve.

Le Mont Restigouche a été choisi pour tenir les quatre principales épreuves du ski alpin des Jeux du Canada, organisées par les villes néo-brunswickoises de Bathurst et Campbellton. Le Super G, le slalom, la descente et le slalom géant auront toutefois lieu à Pointe-à-la-Croix, en Gaspésie, dans un centre de ski situé à cinq kilomètres de la frontière néo-brunswickoise et de Campbellton.

La station hivernale de Pointe-à-la-Croix a reçu 150 000 \$ du Québec et devrait recevoir bientôt environ 400 000 \$ du fédéral pour développer un deuxième sommet qui permettra à Ski Mont Restigouche de recevoir les quatre épreuves de ski alpin.

Le maire Jobin estime que Pin rouge, à 100 kilomètres de Campbellton, a déjà été subventionné par le Québec, qui a dépensé plus d'un million \$, dit-il, pour qu'il réponde aux exigences modernes d'un centre de ski, notamment des épreuves de Super G. Il a écrit au ministre québécois responsable du Développement des régions, Gilles Baril, et au secrétaire d'État aux Loisirs et aux Sports à Ottawa, Denis Coderre, pour exprimer son mécontentement et tenter de les convaincre de revenir sur leurs décisions.

« On réclame le Super G, pas les autres épreuves, parce que Pin rouge peut le recevoir déjà », dit M. Jobin.

Pourquoi iraient-ils (les gouvernements) mettre de l'argent ailleurs pour diluer l'activité. Les deux (centres de ski) ensemble vont-ils pouvoir vivre si on renforce Pointe-à-la-Croix? »

Le développement de Pin rouge, d'abord la propriété de l'homme d'affaires Raymond Malenfant, a toujours soulevé la controverse. Il a d'abord été au cœur d'une guerre de clochers de 1988 à 1990, parce que New Richmond a remporté sa bataille contre Carleton pour l'aménagement d'un centre de ski dans la Baie-des-Chaleurs. La faillite de M. Malenfant et de Pin rouge, puis sa reprise par une coopérative locale, qui a aussi déposé les armes il y a trois ans, en faillite technique, ont contribué à maintenir Pin rouge au centre de débats. Ce sont des Néo-Brunswickois qui possèdent Pin rouge depuis 1998. En 1990, le centre de ski avait touché 2,1 millions \$ de Québec.

« C'est sûr (qu'on va lui reprocher son esprit de clocher), concède le maire Jobin, mais j'ai des acquis à défendre. C'est pas l'esprit de clocher que j'ai en tête. Tous les maires feraient pareil ».

Claude Audet, président du Centre d'entraînement de ski alpin de l'Est du Québec et des provinces atlantiques, l'organisme qui coordonne l'expansion de Ski Mont Restigouche, rappelle toutefois au maire Jobin que les travaux d'aménagement liés au Super G sont entamés. « Il y a trois pièces de machinerie lourde dans le mont Restigouche depuis quelques jours ».

Le maire de Pointe-à-la-Croix, Jacques Young, rappelle au maire de New Richmond que Pin rouge aurait aussi eu besoin d'aménagements considérables pour recevoir le Super G, que le centre de ski de New Richmond est à plus de 130 kilomètres, et non 100, de l'hébergement des athlètes, localisé à Dalhousie, et qu'un appui gouvernemental à Ski Mont Restigouche à ce stade est parfaitement justifié, puisque ce centre a été développé uniquement par l'entreprise privée.

M. Young signale en outre au maire Jobin que les réseaux de télévision ne se déplaceraient pas pour le ski alpin s'il était tenu à Pin rouge et que les équipes de ski de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick s'entraînent à Pointe-à-la-Croix, des retombées importantes pour la Gaspésie.

Pointe-à-la-Croix a reçu des appuis supplémentaires au cours des derniers jours, dont celui de la direction du centre de ski Petit Chamoni, de Matapédia, le voisin à l'ouest, distant de seulement 25 kilomètres, où l'on tentera de profiter des retombées des Jeux du Canada, en collaboration avec la direction de Ski Mont Restigouche. La Chambre de commerce Gaspésie-les-Îles, la MRC et le Centre local de développement d'Avignon appuient aussi Pointe-à-la-Croix.



Jean-Marie Jobin

Un Centre de transfert technologique pour Rimouski

CARL THÉRIAULT
Collaboration spéciale

RIMOUSKI — Un Centre de transfert en technologie appliquée dans le secteur maritime devrait voir le jour à court terme, à Rimouski.

C'est ce qu'a appris LE SOLEIL de source digne de foi. Aucun porte-parole n'a toutefois voulu confirmer la concrétisation de ce projet appelé, du moins pour l'instant, « Innovation maritime » qui serait en attente de financement des gouvernements provincial et fédéral.

Coincidence, le ministre fédéral Martin Cauchon, responsable du Développement économique régional au Québec, a annulé mardi une importante conférence de presse sur « un développement de l'expertise maritime régionale » qui devait avoir lieu à Rimouski.

Il y a trois ans, lors de l'annonce de la création de la Technopole maritime du Québec, le ministre fédéral avait fait référence à la création possible d'un tel centre. Le nouvel organisme pourrait, par ses travaux, engendrer la création d'entreprises dans le domaine maritime souhaitée depuis plusieurs années par le milieu des affaires et scientifiques de Rimouski.

Au bureau régional de Développement économique Canada, on n'a voulu faire pour l'instant aucun commentaire sur ce projet.

Il a été impossible de rejoindre le président de la Technopole maritime, Pierre Couture, recteur de l'Université du Québec à Rimouski, retenu à l'extérieur de la région.

La Technopole maritime du Québec est composée des institutions d'enseignement et centres de recherche du secteur maritime et océanographique de l'Est du Québec.

Un tel projet rejoindrait l'une des priorités de développement mises de l'avant par la Chambre de commerce de Rimouski.

CÔTE-NORD

Une MRC, une ville, deux villes, ou statu quo

STÉPHANE TREMBLAY
Collaboration spéciale

■ SEPT-ÎLES — Trois scénarios sont sur la table en vue de la fusion des cinq municipalités de la MRC des Sept-Rivières, sur la Côte-Nord. Une MRC, une ville, une MRC, deux villes ou le statu quo ? Une question qui a soulevé des débats houleux, mercredi soir, à Sept-Îles, devant la Commission des affaires municipales.

Le concept « une MRC, une ville » est préconisé par les maires de Gallix, Sept-Îles et Moisie. La nouvelle ville réunirait Rivière-Pentecôte, Port-Cartier, Gallix, Sept-Îles et Moisie, cinq municipalités s'étalant sur 140 km de côte et regroupant plus de 35 000 personnes. Cette ville, dotée d'un budget de 50 millions \$, deviendrait l'une des plus vastes du Québec.

Le second scénario, proposé par le maire de Port-Cartier, Anthony Detroit, c'est « une MRC, deux villes ». Les localités de Rivière-Pentecôte, Port-Cartier et Gallix formeraient une ville de 8000 personnes à l'ouest, alors que Sept-Îles et Moisie en compteraient 27 000 à l'est.

L'irritant majeur est que plusieurs résidents de Gallix, dont la mairesse Pauline Saint-Gelais, préfèrent fusionner avec Sept-Îles. « Je favorise une MRC, une ville, mais dans l'autre cas, je désire m'associer avec Sept-Îles. Nous avons d'ailleurs été la première municipalité de Québec en juin 1999 à demander volontairement une fusion avec Sept-Îles. Nous allons compléter l'étude de faisabilité afin de connaître les avantages et les inconvénients d'un regroupement avec Sept-Îles avant de regarder du côté de Port-Cartier », a-t-elle dit devant une salle bondée.

« Nous avons déjà des ententes inter-municipales avec Gallix et Rivière-Pentecôte, comme les incendies, le tourisme et la gestion des déchets. Port-Car-

tier est le lieu de travail de 45 % des gens de ces deux municipalités contre 20 % pour Sept-Îles. Port-Cartier est aussi le lieu d'étude, de loisirs et de magasinage pour une majorité des citoyens de ces deux localités voisines », a répondu le maire Detroit.

La position du maire Detroit est fortement appuyée par la Corporation de développement économique de Port-Cartier, la Chambre de commerce de l'endroit, les parties syndicales CSN et SSCP et le tourisme du 50^e parallèle. Ils sont unanimes : « une MRC, une ville est inacceptable et très farfelue en raison de l'éloignement entre l'administration municipale qui serait basée à Sept-Îles et les citoyens ».

Pour sa part, le comité de citoyens de Port-Cartier a remis aux commissaires une pétition de 1969 noms demandant que Gallix soit annexée à Port-Cartier.

« Il faut que Port-Cartier et Sept-Îles cessent de se chicaner. Il faut se développer ensemble et non l'un contre l'autre. Il ne faut pas non plus oublier de faire une place au citoyen dans toute cette histoire », lance Denis Picard de Sept-Îles, en faveur d'« une MRC, une ville ».

Les membres de la Commission municipale déposeront leur rapport d'ici deux mois devant la ministre Harel qui a reporté d'un an les élections prévues en novembre à Rivière-Pentecôte, Gallix et Sept-Îles, et elle a assuré qu'il n'y aura pas de fusions forcées dans la MRC des Sept-Rivières.



Anthony Detroit



Pauline Saint-Gelais

EN BREF

Fermeture temporaire

■ SAINTE-ANNE-DES-MONTS — Les attentats du 11 septembre et la surtaxe imposée par les Américains sur le bois d'œuvre forcent la fermeture temporaire de l'usine Deniso Lebel, à Cap-Chat. Vingt employés se retrouvent au chômage. Ils rejoignent 18 de leurs collègues, sans emploi depuis juin. De plus, la Scierie Chic-Chocs de Sainte-Anne-des-Monts ferme également ses portes pour permettre la réalisation de travaux. Elle devrait rouvrir d'ici quelques semaines. Ces deux fermetures entraînent aussi la perte de 10 emplois indirects. H.M.

Sursis pour la messe

■ RIVIÈRE-DU-LOUP — Les responsables de la station radiophonique CHOX-FM de La Pocatière et ceux du diocèse Sainte-Anne, en sont venus à un accord à propos de la diffusion de la messe en direct à la radio, qui devait cesser dimanche. En vertu de l'entente, la messe continuera d'être diffusée à CHOX jusqu'au 2 décembre. Ensuite, elle sera remplacée par une émission à caractère religieux, qui sera en ondes le dimanche entre 8 h 15 et 8 h 30, sous la responsabilité du diocèse. La décision de la station CHOX-FM de cesser la diffusion de la messe avait suscité beaucoup de réactions, notamment une pétition signée par plus de 900 personnes de La Pocatière et des environs. CHOX-FM était devenue l'une, sinon la seule station de radio privée de type commercial à diffuser une messe intégrale en direct chaque semaine. M.L.

À l'aide!

■ CAP-AUX-MEULES — Le Techno Centre éolien de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine presse le gouvernement Landry de lui fournir un budget de fonctionnement récurrent, afin de mener à bien sa mission de faire naître une industrie éolienne au Québec. Ce centre a été fondé l'an dernier dans la foulée du plan de diversification économique de la région. Or, l'enveloppe de 100 000 \$ que lui avait alors accordée le gouvernement péquiste est aujourd'hui épuisée. Pour son président, Évangéliste Bourdage, il ne fait aucun doute que la conjoncture est propice au virage éolien du Québec. (P.C.)

Octobre
notre mois du
remodelage

Ce manteau «encore bon» que vous aimiez tant est démodé? Nos designers lui redonneront vie et fière allure. En octobre, pensez remodelage de votre fourrure. Venez vous inspirer de notre choix incroyable de manteaux. Service d'échange également offert.

Fourrures DU VIEUX-PORT

55, rue St-Pierre,
Québec G1K 4A2
(418) 692-6686

MATELAS NEUFS
Légères imperfections, surplus de production, fins de ligne, échantillons de magasin
À UNE FRACTION DU PRIX

MATELAS 39" mousse 89⁹⁵

MATELAS HAUTE QUALITÉ 608 ressorts 60 pouces Cour. 619,95\$ SOLDE 359⁹⁵

LOT DE DRAPS DOUILLET (SANTÉ) 39⁹⁵

Plusieurs autres spéciaux en magasin

CENTRE DE LIQUIDATION

Payez emportez et économisez sur tout achat de matelas ou sommier caisse (détails en magasin)

La qualité Matelas Dauphin à prix de liquidation! Quantités limitées!

MATELAS DAUPHIN

SEULEMENT au 85, MARIE-DE-L'INCARNATION, QUÉBEC

Jenkins invité à rendre des comptes

SAINTÉ-FOY — À l'époque où il était le plus féroce adversaire de la mairesse Andrée Boucher au conseil de Sainte-Foy, il y a 2 ans, le conseiller indépendant Henry Jenkins avait lancé une souscription

publique pour contester les pouvoirs du comité exécutif de M^{re} Boucher. Cette requête avait été rejetée par le tribunal, car il avait déposé une requête en mandamus et non une demande en nullité.

Or l'un de ses souscripteurs, Paul Garneau, demande ce que M. Jenkins a fait de son argent, car il n'a jamais eu copie de son rapport financier.

Interrogé, le conseiller dit qu'il n'est rien resté dans le compte, qui a

été fermé, et qu'il a même perdu de l'argent dans cette poursuite.

SURPRIS

Il s'est dit surpris de la requête de M. Garneau. Il refuse cependant de

rendre compte publiquement du montant total perçu en invoquant la confidentialité des donateurs.

M. Jenkins est un candidat de l'équipe Andrée Boucher dans le district 37. R.F.



**DITES
DONC**

NON!

Un plus grand choix de meubles que vous n'auriez imaginé. En plus, Dites donc Non aux prix élevés et appareils électroniques. Hâtez-vous de profiter

des meubles, électroménagers de toutes nos offres spéciales!



Canapé chaleureux et confortable

Joli canapé fait d'un tissu chenille vert mousse avec des coussins à carreaux assortis. Fauteuil 369\$ Causeuse 439\$



Ens.
lit simple

Royal Comfort de Sealy

Ens. lit 2 places 469\$ Ens. grand lit 499\$

MAINTENANT SEULEMENT!
329\$
LIVRAISON INCLUSE

Les 4 Morceaux!



MAINTENANT SEULEMENT!
749\$
LIVRAISON INCLUSE

Ensemble de chambre à coucher style contemporain
Une jolie conception dans un fini érable délavé. Assorti de poignées en métal courbé, l'ensemble comprend un panneau de chevet grand lit avec éclairage, commode triple, miroir et une table de chevet. Armoire en option 319\$

Les 5 Morceaux!



Style
Contemporain
Comprend: une table
rectangulaire de 36"x60";
4 chaises rembourrées.

MAINTENANT SEULEMENT!
379\$
LIVRAISON INCLUSE



**LES PLUS
BAS PRIX
JAMAIS
VUS!**

MAINTENANT SEULEMENT!
479\$
LIVRAISON INCLUSE

Unité de
divertissement

Unité de style contemporain dans un fini
chêne blond. Ouverture pour TV de 32".



MAINTENANT SEULEMENT!
599\$
LIVRAISON INCLUSE

TV stéréo écran
très plat 24"

- Son surround avant
- Résolution jusqu'à 525 lignes horizontales
- Entrées vidéo à composants ColorStream
- Télécommande universelle lumineuse à 42 touches



**UN SEUL
BAS PRIX POUR
LES DEUX!**

MAINTENANT SEULEMENT!
798\$
Après rabais instantané de 30%

Ens. de buanderie super capacité

- Tambour de lavage super capacité; 6 cycles
- 3 choix de température; 2 niveaux d'eau
- Sécheuse très grande capacité à 4 cycles de séchage
- 3 choix de température; cycle de séchage automatique

Plus!
**DEMANDEZ-NOUS
COMMENT FAIRE:
DITES DONC**

NON

À L'ACOMPTE!*

NON

AUX PAIEMENTS!*

POUR

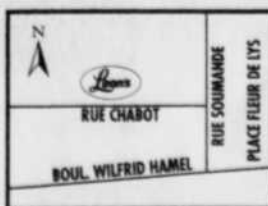
UN AN!

Sur absolument tout article dans nos supermagasins!



LA SEULE CHAÎNE DE
SUPERMAGASINS
DE MEUBLES AU PAYS

VANIER
100, rue Chabot,
à proximité des Halles Fleur de Lys
(418) 683-9600



STE-FOY
Place de la Cité
2600, boul. Laurier
(418) 657-6902



HEURES D'OUVERTURE Lun. - mer. de 9 h à 18 h, jeu. - ven. de 9 h à 21 h, samedi de 9 h à 17 h, dimanche de 11 h à 17 h

*S.A.C. Les taxes applicables et tous frais additionnels sont dus au moment de l'achat. Le solde est dû dans un an à partir de la date d'achat. Les articles sont disponibles jusqu'à épuisement des stocks. Les prix, termes et conditions peuvent varier d'un magasin à l'autre. Les remises «Emportez» ne sont pas disponibles sur certains articles. Voir en magasin pour les régions où la livraison est assurée. Non applicable sur les achats antérieurs et les articles démarqués. Renseignez-vous en magasin sur d'autres modalités de paiement. Un acompte de 15 pour cent est requis pour les commandes spéciales.